

UNIVERSITÉ D'AIX - MARSEILLE
FACULTÉ DE DROIT

L'EXÉCUTION
DES
SENTENCES ARBITRALES
EN
DROIT SOCIAL

Thèse pour le Doctorat présentée et soutenue
par **Louis PECOUT**, Avocat au Barreau de Nice

Président : M. Barthélemy RAYNAUD, Doyen.

Assesseurs : MM. CABRILLAC, Agrégé.
MARCY, Agrégé.



NICE
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'IMPRIMERIE
26, rue Smolett

1940

UNIVERSITÉ D'AIX - MARSEILLE
FACULTÉ DE DROIT

L'EXÉCUTION
DES
SENTENCES ARBITRALES
EN
DROIT SOCIAL

Thèse pour le Doctorat présentée et soutenue
par **Louis PECOUT**, Avocat au Barreau de Nice

Président : M. Barthélemy RAYNAUD, Doyen.

Assesseurs : MM. CABRILLAC, Agrégé.
MARCY, Agrégé.

NICE

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'IMPRIMERIE
26, rue Smolett

1940

Université d'Aix-Marseille

FACULTÉ DE DROIT D'AIX

PERSONNEL

- MM. RAYNAUD, *, O. I., Doyen, Professeur d'Economie Politique.
DUMAS, O. I., Assesseur, Professeur d'Histoire générale du Droit français.
BRY, *, O. I., ⚖, Professeur de Droit romain.
CREMIEU, *, O. I., ⚖, Professeur de Droit civil.
LEBRET, O. I., ⚖, Professeur de Droit Criminel.
AUDINET A., *, O. I., ⚖, Professeur de Droit civil.
JAUFFRET, O. A., Professeur de Droit commercial.
DURAND, O. A., Professeur de Droit administratif.
TROTABAS, O. I., ⚖, Professeur de Droit constitutionnel.
P. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, O. I., Professeur de Droit international public.
KAYSER P., Professeur de Droit civil.
MACQUERON J., Professeur sans chaire.
CABRILLAC, Agrégé.
MARCY, Agrégé.



PROFESSEURS HONORAIRES

- AULAGNON, *, O. I., Professeur à la Faculté de Droit de Lyon.
LABORDE-LACOSTE, *, O. I., Professeur à la Faculté de Droit de Bordeaux.
PERROUD, *, O. I., Professeur à la Faculté de Droit de Lyon.
RIPERT, O. *, O. I., Doyen de la Faculté de Droit de Paris.

SECRETAIRE : M. DELAPORTE, O. I.

L'Université et la Faculté n'entendent donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

« Le crime est de chercher
dans la perturbation sociale ce
qui peut être acquis par la
juridiction. »

Pierre HAMP.

INTRODUCTION

INTRODUCTION

Tout un ensemble de normes ayant trait à la vie économique prise sous l'angle des rapports entre patrons et salariés, a été présenté avant-guerre sous les intitulés de *droit ouvrier*, *droit du travail*, *droit social*. L'habitude de cataloguer imposée à l'esprit moderne par une floraison incessante de textes législatifs, fut à la longue la cause de ces diverses dénominations.

Nous sommes en face de faits, de manifestations et de principes, qui n'ont point encore eu l'aide du temps pour se décanter et prendre rang dans les divisions admises. On les a même soustraits intentionnellement, aux différentes disciplines juridiques, pour bien marquer leur originalité et une volonté plus ou moins affirmée d'indépendance et de modernisme.

Ces faits qui s'imposent à nous, débordent en effet du droit civil dans le domaine du droit public, et leur complexité provient de l'obligation d'en envisager les répercussions économiques, politiques, et sociologiques.

Un grand nombre d'expressions nouvelles virent ainsi le jour, et c'est pourquoi nous avons placé notre étude sous l'égide de termes courants, sinon parfaitement reconnus par la science du droit.

Devant choisir parmi ces trois appellations à l'emploi journalier, nous avons écarté celles de « droit ouvrier » et de « droit du travail » pour une raison d'impartialité. Nous n'avons pas voulu employer d'expressions qui entraînent inmanquablement de sectaires professions de foi, des antinomies et des oppositions. « Ouvrier », « patron », « travail », « capital », voilà les jetons qui, sur l'échiquier politique où les mots prennent des sens si particuliers, ont été érigés en irréductibles adversaires.

Le juriste qui doit éviter tout « flirt » tendancieux et tout particularisme, ne doit pas s'enrôler sous des vocables compromis. C'est donc en toute objectivité que nous avons voulu poursuivre notre travail, après l'avoir placé sous l'impartial exergue du « droit social ».

Notre but, à l'intérieur de ce droit encore dans l'enfance, et aux états si fragiles, est celui très restreint, mais combien capital, de son respect.

Dans les mois qui vont suivre, un nouveau régime social apparaîtra peut-être, mais il est de toute nécessité, à l'heure actuelle

où toute notre législation d'avant-guerre est encore en vigueur (1), d'envisager le problème si complexe et si vivant de l'exécution des sentences arbitrales intervenues à la suite de conflits collectifs du travail.

L'arbitrage est né de la nécessité de former une sorte de tribunal social connaissant les conflits du travail, dans le commerce et l'industrie, comme il y a un tribunal civil, un tribunal de commerce, un tribunal militaire..., pour résoudre certaines catégories de différends. Aussi ne voit-on pas pourquoi, la puissance publique et l'ordre public ne seraient pas aussi et même plus intéressés par l'exécution des solutions juridictionnelles de ce droit nouveau que par les autres ?

Ce qu'il faut éviter à tout prix, c'est le rebondissement des conflits collectifs du travail par suite d'une inexécution totale ou partielle de la décision arbitrale.

Après être passé par le crible bienfaisant de la conciliation, et avoir abouti à une sentence arbitrale (2), les décisions prises doivent rigoureusement être appliquées. C'est le but de justice auquel doit tendre une construction juridique digne de ce nom. Pour maintenir la paix sociale, il faut que la loi soit respectée. Il ne faut pas que persiste une théorie assez surprenante (3) qui affirme que les lois sociales ne sont pas comme les autres lois, qu'elles ont un caractère de relativité, et qu'on ne les applique que lorsqu'on le veut bien. Cette prétendue relativité obligatoire des lois sociales est inadmissible. On ne peut concevoir sans une faillite de l'auto-

(1) L'application de la législation sur la conciliation et l'arbitrage a été suspendue par l'article 13 du décret du 1^{er} septembre 1939. Notre régime actuel a été précisé par une circulaire de M. René Belin, Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et au Travail, en date du 3 août 1940, adressée aux Préfets et aux Inspecteurs du Travail : « J'ai l'honneur de vous faire connaître que les textes maintenant en vigueur les dispositions des conventions collectives de travail et des sentences arbitrales et surarbitrales devenues exécutoires et définitives, n'ayant pas été abrogés, les conventions collectives et sentences arbitrales sont toujours en vigueur, en tant qu'elles ne sont pas contraires aux lois et règlements existants. En conséquence, les clauses des conventions collectives relatives notamment aux salaires et aux indemnités de licenciement, sont toujours applicables. Le maintien des stipulations des conventions collectives de travail ne doit pas toutefois être considéré, dans les circonstances actuelles, comme s'opposant à la conclusion d'accords ou d'ententes de caractère provisoire ayant pour objet de donner dans le cadre collectif, une solution aux difficultés résultant de la situation économique. Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire et de lui donner la plus grande publicité. »

(2) Le problème de l'exécution des sentences rendues par les arbitres et des sentences rendues par le surarbitre étant le même, nous emploierons indistinctement le vocable général de sentence arbitrale pour désigner toutes ces décisions.

(3) M. Moch, rapporteur général du projet de la loi du 4 mars 1938, s'exprime ainsi à la tribune de la Chambre des Députés : « Le droit social oppose les unes aux autres des forces sociales de plus en plus organisées, et notre loi écrite ne saurait modifier le rapport de ces forces, qui dépend de l'évolution des esprits, ni les antagonismes entre elles, qui découlent du régime économique lui-même. Les lois sociales sont donc relatives. Elles exigent la bonne volonté des parties. D'où les discordances qui peuvent faire sourire les juristes de cette Assemblée. » (*J. O., Débats parlementaires, Ch. Dép., 15 février 1938, p. 343*).

rité et l'instauration d'un régime du « bon vouloir », le respect occasionnel des lois.

Il existe d'ailleurs, en droit commercial et en droit civil, des sentences arbitrales, et la question s'est posée, comme nous le verrons, de savoir s'il y avait identité de nature juridique entre ces sentences, et si les règles existant à leur sujet pouvaient être simplement transposées dans le domaine des sentences arbitrales du droit social. Ce fut une question très controversée, au sujet de laquelle une jurisprudence très étoffée a vu le jour.

Nous étudierons donc les problèmes suivants :

1° L'exécution des sentences arbitrales, c'est-à-dire qui peut les exécuter et de quelle façon ;

2° Les sanctions particulières au droit social en cas d'inexécution des sentences arbitrales.

Tels sont les objets de nos deux premiers titres.

Nous poursuivrons ensuite nos recherches en droit comparé, pour connaître les expériences faites dans les divers pays et les solutions que l'on y a données aux problèmes que nous venons d'exposer. Ce sera l'objet de notre titre III.

Il importe d'ailleurs de remarquer que ces sondages ne permettent pas de tirer des conclusions positives, à cause de l'inexistence d'une méthode absolue pour apprécier la valeur exacte d'un système particulier, et à cause de l'impossibilité de prévoir jusqu'à quel point un système jugé satisfaisant dans un pays deviendra à tel autre. On peut cependant en tirer des enseignements d'un grand intérêt, quant aux résultats de ces expériences, et porter en toute connaissance de cause un jugement sur notre législation.

Titre I

Exécution de la Sentence Arbitrale

Notre législation du travail a lentement évolué jusqu'en 1936. Pendant les dix-huit années de l'après-guerre, notre politique sociale avait été trop timorée, et il est regrettable de constater que nous ne devons qu'à la pression des masses, les transformations successives qu'elle a subies. Ce fut une législation très opportuniste, dont les réformes présentèrent un caractère audacieux et généreux, mais dont l'application se fit malheureusement avec trop de hâte, sans qu'elle soit suffisamment adaptée à l'ensemble de notre économie.

Les procédures successives pour mettre fin aux conflits collectifs du travail (4) ayant vu le jour dans une période de brusque transformation sociale, leur évolution fut constante et justifiée par les leçons de l'expérience. Si elles furent tout d'abord le résultat d'un effort vers la conciliation entre salariés et employeurs, elles se transformèrent grâce à une modification du climat social et des textes légaux.

Le souci heureux que montrèrent les partis, d'exclure du règlement de leurs différends les moyens de force, et de leur substituer les moyens juridiques que constituent les procédures de conciliation et d'arbitrage, ainsi que l'établissement d'une jurisprudence de plus en plus précise par la C.S.A. (5) sont venus tout d'abord faciliter grandement la tâche de la Commission de Conciliation et consacrer son importance prépondérante.

(4) « Il y a conflit collectif, quand la demande émane d'une collectivité de salariés, ou est formée contre elle, et qu'elle tend à obtenir soit une mesure que ne pourraient ordonner les tribunaux ordinaires, soit la création ou l'interprétation d'une règle applicable à une collectivité de travailleurs, ou encore quand cette demande met en jeu les libertés publiques et les organismes de la législation du travail. » (Définition tirée de la jurisprudence de la C.S.A., par Maître Andrée Jack, D. H., étude doctrinale 6.1939, page 106). En résumé, un conflit du travail a un caractère collectif lorsqu'il met en jeu un intérêt collectif soutenu par un groupement d'employés (syndicat ou groupement de fait).

(5) Nous emploierons cette abréviation au cours de nos développements, dans un but de simplification, comme c'est la coutume dans les textes ayant trait au Droit Social.

Mais par la suite, la double garantie donnée au règlement arbitral en ce qui concerne, d'une part, la valeur des décisions, et, d'autre part, la plus grande certitude de leur application, eut pour conséquence d'entraîner les parties à rechercher davantage la solution de leurs litiges dans les décisions arbitrales plutôt que dans la conciliation.

Ce sont les points marquants de cette progression vers la sentence arbitrale obligatoire et exécutoire, qu'il convient de préciser, afin d'étudier, à chaque nouveau stade, les progrès marqués par l'exécution des sentences arbitrales.

La loi de 1936 fut la première à stipuler non seulement l'arbitrage obligatoire, c'est-à-dire indispensable avant toute grève ou lock-out, mais aussi la sentence arbitrale obligatoire, c'est-à-dire créatrice d'obligations juridiquement protégées.

La loi de 1938 a complété ce système en décidant que la sentence arbitrale serait en plus exécutoire, c'est-à-dire qu'elle constituerait à elle seule un titre exécutoire pouvant entraîner l'exécution forcée. Nous arrivons ainsi à un respect de plus en plus sérieux des décisions auxquelles aboutissent les procédures prévues.

En matière de conflits collectifs du travail, il ne suffisait pas, en effet, de rapprocher patrons et ouvriers en conciliation, ni de poser des règles précises sur l'arbitrage. Il fallait surtout permettre, par des mesures appropriées, l'application des sentences auxquelles on aboutissait.

Examinons donc, avant les lois capitales du 31 décembre 1936 et du 4 mars 1938, les premiers textes qui furent édictés en la matière.

Chapitre I

L'Évolution des Textes avant la Loi de 1936

Il faut attendre l'année 1892 pour qu'une réglementation des conflits collectifs du travail soit établie en France (1).

Cette innovation s'est présentée, dans notre législation, avec un caractère libéral et individualiste très affirmé depuis la Révolution jusqu'à nos jours.

Ce texte légal se bornait d'ailleurs à présenter une procédure rigoureusement facultative, tendant à faciliter la solution des différends d'ordre collectif. Il offrait aux antagonistes une organisation toute prête et une procédure méthodique dont ils pouvaient se servir, sans jamais être tenus d'y recourir.

Il prévoyait un affichage de la sentence qui permettait un appel à l'opinion publique en cas de son inexécution, comme nous l'indiquerons sous notre titre II.

C'était donc au plus intime de lui-même qu'il cachait la tare dont il devait périr. Il était une émanation philosophique et idéale, une pure spéculation de l'esprit, échaffaudée un peu au petit bonheur. La simple vertu bienfaisante de la bonne volonté constituait son unique base.

M. Trarieux a pu ainsi écrire que « le législateur avait fait abstraction du fait que les hommes sont le plus souvent dominés par la recherche de leur intérêt, ou de ce qu'ils croient être leur intérêt. Mais comme dans la deuxième hypothèse, il arrive qu'ils puissent se tromper, n'étant pas toujours assez intelligents ou assez clairement renseignés, il aurait fallu forger des cadres législatifs solides. »

Un récent jugement du Tribunal Civil de Lille (2), en date du 2 février 1939, paraît d'ailleurs ne pas considérer ce texte

(1) Loi du 29 décembre 1892. *Les Codes français*, par Tripiet et Monnier, p. 682.

(2) Tribunal Civil de Lille (1^{re} Chambre), (*Gaz. Pal.*, 16 mai 1939).

incorporé au Code du Travail dans les articles 104 et suivants du Livre IV, comme abrogé, malgré l'article 20 de la loi du 4 mars 1938 disposant que : « sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente loi. »

Ce tribunal, saisi d'un appel contre une sentence arbitrale rendue suivant la procédure instaurée par la loi de 1892 dans un différend mettant aux prises la Chambre syndicale métallurgique de Lille et environs, et la Chambre syndicale ouvrière de l'Union de la Métallurgie de Lille et de ses environs, le déclare irrecevable.

Il affirme la volonté du législateur de faire œuvre originale sans recourir aux formes d'une procédure antérieure.

Il constate que cette loi ne contient pas de référence aux règles de la procédure d'arbitrage du droit commun et ne comporte aucun moyen de donner force exécutoire aux décisions rendues.

Il nie la possibilité de concevoir un appel de la sentence arbitrale, à cause de son caractère définitif consacré par la publicité provenant de son affichage.

La sentence arbitrale prévue par cette loi ne présente donc pas le caractère d'une décision de justice. Elle n'oblige les parties que comme une simple convention ordinaire, dans la mesure où elles l'ont acceptée (3).

La survenance de la guerre de 1914, en donnant une importance de premier plan au bon fonctionnement de la défense nationale et des usines y pourvoyant, obligea le Gouvernement à abandonner son libéralisme et à légiférer dans un sens autoritaire et étatiste.

C'est ainsi que par les décrets des 17 janvier 1917 et 18 septembre 1917, fut instauré un arbitrage obligatoire en matière de conflit collectif du travail, à l'intérieur des entreprises fonctionnant pour la défense du territoire.

Les autorités s'efforcèrent beaucoup plus, à cette époque, de prévenir les conflits que de les résoudre. La paix sociale à l'intérieur, étant un élément de résistance et de succès, ne fut jamais plus nécessaire, car la moindre agitation avait une répercussion sur la production, donc sur notre potentiel de résistance.

Les textes en vigueur décidèrent que la sentence arbitrale devenait exécutoire par son homologation, effectuée ou ordonnée par le Ministre de l'Armement.

Elle devait être affichée dans les ateliers par le patron et à son défaut par le contrôleur de la main-d'œuvre, aux frais du patron. Si ce dernier refusait de l'exécuter, on réquisitionnait son établissement industriel. (Lois du 3 juillet 1877 et 28 juillet 1911). Si ce

18 juillet 1922 (*Gaz. Pal.*, 1^{er} septembre 1922). (Cons. Prud'h. Reims, 30 décembre 1905 (*Gaz. Pal.*, 1906-I-196)).

(3) Voir sur ce point : Cass. Civ., 6 mars 1911 (*Gaz. Pal.*, 1911-I-370), Paris,

refus provenait des ouvriers, on les mettait eux-mêmes en état de réquisition.

Il est intéressant de remarquer que sous cette législation, l'application des sentences arbitrales rentrait dans le pouvoir souverain d'appréciation du Conseil des Prud'hommes (4).

Toutes ces mesures, prises en raison des circonstances exceptionnelles, ne survécurent pas à la guerre. Une période de détente et d'hésitation vit le jour, et la loi de 1892 continua seule à s'appliquer avec ses insuffisances, sauf pour certains cas spéciaux où des lois étaient intervenues (Marine Marchande et Chemins de Fer), jusqu'au vote de la loi du 31 décembre 1936.

(4) Cass. Civ., 22 février 1921. *Revue du Conseil des Prud'hommes*, 1921,

Chapitre II

La Loi du 31 Décembre 1936

L'atmosphère orageuse qui a présidé à la naissance de l'arbitrage obligatoire dans notre pays, explique la hâte avec laquelle la loi de 1936 fut mise sur pied, et l'esprit dans lequel elle fut rédigée. L'imperfection de cette loi n'apparut qu'à l'usage, la nécessité d'un apaisement étant telle, que l'on fonda sur elle tous les espoirs.

Il était nécessaire de trouver un moyen, quel qu'il fut, d'éteindre les conflits. L'arbitrage obligatoire parut être la formule magique nécessaire. Il fut instauré par un texte assez vague, ne posant que quelques principes, et où transparait son caractère d'expédient de paix sociale.

Cette imprécision donna lieu à de grandes difficultés, dont les principales apparurent avec le manque de directives permettant d'interpréter certaines expressions.

Nous étudierons donc les questions suivantes :

Section I. — Climat dans lequel fut élaborée la loi de 1936.

Section II. — La notion de sentence arbitrale obligatoire.

Section III. — La sentence arbitrale a-t-elle besoin de l'exequatur pour être exécutoire ?

Section IV. — Les juridictions compétentes pour connaître de l'exécution des obligations découlant de la sentence arbitrale.

Section V. — L'arbitre peut-il faire suivre sa sentence de la formule exécutoire ?

Première Section

Climat dans lequel fut élaborée la Loi de 1936

En mai 1936, les élections législatives amenèrent à la Chambre une majorité qui s'intitulait « Front Populaire ». Tous les espoirs du prolétariat furent instantanément encouragés et exaltés. Les esprits, axés sur la réalisation des réformes sociales inscrites au programme des partis vainqueurs, s'échauffèrent dangereusement. Aussi, dans un délai très court, vit-on se généraliser sur notre territoire une forme spéciale de grève dite « grève sur le tas », qui s'effectuait par l'occupation des lieux de travail.

Ce mouvement n'eut pas d'ailleurs comme seule cause cette venue au pouvoir d'un gouvernement de Front Populaire. Il procéda encore de la sourde hostilité ouvrière à l'égard d'un machinisme anonyme et insaisissable, ainsi que de l'apparition d'une violente crise économique.

La première grève fut celle qui éclata aux usines Bréguet, du Havre, le 11 mai. Elle dura 48 heures, et fut le point d'aboutissement d'une semaine de négociations entreprises en vue de faire réintégrer deux ouvriers congédiés pour avoir cessé leur travail, selon les traditions du 1^{er} mai.

Dès le début, le mouvement qu'elle inaugurait, présenta des caractères très particuliers : occupation de l'usine par les grévistes, récupération des salaires des journées de grève par les ouvriers.

Des grèves analogues, survenues dans des conditions identiques, eurent les mêmes résultats chez Latécoère, à Toulouse ; chez Bloch, à Courbevoie ; et chez Nieuport, à Issy-les-Moulineaux.

Malheureusement, leur existence fut révélée au public par la presse, le jour même où avait lieu la commémoration des victoires de la Commune. Aussi, le 24 mai, 600.000 ouvriers de la région parisienne participaient-ils à un immense défilé. Parmi eux se trouvaient nombre de métallurgistes qui y prirent conscience de leur force, et se préparèrent à l'affirmer dans des luttes immédiates.

Les occupations d'usines se développèrent le jour suivant dans la région parisienne, et la province était immédiatement contaminée. Le mouvement réussit à atteindre son point culminant dans la première quinzaine du mois de juin.

Cette vague d'agitation donna lieu à la naissance d'une nouvelle et fort triste rubrique dans les journaux, celle que l'on intitula uniformément : « Les conflits du travail ».

C'est dans la nuit du 7 juin, appelée « Nuit du 4 août patronale », que la C.G.T. et la C.G.P.F., réunies à l'Hôtel Matignon, signèrent un accord prévoyant la possibilité de conclure des Conventions collectives (1). Et M. Domange, député, dira avec raison à la Chambre : « Mais je veux en retenir surtout ceci : que les accords Matignon — on l'oublie trop souvent — ont représenté le premier des arbitrages rendus en matière de conflits collectifs du travail. » (2).

De multiples litiges naquirent. Le franc fut dévalué sous le camouflage élégant « d'alignement monétaire ». En même temps, les deux Chambres discutaient le projet de la loi monétaire du 1^{er} octobre 1936, et des pourparlers commençaient le 14 septembre à l'Hôtel Matignon, entre représentants de la C.G.T. et de la C.G.P.F.

L'accord fut virtuellement conclu, mais le patronat refusa d'y souscrire, non par un refus de principe comme l'indique le communiqué du Président du Conseil, mais par une demande de garantie. La lettre adressée par M. Gignoux président de la C.G.P.F., au Président du Conseil, nous éclaire sur ce point et nous montre qu'il ne réclamait que la fin des occupations d'usines.

C'est dans ces conditions que le Gouvernement déposa un projet de loi s'inspirant du texte sur les termes duquel il y avait eu accord, lors de la dernière réunion à l'Hôtel Matignon.

La discussion de ce projet aboutit au vote de la loi du 31 décembre 1936. Loi essentiellement de circonstance, qui fit naître en France l'arbitrage obligatoire. Dorénavant, tout déclenchement de grève ou de lock-out doit être suspendu, et les parties doivent essayer de se concilier, ou à défaut, porter leur conflit collectif du travail devant des arbitres chargés de résoudre ce différend.

(1) Une loi du 24 juin 1936 vint modifier la loi de base en la matière en date du 25 mars 1919. Nous verrons au cours de notre étude comment a été résolu par ces textes le problème de leur exécution.

(2) Débats parlementaires, Ch. Dép., 15 février 1938, p. 350.

Section Deuxième

La Notion de Sentence Arbitrale Obligatoire

L'arbitrage peut aboutir soit à un accord constaté par une sentence arbitrale, soit à une impossibilité de rapprochement des deux thèses en présence et, par suite, au transfert du différend devant un surarbitre. De toutes façons, ces procédures se termineront par une sentence arbitrale ou surarbitrale, dont le caractère obligatoire a été affirmé par la loi de 1936 dans ses articles 5 et 6 (3).

Ces articles renferment, sous une forme condensée, toute la « substantifique moelle » de l'institution, et la source de toutes les difficultés auxquelles elle donna lieu.

Mais, qu'a donc voulu exprimer le législateur par le terme « obligatoire » ?

Il a non seulement voulu affirmer (art. 5) qu'il y avait obligation de soumettre les différends collectifs du travail dans le commerce et l'industrie, aux procédures de conciliation et d'arbitrage avant toute grève ou tout lock-out, mais aussi (art. 6), qu'il y avait obligation de se conformer aux solutions de la sentence arbitrale et de la respecter.

Donc, — et c'est le seul point de vue de l'obligation découlant de la sentence arbitrale qui nous intéresse, — il y a une obligation légale qui pèse sur les parties d'exécuter la décision arbitrale.

L'expression « sentence arbitrale obligatoire » signifie que les parties sont juridiquement tenues de l'exécuter. Cette obligation est ainsi sanctionnée, comme toute prescription légale, par la

(3) ART. 5. — « Ces procédures de conciliation et d'arbitrage obligatoire, « seront organisées dans le cadre des lois existantes. Les deux arbitres et le « surarbitre auront les pouvoirs d'amiables compositeurs. L'arbitrage aura pour « objet d'établir un règlement équitable des conditions du travail, en vue de « créer, aux lieux d'emploi, une atmosphère de collaboration dans le respect « des droits mutuels des parties : droit de propriété, droit syndical, liberté individuelle, liberté du travail, liberté syndicale. »

ART. 6. — « La sentence arbitrale sera motivée et sans appel. Elle sera obligatoire. Elle sera rendue publique. »

possibilité de recourir devant les juridictions compétentes pour réclamer son exécution.

La partie ayant obtenu la condamnation de son adversaire à une obligation quelconque, pourra intenter devant les juges compétents une action, en vue d'obtenir un jugement comportant la formule exécutoire qui lui permettra d'arriver à une exécution forcée.

En admettant que l'on soit en face d'une condamnation à une obligation de faire, le juge essaiera d'arriver à une exécution en nature par la voie de l'astreinte, ou à une exécution par équivalent, grâce aux dommages-intérêts compensatoires et moratoires.

Si l'on se trouve en face d'une condamnation au paiement d'une somme d'argent, le juge liquidera la somme due, et rendra ainsi possible son exécution forcée.

La loi de 1938, comme nous le verrons par la suite, est venue perfectionner ce système en décidant que la sentence arbitrale serait non seulement obligatoire mais aussi exécutoire. C'est dans ces deux termes que résident les bases des réformes apportées par la législation progressive de 1936 et de 1938. La sentence acquiert d'abord le privilège d'être obligatoire, et finit par être exécutoire. Voyons ce que signifie ce progrès au point de vue de la procédure.

L'expression « obligatoire » se différencie de celle d' « exécutoire » en ce sens qu'il faut obtenir une décision de justice entraînant exécution forcée, pour arriver à l'exécution d'une décision obligatoire, tandis que par sa seule qualification de décision exécutoire, cette dernière permet l'exécution forcée *ipso facto*.

Il est bien entendu que chaque fois que l'on parle d'exécution forcée, il faut sous-entendre l'existence d'une créance certaine (exemple de contestation quant à son existence), liquide (fixée à telle somme d'argent), et exigible (conditions réalisées ou terme échu).

C'est ainsi que la loi de 1936 permet d'aboutir à une sentence arbitrale simplement obligatoire, alors que, comme nous le verrons, la loi de 1938 marque sur elle un réel progrès et permet d'obtenir une sentence arbitrale obligatoire et exécutoire après l'accomplissement de certaines formalités très simples. Le décret d'application de la loi de 1936, en date du 16 janvier 1937, n'a apporté aucun commentaire aux dispositions des articles 5 et 6 de cette loi. C'est à la jurisprudence que revient l'honneur d'avoir su, en un peu plus d'une année, dégager de ce texte nombre de conséquences précises et presque entièrement concordantes.

Grâce à la perspicacité et à la science des magistrats qui eurent à connaître ces problèmes nouveaux, certaines règles furent élaborées, comme nous pourrions le constater dans les questions étudiées sous les titres des sections suivantes.

Une circulaire du 16 février 1937 (4), après avoir indiqué que la législation nouvelle présente un caractère supplétif, admet que les parties peuvent lui substituer une procédure contractuelle qui

devra conduire « soit à un accord, soit à un arbitrage de caractère obligatoire ».

Dans une espèce, Vagnair c. Mojard (5), le Tribunal Civil de la Seine décide que la sentence arbitrale « fait la loi des parties ».

Comme nous l'avons vu, les sentences arbitrales peuvent créer des obligations de faire et des obligations de payer, mais aussi, suivant l'article 5 alinéa 3 de la loi, elles peuvent établir un règlement équitable des conditions du travail, ou fixer une indemnité due à certains ouvriers pour leur renvoi.

Ces sentences ne semblent en conséquence susceptibles d'exécution *ipso facto* que rarement, et pour l'être, il faudrait qu'elles attribuent une somme fixe et liquidée à une personne nommément désignée.

Comme les obligations de faire ne peuvent être exécutées sans la bonne volonté de la partie qui a été condamnée, il faudra le plus souvent, user d'astreintes, afin d'arriver à une exécution en nature par pression sur les deniers de la partie récalcitrante.

Mais en supposant que l'arbitre ait assorti lui-même sa sentence d'un jeu d'astreintes, ce qui à l'époque était contestable, leur caractère comminatoire et la nécessité de liquider le montant de la somme définitivement due, nécessite une nouvelle intervention juridictionnelle.

De même, pour que les obligations de payer puissent être amenées directement à exécution, il faut qu'elles soient liquides, et le plus souvent la sentence ne contient que les éléments qui permettront plus tard de liquider la créance.

(4) *J. O.*, 17 février 1937, p. 2.150.

(5) Trib. Civ. de la Seine, 7^e Ch., 20 décembre 1937. (*D. H.*, 20 janvier 1938, p. 47).

Section Troisième

La Sentence Arbitrale a-t-elle besoin de l'Exequatur pour être Exécutoire ?

Les textes étant silencieux sur ce point, des controverses assez virulentes s'élevèrent dès le début de l'année 1937. On s'était demandé si les sentences arbitrales de la loi du 31 décembre 1936 avaient de plein droit force exécutoire ou si elles devaient être, comme les sentences ordinaires, régies par le Code de procédure civile, revêtues, préalablement à toute mesure d'exécution, de l'exequatur du Président du Tribunal Civil en vertu des articles 1020 et 1021 du Code de Procédure Civile.

La question ne présente plus d'intérêt pratique depuis l'apparition de la loi du 4 mars 1938, qui déclare d'office la sentence arbitrale exécutoire, pourvu qu'elle soit déposée au greffe du Tribunal Civil.

Mais étant donné l'importance qu'a eue la question, il importe, en se plaçant à un point de vue théorique, d'envisager les arguments qui furent mis en lumière pour justifier juridiquement les deux positions que l'on pouvait prendre sur la question.

Voyons donc, tout d'abord, les arguments présentés en faveur d'une assimilation entre les sentences arbitrales du droit commun (civiles ou commerciales) et les sentences arbitrales du droit social, c'est-à-dire, examinons la thèse réclamant la nécessité de la formalité de l'exequatur.

Les défenseurs de ce point de vue se basent sur l'article 5 de la loi du 31 décembre 1936 qui dispose que « ces procédures de conciliation et d'arbitrage obligatoire seront organisées dans le cadre des lois existantes ». Ils affirment en conséquence, qu'il y a

lieu de se reporter aux dispositions du Livre III du Code de Procédure Civile, dit « des arbitrages », et spécialement aux articles 1020 et 1021 (6).

A titre d'exemple, citons un jugement du Conseil des Prud'hommes de la Seine qui adopte entièrement cette thèse (7) : « Attendu que c'est à tort que le demandeur veut écarter les dispositions du Code de Procédure Civile, alors que le législateur, dans l'article 5 de la loi du 31 décembre 1936, renvoie précisément à la règle commune ;

« Attendu que quelque regrettable que soit l'oubli de l'arbitre qui n'a pas jugé utile de déposer au Greffé du Tribunal son arbitrage en vue d'obtenir « l'exequatur » du Président, il y a lieu de dire qu'une telle formalité étant d'ordre public, et obligatoire en vertu de l'article 1020 sus-relaté, l'arbitrage dont s'agit ne sera exécutoire qu'après qu'elle aura été remplie ».

Ils font valoir ensuite les intérêts suivants : les créances liquides et exigibles déterminées par la sentence pourraient être immédiatement exécutoires ; il y aurait un contrôle sanctionnant les vices essentiels ; de plus, une fois l'ordonnance d'exequatur rendue et, les délais de recours expirés, la sentence disposerait de la force de chose jugée.

Les partisans de la théorie adverse leur répondent par des arguments fort impressionnants.

Ils font remarquer, en conformité avec un avis officieux du Garde des Sceaux en date du 11 octobre 1937 (8), qu'il existe quatre énormes différences entre les sentences rendues en vertu de la loi de 1936 et les « jugements arbitraux » dont parle le Code de Procédure Civile :

1° Le jugement arbitral met fin à un différend entre deux parties portant sur des intérêts privés, tandis que la sentence arbitrale a pour but de trancher un différend collectif du travail et non à un litige particulier portant sur des droits civils ;

(6) ART. 1020. — Le jugement arbitral sera rendu exécutoire par une ordonnance du Président du Tribunal de première instance dans le ressort duquel il a été rendu ; à cet effet, la minute du jugement sera déposée dans les trois jours, par l'un des arbitres, au greffe du Tribunal. S'il avait été compromis sur l'appel d'un jugement, la décision arbitrale sera déposée au greffe du Tribunal d'appel, et l'ordonnance rendue par le Président de ce Tribunal. Les poursuites pour les frais du dépôt et les droits d'enregistrement ne pourront être faites que contre les parties.

ART. 1021. — Les jugements arbitraux, même ceux préparatoires, ne pourront être exécutés qu'après l'ordonnance qui sera accordée, à cet effet, par le Président du Tribunal au bas ou en marge de la minute, sans qu'il soit besoin d'en communiquer au Ministère public, et sera ladite ordonnance expédiée en suite de l'expédition de la décision. La connaissance de l'exécution du jugement appartient au Tribunal qui a rendu l'ordonnance.

(7) Jugement de la Section des Métaux en date du 8 novembre 1937 (C. Prud'h., 1937, p. 1148).

(8) Circulaire du Ministre du Travail en date du 15 novembre 1937 (D. S., 1938, n° 1, p. 46).

2° Le compromis n'est jamais forcé en droit privé ou il est même prohibé en certaines matières (Causes communicables), alors que la procédure de conciliation et d'arbitrage dans les conflits collectifs est obligatoire, c'est-à-dire que sa mise en œuvre ne dépend pas de la volonté des parties ;

3° L'arbitrage du Code de Procédure Civile est susceptible d'appel sauf clause contraire. La sentence arbitrale ne l'est qu'exceptionnellement, en matière d'astreintes, et dans l' « intérêt public », par le Ministère du Travail ;

4° Les arbitres du droit commun sont librement choisis par les parties, alors que ceux qui tranchent les conflits du travail doivent être pris sur certaines listes prévues par le décret d'application.

Mais ce qui présente le plus d'importance pour les défenseurs de ce point de vue, c'est d'arriver ainsi à échapper au contrôle du Président du Tribunal Civil. Si l'on admet, en effet, la nécessité de l'exequatur, on soumet la sentence au droit commun de l'arbitrage ; le Président du Tribunal Civil peut la contrôler et en apprécier les termes. Comment admettre que ce Président dispose de toutes ces possibilités envers une sentence rendue par un Ministre, par un Président du Conseil ou par le Premier Président de la Cour de Cassation ?

D'ailleurs, qu'ajouterait la formule exécutoire, du moment que la sentence arbitrale est obligatoire et que si l'une des parties ne l'exécute pas, l'autre peut la traduire devant le Conseil des Prud'hommes ou la Justice de Paix, et obtenir ainsi un jugement.

Ils ont enfin considéré comme bien faible le premier argument de leurs adversaires basé sur l'article 5 de la loi de 1936. Ils font remarquer que l'alinéa 1^{er} de cet article : « Ces procédures de conciliation et d'arbitrage obligatoire seront organisées dans le cadre des lois existantes », ne se trouvait pas dans le projet du Gouvernement, ni dans celui voté en premier lieu par la Chambre. Ils constatent, en étudiant les travaux préparatoires, que l'un des membres du Sénat, M. Champetier de Ribes, craignant peut-être que la pression des organisations syndicales n'arrive à faire adopter aux arbitres des mesures contraires aux vieux principes de notre droit, avait demandé qu'il soit précisé que : « les procédures nouvelles devraient se dérouler à l'intérieur des cadres légaux du système de liberté et de propriété individuelles, qui est le système actuel de la France. » (9).

Ces explications démontrent qu'il n'avait pas en vue une question de procédure, mais au contraire, qu'il visait un certain état d'esprit révolutionnaire, dont auraient pu témoigner les arbitres dans leurs décisions. L'amendement présenté par ce brillant ora-

(9) Sén. Débats parlementaires. Séance du 15 décembre 1936 (*J. O.*, p. 1612).
Sén. Séance du 26 décembre 1936 (*J. O.*, p. 1784 et suiv.).

teur fut adopté dans sa rédaction primitive sans que l'on se soit rendu compte qu'il faisait double emploi avec l'alinéa dernier de l'article 5.

En dernière analyse, c'est une concurrence entre deux juridictions d'un même ordre (Tribunal Civil et Conseil de Prud'hommes) qui est mise en jeu.

Les uns veulent que les sentences ne deviennent exécutoires qu'en vertu d'une Ordonnance du Président du Tribunal Civil et que ce Tribunal soit compétent pour veiller à leur exécution. Ils relèvent le caractère exceptionnel de la jurisprudence prud'homale, niant sa capacité de connaître les litiges qui ne lui sont pas expressément attribués par une loi. Ils constatent de plus, qu'elle ne peut contrôler l'exécution de ses propres jugements, aussi lui refusent-ils à plus forte raison de pouvoir connaître de l'exécution des décisions d'une juridiction arbitrale qui lui est absolument étrangère.

Les autres, au contraire, réclament la compétence du Conseil de Prud'hommes, comme l'institution la plus favorable aux intérêts des ouvriers, et comme celle régie par les règles les plus simples et les plus rapides.

Ils déniaient tout intérêt à l'application en la matière des règles formalistes du Code de Procédure Civile. Ils affirment que s'il est exact que les sentences arbitrales ont leurs ultimes effets dans les contrats individuels (de même d'ailleurs que les conventions collectives), on aboutit au même résultat pratique avec l'exequatur, en demandant à la juridiction prud'homale de donner force exécutoire à la sentence.

La jurisprudence, dans son ensemble, s'est prononcée en faveur de la dispense de l'exequatur, et c'est dans ce sens que les affaires suivantes ont été résolues :

23 novembre 1937, Trib. Civ. de Compiègne, Aff. La Noury-lande c. Triboudeau (10) ;

13 décembre 1937, Conseil de Prud'hommes de la Seine, Aff. Camus c. Société Bardou et C^o (11) ;

20 décembre 1937, Trib. Civ. de la Seine, Aff. Vagnair c. Mojard (12) ;

20 décembre 1937, Trib. Civ. de la Seine, Aff. Pasturaud (13) ;

18 mars 1938, Syndicat des Cotons c. Ets Langlet et C^o (14) ;

11 octobre 1937, Avis du Garde des Sceaux (15).

(10) D. S., 1938, p. 62.

(11) Q. Prud'h., 1938.

(12) D. H., 1938, p. 45. D. O. 1938, p. 10.

(13) *Gaz. Pal.*, 1938, 1.74. D. S., 1938, 7.20, Note Sabatier.

(14) D. H. 1938, p. 399. D. S., 1938, p. 191.

L'ensemble de ces décisions n'est d'ailleurs pas magnifiquement étayé. Elles se contentent simplement de trancher le litige en constatant que le régime des sentences arbitrales instauré par la loi de 1936 est trop différent de celui du droit commun. Souvent même, elles profitent pour se couvrir, du simple avis officieux du Garde des Sceaux.

Mais, même la question de l'exequatur résolue, elle ne donne pas la plupart du temps, une réponse absolument satisfaisante au problème de l'exécution des sentences arbitrales.

Il se peut que l'une des parties se refuse à exécuter ses obligations. Aussi, nous faut-il envisager la juridiction compétente dans cette hypothèse.

(15) D. S., 1938, p. 46.

Section Quatrième

Les Juridictions compétentes pour connaître de l'Exécution des Obligations découlant de la Sentence Arbitrale

Sous l'empire de la loi de 1936, les Tribunaux décidaient généralement que les difficultés nées de l'exécution des sentences arbitrales et surarbitrales, échappaient en raison du caractère particulier de ces procédures, à la compétence de l'autorité judiciaire, et surtout des Conseils de Prud'hommes.

Ils prenaient tous, pour principal motif, le caractère administratif des procédures manifesté par l'absence de dépôt au greffe.

5 novembre 1937, Trib. Civ. de Versailles, Aff. Sté Champagne c. Semel et Vives (16).

24 novembre 1937, Trib. Civ. de Compiègne, Aff. Sté La Nourylande c. Triboudeau (17).

13 décembre 1937, Conseil de Prud'hommes, La Seine (18).

9 mars 1938, Trib. Civ. de Senlis, Aff. Guerre et autres c. cale des Travaux Publics de Seine-et-Oise c. Fédération des Travailleurs du Bâtiment (19).

9 mars 1938, Trib. Civ. de Senlis, Aff. Guerre et autres c. Salpa Française (20).

10 juin 1938, Trib. Civ. de Versailles, Aff. Delai c. Mane et autres (21).

(16) Q. Prud'h. 1938, p. 33.

(17) *Semaine Juridique*, 1938, p. 491 (Blanches).

(18) Q. Prud'h. 1938, p. 3.

(19) *Gaz. Pal.*, 7 avril 1938.

(20) D. O., 1938, p. 202.

(21) Q. Prud'h. 1938, p. 981.

5 janvier 1939, Trib. Civ. de la Seine (7^e Ch.), Aff. Coutant c. Lauzy (22).

Il semble qu'à cette époque, la question ait été mal posée, et qu'il aurait fallu faire des distinctions totalement inexistantes dans les décisions précitées.

Bien entendu, le Conseil des Prud'hommes ne peut pas connaître des conflits collectifs nés de l'exécution de la sentence. Cependant, les parties peuvent parfaitement intenter une action devant lui, en tant que cette sentence arbitrale réagit sur les clauses des contrats individuels, et demander l'exécution, non pas de la sentence elle-même, mais de ces contrats individuels ainsi modifiés.

Le Tribunal Civil de Lille, le 19 juillet 1938, dans une affaire X... c. Sté Lemaire et Dillies (23), insiste sur le fait que les Conseils de Prud'hommes sont institués pour mettre fin aux différends nés à l'occasion du louage de services. Toutefois, son interprétation est trop restrictive car il décide que leur compétence ne porte que sur les litiges nés pendant la durée du contrat. Nous estimons que ce point de vue n'est pas juste, car tous les conflits individuels qui ont leur source dans ce contrat sont de la compétence prud'homale.

Le but poursuivi par le surarbitre est d'établir un règlement équitable des conditions du travail, et il peut, en conséquence, soit modifier les conditions d'exécution ou d'expiration des contrats de travail, soit même ordonner le rétablissement d'un contrat précédemment résilié. Aussi, dans ces conditions, les litiges provenant de la sentence arbitrale ont effectivement leur source dans le contrat de louage de services.

La question, d'ailleurs, vient d'être tranchée par un arrêt de la Chambre sociale de la Cour de Cassation du 16 février 1939, intervenu dans l'affaire Mayeras c. Sté La Nourylande (24).

Elle décide que lorsqu'une sentence arbitrale rendue conformément aux dispositions de la loi du 31 décembre 1936, ordonne la réintégration d'employés licenciés, les litiges nés de l'inexécution de cette sentence ressortissent à la juridiction prud'hommale comme ayant leur source dans le contrat de louage de services existant entre les deux parties.

Voici du reste les principaux attendus de cet arrêt :

« Attendu qu'aux termes de cet article, les Conseils de Prud'hommes sont institués pour terminer les différends qui peuvent s'élever à l'occasion du contrat de louage d'ouvrage dans le commerce, l'industrie et l'agriculture, entre les patrons et leurs représentants et les employés, ouvriers ou apprentis.

(22) Q. Prud'h. 1939, p. 227.

(23) Q. Prud'h., 1938, p. 1074.

(24) *Gaz. Pal.*, 29 avril 1939.

« Mais attendu que, s'il est exact que le droit prétendu par
« Mayeras ne pouvait trouver de fondement que dans la sentence
« arbitrale par lui invoquée, il est certain d'ailleurs que cette
« sentence n'est intervenue que comme la solution légale d'un
« conflit collectif survenu entre un patron et ses ouvriers dans
« l'exécution des contrats de louage de services qui liaient ceux-
« ci à celui-là, que si la sentence arbitrale tend à résoudre le
« conflit collectif par la réintégration des ouvriers à une certaine
« date, le refus de réintégration opposé par le patron à l'un d'en-
« tre eux a bien le caractère d'un différend particulier à l'occasion
« du contrat de louage qui existait entre les parties et sans lequel
« le litige ne se concevrait pas ; que, dès lors, le Conseil de Pru-
« d'hommes est compétent pour y statuer ; qu'en décidant le con-
« traire, le jugement attaqué a violé le texte susvisé. Par ces
« motifs, casse et annule le jugement rendu le 23 novembre 1937
« par le Tribunal Civil de Compiègne et renvoie devant le Tribunal
« Civil de Senlis. »

Cette décision présente le plus grand intérêt et tranche, comme nous venons de le voir, une question très controversée.

D'autre part, les tribunaux de droit commun peuvent, en cas de refus d'exécution d'une sentence arbitrale par un employeur, le condamner à des dommages-intérêts pour préjudice moral envers le syndicat ouvrier bénéficiaire de cette sentence, ainsi qu'à des astreintes.

Le Tribunal Civil de Montpellier a rendu à ce sujet, le 18 mars 1938, un jugement intéressant dans une affaire Syndicat des Cotons de Montpellier c. Etablissements Langlet (25).

Cette décision constitue l'un des seuls exemples d'une action en dommages-intérêts intentée par un syndicat devant le Tribunal Civil sous l'empire de la loi de 1936. Ce sont probablement les longueurs et les dépenses occasionnées par cette action qui ont fait hésiter les milieux syndicaux à y recourir.

Elle offrait pourtant un avantage considérable, puisqu'elle permettait d'obtenir une condamnation à des astreintes élevées, pour amener la partie adverse à composition.

Ce jugement présente encore l'intérêt d'avoir pris parti dans une question spéciale qui avait été posée au tribunal. L'obstacle primordial à l'exécution de la sentence résidait surtout dans le fait qu'elle ne concernait que les individus représentés à l'arbitrage par leur organisation syndicale, alors que cette dernière seule était partie à la procédure. Aussi, fort habilement, pour tourner cette règle, le Syndicat des Cotons de Montpellier demanda

(25) D. S., 1938, p. 191.

l'application, au cas d'une sentence arbitrale, de l'article 31 *v* du Livre I du Code du Travail (26).

La distinction à faire entre une convention collective et une sentence arbitrale étant souvent très minime surtout quant à leur contenu, ce Syndicat avait pensé pouvoir faire adopter cette solution par le tribunal, mais celui-ci rejeta cette assimilation.

Vous verrons plus loin, qu'à l'heure actuelle, depuis le décret-loi du 12 novembre 1938, le droit d'action directe et personnelle des syndicats a été élargi.

Sous l'empire de la loi de 1936, la poursuite de l'exécution d'une sentence par un syndicat n'était permise que suivant les règles du droit commun. Leurs actions ne tendaient, en effet, comme toutes les actions syndicales de la compétence des tribunaux ordinaires, qu'à l'application de la légalité pré-établie. Aussi, les syndicats pouvaient-ils agir chaque fois qu'ils se trouvaient en présence d'une mesure portant illégalement atteinte, dans la zone territoriale de leur compétence, à l'intérêt professionnel qu'ils incarnaient.

De plus, lorsqu'ils agissaient pour défendre les intérêts collectifs dont ils avaient la garde, ils exerçaient des actions totalement différentes de celles qu'éventuellement leurs adhérents pouvaient posséder, pour obtenir réparation des préjudices individuels qu'avait pu causer le même fait dommageable.

Un problème annexe à celui de l'exécution des sentences arbitrales est celui de leur interprétation.

Un des plus anciens principes de notre droit, stipulant que le juge de l'action est aussi celui de l'interprétation, « *ejus est interpretari cujus est condere* », a-t-il été appliqué sous l'empire de la loi de 1936 ? On peut l'affirmer, car un jugement du Tribunal Civil de la Seine (7^e Ch.), en date du 20 décembre 1937 (27), a déclaré nulle une sentence interprétative rendue à la requête d'une seule des parties sans que l'autre y ait été appelée. Mais il n'a aucunement contesté le droit des arbitres et du surarbitre d'interpréter leurs sentences.

(26) On sait que cet article permet aux syndicats ouvriers d'intenter une action en exerçant les droits individuels de leurs membres sans avoir à justifier d'un mandat, pourvu seulement que le ou les intéressés aient été avertis et n'aient pas déclaré s'y opposer.

Il existe en effet quatre actions pouvant sanctionner l'inexécution des conventions collectives du travail : les actions en dommages-intérêts individuelles ou syndicales de l'art. 31 *v*, intentées devant les Conseils de Prud'hommes, les actions proprement syndicales en dommages-intérêts et en intervention à raison de l'intérêt collectif de la profession introduites devant les Tribunaux de droit commun.

(27) *Gaz. Pal.*, 1938, 1.74.

Section Cinquième

L'Arbitre peut-il faire suivre sa Sentence de la Formule Exécutoire ?

Il nous faut prendre connaissance des résultats d'une expérience intéressante qui permet à la jurisprudence de poser quelques principes dans le droit social où les règles positives sont si rares.

Un arbitre, M. Mosse, à l'esprit très novateur, puisque nous le verrons aussi à l'origine de la question des astreintes, eut par deux fois l'idée de faire suivre sa sentence de la formule exécutoire.

La première fois, le syndicat ouvrier ayant fait commandement et les employeurs opposition à celui-ci, le Tribunal Civil de Beaune, déclara que la sentence arbitrale ne pouvait avoir force exécutoire, et après avoir critiqué le procédé imaginé par le sur-arbitre, jugea le commandement nul et non avenu (28).

La seconde fois, il fut assigné en 100.000 francs de dommages-intérêts devant le Tribunal Civil de Grenoble pour avoir fait suivre sa sentence de la formule exécutoire.

La sentence incriminée avait été rendue dans un conflit du travail entre la Société Cotonnière du Sud-Est et les ouvriers de Savines (Hautes-Alpes).

Le Préfet de l'Isère souleva immédiatement un déclinatoire de compétence, motif pris que le surarbitre avait agi dans l'exercice d'une fonction publique de caractère administratif et accompli un acte juridictionnel rentrant dans le contentieux administratif.

(28) *Gaz. Pal.*, 1938, 1.856.

Le surarbitre soutenait que les sentences arbitrales et surarbitrales avaient un caractère juridictionnel et qu'aux termes de la loi du 31 décembre 1936, elles étaient « obligatoires » ; en conséquence, il disposait de la formule exécutoire, puisque le pouvoir exécutif lui avait confié sa mission de surarbitre.

Le Tribunal Civil de Grenoble rendit, le 23 mai 1938 (29), un jugement sur déclinatoire de compétence, y affirmant le caractère de personne privée du surarbitre et son erreur évidente surtout après le premier jugement du Tribunal Civil de Beaune du 4 avril 1938. Il insista surtout sur le concours volontaire et gratuit (loi de 1936) du surarbitre et sur son rôle éminemment social.

C'est ainsi que l'affaire parvint devant le Tribunal des Conflits qui rendit son arrêt le 12 décembre 1938 (30). Il déclara en termes généraux, pouvant s'appliquer indistinctement aux sentences « 1936 » comme à celles « 1938 », que les procédures de conciliation et d'arbitrage obligatoire, suivant des règles propres, ne sont pas soumises au contrôle des tribunaux de droit commun et que les arbitres et surarbitres, dans l'accomplissement de leur mission, ne peuvent être considérés comme de simples particuliers, mais « comme exerçant temporairement une fonction à laquelle s'attache un caractère d'autorité ressortissant du domaine du droit public. »

La Cour de Cassation avait de même jugé qu'il était impossible de former un pourvoi en cassation contre les sentences arbitrales qui, d'après la loi de 1936, n'étaient d'ailleurs pas susceptibles d'appel (31).

Ces décisions furent rendues en application d'une règle de procédure ; à l'heure actuelle, la même solution découle du caractère de droit public attaché aux fonctions des arbitres (32).

L'arrêt du Tribunal des Conflits du 12 décembre 1938 (33) tranche la question et affirme le caractère administratif découlant de la loi de 1936.

Le Conseil d'Etat vient aussi, tout récemment, de reconnaître au surarbitre la possibilité d'apprécier les actes administratifs de la procédure (34).

(29) *Gaz. Pal.*, 20 octobre 1938.

(30) *S.*, 1939.3.4 ; *Gaz. Trib.*, 20 juin 1939.

(31) *Cass. Req.*, 7 décembre 1937 (*Gaz. Pal.*, 1937.2.931), 28 février 1938 (*S.* 1938.1.140) ; 21 avril 1939 (*Gaz. Pal.*, 20 juin 1939).

(32) *Cass. Req.*, 21 avril 1939 ; *Manufacture française d'armes et cycles de Saint-Etienne c. Fédération des Métaux.*

(33) *Gaz. Pal.*, 1939.1.141.

(34) *Conseil d'Etat*, 3 février 1939. - *S.* 1939.3.23, *Société Anonyme des grands magasins A la Riviera.*

Il reconnaît ainsi au surarbitre le caractère d'une « autorité de droit public ».

Donc, en appliquant les principes généraux du droit administratif invariables depuis l'arrêt Pelletier (Tribunal des Conflits, 30 juillet 1873) (35), on ne peut assigner les arbitres et surarbitres devant les tribunaux judiciaires que s'ils ont commis une faute personnelle se détachant de l'exercice de leurs fonctions.

Dans l'affaire Société Cotonnière du Sud-Est c. Mossé, le Tribunal des Conflits estima que l'erreur du surarbitre, consistant à apposer la formule exécutoire sur sa sentence, ne constituait pas une faute personnelle. En l'espèce, en effet, il y avait une erreur de droit, mais cette erreur ne constituait pas une voie de fait et ne présentait pas non plus un caractère de malveillance ou de mauvaise foi.

(35) S. 1874.2.28.

Chapitre III

La Loi du 3 Mars 1938

Le décret du 16 janvier 1937 avait instauré une réglementation des détails des procédures de conciliation et d'arbitrage prévues par la loi du 31 décembre 1936, qui n'était valable que pour une durée limitée, c'est-à-dire jusqu'à la clôture de la session parlementaire ordinaire de 1937 (article 3, loi du 31 déc. 1936).

La loi du 18 juillet 1937 prorogea pour la première fois les pouvoirs de réglementation du Gouvernement en cette matière jusqu'au 31 décembre 1937. Une nouvelle loi du 11 janvier 1938 devait d'ailleurs encore la proroger jusqu'au 28 février 1938.

Cependant, au cours du mois d'août 1937, la C.G.T. adressait au Président du Conseil un mémoire dans lequel elle exposait les réformes que réclamait la classe ouvrière. Parmi ces demandes de modification de la législation en vigueur, se trouvait celle voulant retoucher la loi sur la conciliation et l'arbitrage obligatoire des conflits collectifs du travail.

M. Chautemps indiquait le 9 septembre à M. Jouhaux qu'il avait saisi la C.G.P.F. des demandes de la C.G.T. et qu'il lui avait demandé ses suggestions.

Il reprenait chacun des points fixés par le mémoire de la C.G.T., et il constituait ainsi un premier projet du « Statut moderne du travail », qu'il pensait pouvoir faire servir de base aux pourparlers que, sous la médiation du Gouvernement, il invitait la C.G.P.F. et la C.G.T. à entamer en vue d'arriver à une nouvelle sorte d'accords Matignon.

Mais la C.G.P.F. déclinait cette offre, car, si le patronat admettait le principe d'une réforme des lois sociales, « il estimait que cette tâche incombait au pouvoir législatif ; la C.G.P.F. ne se reconnaissait pas le droit d'engager juridiquement la totalité du patronat français, ni les autres collaborateurs de la production, qu'à ce moment-là on ne pensait pas convoquer à Matignon ; moins

encore sans doute, la C.G.T. pouvait se flatter de représenter tous les travailleurs ; pour cette double raison, la procédure suggérée n'apparaissait à l'organisation patronale, ni opportune, ni légale, ni efficace » (1).

Les conflits sociaux entrant dans une nouvelle phase de recrudescence à la fin de l'année 1937, le Président du Conseil s'efforçait, par une nouvelle tentative, de rétablir la paix sociale suivant son idée de rencontre sous son égide des éléments « cégétistes » et des représentants patronaux.

Il invitait ainsi à se réunir pour le 12 janvier à l'Hôtel Matignon, la C.G.P.F., les Classes Moyennes et la C.G.T.

La C.G.P.F., en invoquant les mêmes raisons qu'en septembre, déclinait cette invitation, les mêmes objections subsistant toujours.

Le Gouvernement, en face de cette impossibilité d'accord entre les parties, déposa en blanc, le 25 janvier 1938, sur le bureau de la Chambre, les six projets de loi devant composer le « Statut Moderne du Travail » (2).

En raison de l'urgence — la deuxième prorogation des procédures de conciliation et d'arbitrage expirant le 28 février — et de la crainte d'une recrudescence des troubles sociaux, la discussion fut commencée par celle du 5^e projet.

La Commission du Travail de la Chambre entendit M. Gignoux président de la C.G.P.F., M. Jouhaux, secrétaire général de la C.G.T., des représentants des petits et moyens patrons ainsi que ceux des syndicats chrétiens. La discussion de son rapport dura trois jours à la Chambre et le texte qu'elle vota rencontra la plus vive hostilité devant le Sénat.

Les débats furent passionnés, et finalement, pour les écourter, après de nombreuses navettes entre les Chambres et de vibrantes interventions du Président du Conseil, les deux Assemblées se faisant de mutuelles concessions se mirent d'accord sur le texte qui devint la loi du 4 mars 1938 (3).

Grâce à elle, le provisoire disparaît et les modes de solution des conflits collectifs de travail nés un peu hâtivement des bouleversements de 1936, acquièrent une structure définitive ; mais si elle tire profit des expériences de treize mois de conciliation et d'arbitrage obligatoire, elle n'en porte pas moins le caractère d'un compromis et ne satisfait personne entièrement.

(1) *Revue politique et parlementaire*, février 1938.

(2) *J. O.*, Débats parlementaires. Ch. Dép., 26 janvier 1938. Ces projets portaient les intitulés suivants :

- 1^o Placement des travailleurs ;
- 2^o Embauchage et débauchage des travailleurs ;
- 3^o Statut des délégués du personnel ;
- 4^o Les Conventions collectives du travail ;
- 5^o Procédure de conciliation et d'arbitrage ;
- 6^o Statut légal de la grève.

(3) *J. O.*, Débats parlementaires. Ch. Dép., 16, 18, 19 février 1938 et 3, 4 mars 1938. *J. O.*, Débats parlementaires, Sén., 27, 28 février 1938 et 1^{er}. 3 mars 1938.

Le 6 mars 1938, M. Léon Blum exposait dans le *Populaire* « que la discussion de cette loi laisse un arrière-goût amer ». Le 9 mars 1938, M. Savoie estimait dans la revue *Syndicats* que « cette loi ne constitue pas un progrès sérieux », tandis que M. Germain Martin, dans l'*Elan Social* du 10 mars 1938, affirme que « ce texte n'apporte pas la paix intérieure ».

Néanmoins, on ne peut nier que cette loi réalise un réel progrès sur la précédente, et qu'elle a comblé un grand nombre de lacunes qui s'étaient révélées à l'usage.

Simplicité, accélération, contrôle, exécution, voilà ainsi schématisé le résultat qu'elle a atteint.

Aucune de ces dispositions n'abroge d'ailleurs la loi du 31 décembre 1936, car l'article 20 du texte nouveau se borne à déclarer abrogées « toutes dispositions contraires à la présente loi ». C'est ainsi que le principe de l'arbitrage obligatoire continue d'être énoncé par l'article 1^{er} de la loi du 31 décembre 1936 : « Dans l'industrie et le commerce, tous les différends collectifs du travail doivent être soumis aux procédures de conciliation et d'arbitrage avant toute grève ou lock-out. »

De même, la loi de 1938 n'a pas changé le caractère obligatoire des sentences arbitrales. Elle stipule, dans son article 15, alinéa 1^{er} : « L'accord constaté par le procès-verbal de conciliation et les sentences sont obligatoires ».

Mais là où réellement la nouvelle loi a innové, c'est au sujet de l'exécution des sentences arbitrales, lorsqu'elle indique dans son article 15 alinéa 5 : « Par le seul fait de ce dépôt (au greffe du Tribunal Civil), la sentence aura force exécutoire ».

C'est à l'examen de ces deux caractéristiques de la « sentence arbitrale 1938 » que nous allons consacrer les développements qui vont suivre.

Section Première

La Sentence est obligatoire

La loi de 1938 ne fait que réaffirmer ce principe posé pour la première fois par celle de 1936. Elle y apporte cependant des modifications qui nécessitent une étude particulière de certaines questions et nous conduisent à préciser à quelle date la sentence commencera à produire ses effets, les règles régissant la notification de la sentence imposée par la loi pour qu'elle soit obligatoire, et, enfin, les nouveaux principes élaborés par la jurisprudence quant à l'interprétation des sentences et la condamnation à des dommages-intérêts en cas d'inexécution.

1. — Date des effets de la Sentence :

L'alinéa 1^{er} de la loi nous dit que les sentences arbitrales produisent effet à dater du jour du dépôt de la requête aux fins de conciliation, et qu'aucune disposition ne peut prescrire que les effets rétroagiront au delà de cette date.

Cette précision, commune d'ailleurs aux accords constatés par le procès-verbal de conciliation et aux sentences arbitrales ne figurerait pas dans le projet du Gouvernement. Elle met heureusement un point final aux difficultés qui furent si souvent soulevées devant les arbitres lorsqu'il s'agissait de savoir, si les sentences pouvaient ou non produire un effet rétroactif, et quelles pouvaient être les limites de cette rétroactivité.

C'est à M. Maulion que nous devons cette modification lorsqu'il intervint, le 27 février 1938, au Sénat pour présenter un amendement qui fut adopté dans son intégralité. « En lisant les sentences arbitrales rendues, on s'aperçoit, fit-il remarquer, que les arbitres font rétroagir leurs décisions dans des limites quelquefois extraordinaires. Pour éviter des décisions de ce genre, n'est-il pas possible de reprendre les dispositions du droit commun, et de dire que les décisions ne peuvent agir qu'à partir du jour de la demande et non pas avant que la chose ait été demandée ; ceci est pour simplifier la besogne des arbitres ; et

c'est pour éviter en matière de rétroactivité des sentences extraordinaires, que je demande au Sénat de vouloir bien adopter cette phrase : « Ils produisent effet à dater du jour du dépôt de la requête aux fins de conciliation et aucune disposition ne peut prescrire que leurs effets rétroagiront, au delà de cette date. Il est bien évident que, tant que l'on n'a rien demandé, on ne doit rien obtenir et que ce n'est qu'à partir du jour où l'on a demandé quelque chose qu'on peut espérer en avoir le bénéfice. » (4).

Un arrêt de la C.S.A. du 12 octobre 1938, n° 578 (5), est venu préciser que les arbitres peuvent fixer comme point de départ de leurs décisions une date postérieure à celle du dépôt de la requête en conciliation.

Un autre arrêt a même décidé que le point de départ des effets de la sentence rendue par l'arbitre peut être fixé par celui-ci à une date postérieure à celle du prononcé de la sentence (6).

2. — Notification de la sentence :

La sentence n'est obligatoire que si elle a été notifiée aux parties, car il convient qu'elles connaissent officiellement les obligations qui leur incombent. C'est pour cette raison que le procès-verbal de conciliation ne doit pas être soumis à cette formalité puisqu'il a été rédigé en présence des parties.

La notification a aussi une autre conséquence ; elle fait courir le délai imparti pour intenter devant la C.S.A., le recours prévu par l'article 13, alinéa 3 : « Toutefois, les parties pourront, dans les trois jours francs à dater de la notification de la sentence, former au greffe du Tribunal, devant la C.S.A., un recours motivé pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi ».

Les détails de cette formalité proviennent de l'initiative de divers membres du Parlement (7) et du décret du 3 avril 1938, article 10 (8).

La notification doit se faire dans les vingt-quatre heures de la date de la sentence, et être adressée aux parties elles-mêmes. La C.S.A. décide par exemple qu'est irrégulière une notification faite chez un avoué où l'une des parties aurait élu domicile à l'occasion d'autres procédures (9).

Elle doit être faite par l'un des arbitres ou le surarbitre au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception. Le décret du 3 avril 1938 y ajoute une formalité à titre de contrôle : le surarbitre ou les arbitres doivent expédier au Ministre du Travail la date de cet accusé de réception dès qu'ils le reçoivent.

(4) Débats parlementaires, Sén., *J. O.*, 28 février, p. 249.

(5) *J. O.* (Annexes), 6 janvier 1939, p. 12.

(6) C.S.A., 26 août 1938, n° 450. *J. O.* (Annexes), 29 novembre 1938, p. 1519.

(7) M. Drouot, à la Chambre des Députés. *J. O.*, 19 février, p. 462.

M. Pernot, au Sénat. *J. O.*, 28 février, p. 249.

(8) D. P., 1939.4.192.

(9) C.S.A., 26 juillet 1938. N° 299. *J. O.* (Annexes), 29 novembre 1938, p. 1482.

Il n'y aura aucune difficulté lorsque l'arbitre se trouve seulement en présence de deux collectivités : syndicat patronal d'un côté par exemple, et syndicat ouvrier de l'autre. Mais comment l'arbitre pourra-t-il atteindre effectivement, dans les vingt-quatre heures, les deux parties lorsque l'une de ces parties est constituée par une centaine d'ouvriers ou de patrons ?

Cette hypothèse s'est souvent présentée, et ce fut M. Maury, professeur à la Faculté de Droit de Toulouse, qui se trouva l'un des premiers dans cette situation. Etant choisi comme arbitre dans un conflit entre les employeurs et les employés de commerce de Rodez, il dut envoyer dans les vingt-quatre heures soixante-huit lettres recommandées à soixante-huit patrons pris individuellement.

Heureusement, les irrégularités commises dans la notification de la sentence ne sont pas de nature à entraîner l'annulation des dites sentences (10).

La même solution a été d'ailleurs adoptée par la C.S.A. pour le défaut total de notification (11).

La sentence conserve son caractère obligatoire malgré les irrégularités commises dans sa notification (12) qui peuvent seulement suspendre le cours du délai du pourvoi devant la C.S.A. (13).

De plus, la notification effectuée par le Préfet aux lieu et place du surarbitre ne fait pas courir le délai du recours (14), à moins qu'il ne soit indiqué que cette notification a été faite à la demande du surarbitre (15).

La remise directe de sa sentence par le surarbitre au représentant qualifiée de l'une des parties constitue une notification régulière au sens de l'article 15 et fait courir le délai de recours prévu par l'article 13 (16).

(10) Recours n° 222, Bâtiment du Nord, 26 août 1938. *J. O.* (Annexes), 1938, p. 1517.

Recours n° 470, Industrie du Livre, Alsace-Lorraine, 14 novembre 1938.

Recours n° 551, Quincaillerie Clermont-Ferrand, 26 octobre 1938.

(11) Recours n° 77, Matériaux de Construction, 27 juil. 1938. *J. O.* (Annexes), 1938, p. 1483.

Recours n° 431, Bidault et C°, 25 juillet 1938.

Recours n° 918, Compagnie Industrielle des Pétroles, 8.2.1939. *J. O.* (Annexes), 1939, p. 585.

(12) Recours n° 431, 25 juillet 1938. *J. O.*, 29 novembre 1938, p. 1483.

(13) Recours n° 282 bis, 5 août 1938. *J. O.*, 29 novembre 1938, p. 1506.

(14) Recours n° 182, Acieries du Nord, 6 juillet 1938, *J. O.* (Annexes), 1938, p. 391.

(15) Recours n° 156, Bâtiment du Rhône, 18 juillet 1938. *J. O.* (Annexes), 1938, p. 377.

(16) Recours n° 233, Marbot et C°, 11 juillet 1938. *J. O.* (Annexes), 1938; p. 1289.

3. — Interprétation de la Sentence :

L'article 9, alinéa 2, de la loi du 4 mars 1938 permit un énorme progrès en stipulant que les arbitres et le surarbitre « statuent suivant les règles du droit commun, sur les conflits collectifs du travail d'ordre juridique, c'est-à-dire sur les conflits relatifs à l'exécution des conventions collectives, des lois et décrets sur le travail ».

Les surarbitres ont donc le droit d'interpréter les sentences arbitrales ou surarbitrales qu'ils ont à appliquer, car il faut les ajouter à cette énumération de la loi, puisqu'un conflit peut naître de l'application d'une précédente sentence. Toutefois, le surarbitre ne peut pas se prononcer sur la légalité d'une sentence devenue définitive à cause du respect dû à la chose jugée.

M. Fatou, l'éminent Conseiller à la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence, a décidé, dans une sentence rendue le 5 août 1938 (17) à propos d'une demande de condamnation à astreinte pour inexécution d'une de ses précédentes sentences, qu'il était compétent pour rendre une sentence interprétative précisant un point de sa sentence qui établissait d'ailleurs qu'il y avait eu exécution.

La C.S.A. a affirmé que si le surarbitre ne peut modifier par une sentence nouvelle la sentence qu'il a précédemment rendue, il a le pouvoir d'interpréter les dispositions obscures de cette sentence (18). Elle précise ainsi, que le surarbitre ne doit procéder à cette interprétation par une sentence présentant comme la sentence primitive un caractère juridictionnel, que s'il respecte la règle inhérente au fonctionnement de toute juridiction, qui veut que toute partie défenderesse soit avisée de la demande la concernant pour pouvoir éventuellement présenter ses observations.

Dans un conflit qui opposait la Société des Etablissements Driver Harris au personnel de son usine à Mantes-Gassicourt (Seine-et-Oise) (19), il a été jugé que le surarbitre n'est pas dessaisi du litige après avoir rendu sa sentence. Il peut toujours, à la demande de l'une des parties, en donner une interprétation dans une autre sentence, à la condition de ne pas en modifier les principes. Il n'excède donc pas ses pouvoirs en liquidant dans une deuxième décision les sommes dues en vertu d'une première décision.

Un arrêt en date du 31 mars 1939 (20) dont la précision des considérants est remarquable, nous indique « qu'il appartient à la

(17) Espèce : Société de Gestion Immobilière de la Ville de Marseille (S.O. G.I.M.A.) c. le Syndicat des Chauffeurs.

(18) Recours N° 464 bis, Société Provençale de Constructions Navales, 26 août 1938. *J. O. Annexes*, 1938, p. 1521.

(19) Recours N° 417, 5 octobre 1938, Q. Prudh. 1939. *J. O. Annexes* 1939, p. 1.

(20) *Gaz Pal.*, 14 juin 1939.

juridiction arbitrale de constater les droits des ouvriers à un taux de rémunération en donnant telle interprétation qu'il convient des règlements, conventions ou sentences applicables ; que, par contre, elle ne saurait se prononcer sur les conséquences individuelles de cette constatation, et notamment sur les modalités de remboursement de sommes indûment retenues à chacun des salariés, les difficultés pouvant naître de ce chef ne présentant pas le caractère du différend collectif. »

Alors qu'on hésitait à savoir comment interpréter une sentence dont l'auteur avait disparu, à l'heure actuelle, depuis cet arrêt, il n'y a plus de doute possible et il appartient bien à la juridiction arbitrale d'interpréter comme il convient « les règlements, conventions ou sentences » applicables à l'espèce envisagée.

D'ailleurs, les Conseils de Prud'hommes sont aussi compétents pour fixer le sens d'une sentence lorsqu'il est besoin d'en donner une interprétation quant à ses conséquences individuelles ; c'est ce que décide un arrêt de la Chambre Sociale de la Cour de Cassation en date du 18 janvier 1940 (21) : « Mais attendu que la sentence arbitrale ayant pour objet d'établir un règlement équitable des conditions de travail, en vue de créer aux lieux d'emploi une atmosphère de conciliation, procède par voie de dispositions d'ordre général, faisant naître des obligations à la charge des individus et des groupements qui sont parties au conflit collectif ; qu'elle produira les effets d'une convention collective de travail si elle est déposée au secrétariat d'un Conseil de Prud'hommes ou au greffe d'une Justice de paix, dans les conditions déterminées par l'art. 31 c. Livre I, C. Trav. ; qu'à ce double titre, les Conseils de Prud'hommes, chargés d'appliquer aux cas particuliers la sentence arbitrale, sont compétents pour en fixer le sens, s'il se présente une difficulté d'interprétation au cours d'un litige dont ils sont compétemment saisi ; qu'ainsi, par ce motif de droit, qui supplée au motif du jugement attaqué, la décision critiquée est légalement justifiée. »

L'exposé de toutes ces décisions montre qu'une jurisprudence très compréhensive s'est édifiée. Elle correspond aux buts poursuivis par le législateur dans tous les textes édictés en matière de législation du travail. Son idéal permanent a toujours été d'atteindre le maximum de célérité et le minimum de frais. Les solutions qu'elle nous présente répondent bien à ces vues.

(21) Espèce : Etablissements Torrilhon c. Vedeux, *Gaz. Pal.*, 4 mai 1940. Dans le même sens, Trib. Civ. Seine, 20 décembre 1937. *Gaz. Pal.* 1938. 1.74 D. H. 1938.45.

4. — Exécution par équivalent :

Nous avons placé cette étude de la condamnation à des dommages-intérêts, en cas d'inexécution d'une obligation de faire contenue dans une sentence arbitrale, sous le titre traitant de la question de savoir comment obtenir l'exécution des sentences arbitrales, parce que c'est le seul moyen d'arriver à leur exécution par équivalent.

Après avoir tout tenté pour se mettre d'accord sur une exécution en nature intégrale ou transactionnelle, la partie se trouvant en face d'un refus d'exécution ne peut plus que faire condamner son adversaire à des dommages-intérêts compensatoires et moratoires. Nous ne parlerons que plus loin du système des astreintes, et nous nous placerons jusque là dans le cas où elles n'ont produit aucun résultat.

La partie récalcitrante se verra ainsi obligée de verser une somme d'argent représentant le préjudice total subi par le fait de son inexécution ou de son retard.

Comme nous venons de le constater au sujet du problème de l'interprétation des sentences arbitrales, nous remarquerons ici la compétence des surarbitres affirmée à maintes reprises par la C.S.A. pour condamner eux-mêmes à des dommages-intérêts les parties qui n'auront pas exécuté leur sentence. La Cour applique ce pouvoir par la célérité qui doit être apportée au règlement des différends collectifs du travail.

Il appartient ainsi au surarbitre (22), saisi de conclusions sur ce point : « de condamner les groupements ou les employeurs parties au litige en cas d'inexécution d'une obligation de faire prescrite par la sentence, au paiement de dommages-intérêts en réparation du préjudice causé à l'autre partie par cette inexécution. »

Cependant, le surarbitre n'est en droit de condamner à des dommages-intérêts, que si la partie requérante établit l'existence d'un préjudice matériel ou moral résultant du défaut d'exécution.

Ce préjudice peut être d'ordre professionnel, et l'article 5 de la loi du 12 mars 1920 reconnaît le droit à un syndicat d'intervenir devant toutes les juridictions, pour exercer tous les droits réservés à la partie civile relativement au préjudice direct ou indirect causé aux intérêts collectifs de la profession qu'il représente. C'est ainsi qu'un syndicat peut actionner en dommages-intérêts un employeur, pour réparation du préjudice causé à la profession par son inexécution d'une sentence arbitrale.

Le Tribunal Civil de Montpellier a condamné un établissement patronal, à une astreinte de 200 francs par jour de retard apporté à l'exécution d'une sentence pendant un délai d'un mois, et a

(22) Recours N° 886, Société Pasquet Frères et Cie, 8 février 1939. (D. S. avril 1939, p. 158). Même sens, décision de la C. S. A., 26 octobre 1938 (D. S., 1938, p. 380).

condamné en outre celui-ci, pour le préjudice moral causé au syndicat du fait du refus de souscrire aux obligations de la sentence invoquée, au paiement de 1.000 francs à titre de dommages-intérêts (23).

Une chambre syndicale ouvrière est recevable et fondée à exercer tous les droits relativement aux faits portant un préjudice direct ou indirect aux intérêts collectifs de la profession qu'elle représente ; elle a intérêt, notamment, à faire respecter les tarifs légaux (24).

Spécialement, lorsqu'il est constant qu'un employeur n'a pas respecté ces tarifs fixés par une convention collective de travail en suite d'une sentence arbitrale, une chambre syndicale ouvrière peut l'actionner en dommages-intérêts pour le préjudice causé à la collectivité des ouvriers.

Des dommages-intérêts peuvent être alloués en cas d'inexécution d'une sentence arbitrale au cours des actions suivantes intentées « en exécution d'une sentence arbitrale ou en dommages-intérêts » :

a) action prud'homale individuelle en exécution du contrat individuel de travail modifié par la sentence arbitrale, ou en dommages-intérêts (25) ;

b) action d'un syndicat professionnel, en son nom propre, intentée devant les tribunaux de droit commun en vertu de l'article 31 t., Livre 1^{er} du Code du Travail. (Justice de Paix jusqu'à 4.500 francs et Tribunal Civil au-dessus) (26) ;

c) action générale d'un syndicat professionnel « au nom de chacun des membres intéressés » rassemblant les actions individuelles de ses membres dans l'action de l'article 31 v., Livre 1^{er} du Code du Travail (27) ;

d) action d'un syndicat se portant partie civile sur poursuites du Ministre du Travail devant le tribunal de simple police, contre l'employeur ayant payé des salaires inférieurs à ceux prévus par la convention collective ou la sentence arbitrale obligatoire. (Art. 31 v., d. et art. 99 c. du Livre 1^{er} du Code du Travail. Décret du 2 mai 1938) (28).

(23) Espèce Langlet et Cie, Trib. Civ. de Montpellier, 18 mars 1938. (*D. O.*, 1938, p. 285 ; *D. S.*, 1938, p. 494). Dans le même sens, Trib. Civ. de Compiègne, 29 novembre 1937 (*Gaz. Pal.*, 1938.1.178) ; Trib. Civ. de la Seine, 20 décembre 1937 (*D. H.* 1938.45) ; Trib. Civ. de Lille, 19 juillet 1938 (*Gaz. Pal.*, 1938.2.591).

(24) Trib. Paix Paris (7^{me} arr.), 24 octobre 1938 : Robin c. Chambre Syndicale Ouvrière de la Menuiserie (*Gaz. Trib.*, 15 novembre 1938).

(25) Cass. Soc., 16 février 1939. Mayeras c. Société La Nourylande (*Gaz. Pal.* 29 avril 1939).

(26) Article 31 t. (Loi 25 mars 1919) : « Les groupements d'employés ou d'employeurs liés par une convention collective de travail sont tenus de ne rien faire qui soit de nature à en compromettre l'exécution loyale. Ils ne sont garants de cette exécution que dans la mesure déterminée par la convention. »

(27) Article 31 v. (Loi 25 mars 1919) : « Les groupements capables d'ester en justice qui sont parties à la convention collective de travail peuvent exercer toutes les actions qui naissent de cette convention en faveur de chacun de leurs membres, sans avoir à justifier d'un mandat de l'intéressé, pourvu que celui-ci ait été averti et n'ait pas déclaré s'y opposer. L'intéressé peut toujours intervenir à l'instance engagée par le groupement. » Se reporter pages 51 et 52.

(28) Voir page 73.

Section Deuxième

La Sentence a Force Exécutoire

« La minute de la sentence sera dans le même délai déposée par les soins de l'un des arbitres ou du surarbitre au greffe du Tribunal Civil dans le ressort duquel la sentence a été rendue. Par le seul fait de ce dépôt, la sentence aura force exécutoire sous réserve de l'annulation éventuelle par la C.S.A. » Tel est le caractère nouveau et précieux que la loi de 1938 est venue apporter à la sentence arbitrale dans les alinéas 4 et 5 de son article 15.

Mais malheureusement, après avoir annoncé à grands fracas cet apport comme une solution décisive, elle a tellement peu explicité ce qu'elle entendait par cette expression, que tous les meilleurs esprits ont dû rechercher ce qu'avait voulu le législateur.

A notre point de vue, comme nous l'avons brièvement indiqué au début de notre étude de la loi de 1936, il faut opposer ou plus exactement compléter les deux qualités octroyées à la sentence arbitrale par la loi de 1938.

Elle est obligatoire, en tant qu'elle crée à l'encontre des parties des obligations juridiquement protégées ; elle est exécutoire, en tant qu'elle dispose de la formule exécutoire et des conséquences qui en découlent après l'accomplissement de fort simples prescriptions légales.

Voyons donc quelles sont les formalités préliminaires requises pour permettre l'exécution forcée, et quelles en sont les modalités (29).

1. — Formalités préliminaires à l'exécution forcée :

L'article 10 bis du projet de loi sur la conciliation et l'arbitrage présenté par le Gouvernement au Sénat au cours de sa séance du 27 février 1938, était ainsi conçu (30) : « La sentence arbi-

(29) La discussion de l'exéquatur si brûlante sous l'empire de la loi de 1936 n'existe plus depuis l'apparition de la nouvelle loi de 1938.

(30) *J. O.*, 28 février 1938, p. 212.

trale et surarbitrale sera notifiée aux parties dans les vingt-quatre heures de sa date par les soins de l'un des arbitres ou du surarbitre. Elle sera revêtue de la formule exécutoire par le Président du Tribunal Civil dans le ressort duquel la sentence a été rendue. A cet effet, la minute lui en sera transmise dans les vingt-quatre heures de sa date, par l'un des arbitres ou par le surarbitre. L'expédition de la sentence, revêtue de la formule exécutoire, sera obligatoirement délivrée à réquisition de la partie qui voudra poursuivre l'exécution de la sentence. Les arrêts de la C.S.A. et les sentences surarbitrales, rendues sur le renvoi qu'elle aura prononcé, seront publiés tous les trois mois au *Journal Officiel*. »

M. le Sénateur Pernot, ainsi que MM. François Saint-Maur, Manuel Fourcade, René Coty, Champetier de Ribes et Le Pelletier, proposèrent l'amendement suivant pour remplacer les alinéas 2 et 3 de ce projet (31) : « Cette notification sera faite par lettre recommandée avec accusé de réception.

« La minute de la sentence sera, dans le même délai, déposée par les soins de l'un des arbitres ou du surarbitre, au greffe du Tribunal Civil dans le ressort duquel la sentence a été rendue.

« Par le seul fait de ce dépôt, la sentence aura force exécutoire, sous réserve de l'annulation éventuelle par la C.S.A. »

Cet amendement, accepté par la Commission du Travail et par le Gouvernement, fut adopté après le brillant exposé de M. Georges Pernot. Il constitue la deuxième partie de l'article 15 de la loi de 1938, la première partie de cet article reproduisant un amendement de M. Maulion, également adopté par la Chambre des Députés.

Il fallait donc, d'après le projet présenté par le Gouvernement, que l'un des arbitres ou le surarbitre transmette dans les vingt-quatre heures la sentence arbitrale au Président du Tribunal Civil dans le ressort duquel elle avait été rendue, afin que celui-ci la revête de la formule exécutoire.

C'était faire preuve de la méconnaissance des plus élémentaires principes de notre procédure civile. Jamais aucun magistrat, fut-il Président d'un Tribunal de première Instance ou d'une Cour d'Appel ou de la Cour de Cassation, n'a revêtu lui-même une décision de la formule exécutoire.

Cette formalité est toujours accomplie par les précieux auxiliaires de la justice que sont les greffiers. Ils disposent à cette occasion d'une délégation générale qui les autorise et les rend seuls aptes à disposer du réflexe de l'inscription de cette formule (32).

Mais le projet de loi commet une deuxième erreur, car si c'est bien le greffier qui appose la formule exécutoire sacramentelle, il

(31) Débats parlementaires, Sén. Séance du 27 février 1938. (*J. O.*, p. 249).

(32) Code de Procédure Civile, art. 146, 545 et 1040.

ne l'appose jamais sur la minute de l'acte, il la couche toujours, sans aucune exception, sur la « grosse », c'est-à-dire sur la première expédition qu'il remet à la partie qui la requiert.

Ceci est un fait patent qui malheureusement est trop ignoré.

On peut ainsi relever dans le *Journal Officiel* (33), parmi les réponses écrites faites par les ministres aux demandes qui leur sont posées par le canal parlementaire, une question ainsi libellée : « ...2° Si la formule exécutoire doit être apposée par le greffier sur la minute même de la sentence, ou seulement sur les expéditions ?... »

Le Ministre y répondit avec une précision dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle se présente sous un jour sybillin : « ...2° Les sentences arbitrales ayant force exécutoire par le seul fait de ce dépôt (art. 15 susvisé), il n'y a pas lieu de les revêtir de la formule exécutoire... »

En conséquence, d'après M. le Ministre du Travail, c'est en vertu de la rédaction de l'article 15 de la loi du 4 mars 1938 que la formule exécutoire ne doit pas revêtir la minute de la sentence.

Ceci est foncièrement faux si on l'examine à la lueur des principes de notre procédure. Jamais, aucune minute n'a comporté une telle formule.

C'est uniquement la première expédition de la décision qui en est revêtue. On l'appelait couramment « grosse » à cause de la grosseur exceptionnelle des caractères employés pour l'écrire. A l'heure actuelle, cette qualification lui est restée, mais l'emploi de la machine à écrire unifiant le module de toutes les lettres, le sens originaire du mot « grosse » est évidemment faussé.

En matière civile, on la reconnaît à ce qu'elle est écrite sur papier timbré (sauf en cas d'assistance judiciaire), et à ce qu'elle comporte la formule exécutoire.

En matière sociale, l'article 19 de la loi de 1938 stipulant que : « tous les actes nécessités par l'application de la présente loi sont dispensés des formalités et des frais en particulier de timbre et d'enregistrement », on ne la reconnaîtra qu'à l'apposition de la formule exécutoire.

D'ailleurs, le Ministre du Travail ne dit rien en ce qui concerne la deuxième partie de la demande qui lui avait été faite et passe sous silence la question de savoir si « les expéditions » doivent être revêtues par les greffiers de la formule exécutoire.

Nous estimons que la question était mal posée. Pourquoi « les expéditions » ? Ignorance des règles procédurières ? Nous ne savons, mais il n'y a qu'à prendre connaissance des explications données par M. Pernot lors de son intervention pour ne pas ignorer la procédure à suivre. « Il faut simplement décider que, par le seul fait que la minute de la sentence a été déposée au

(33) *J. O.*, Ch. Dép., séance du 3 février 1939, question N° 8.122, posée par M. Antier à M. le Ministre du Travail.

greffe du Tribunal, elle aura force exécutoire. Si l'une des parties vient demander, pour en assurer l'exécution, que la « grosse » de cette décision lui soit délivrée, le greffier la délivrera en la revêtant de la formule exécutoire » (34).

Ces phrases claires et nettes se passent de commentaires, et leur divulgation supprimerait un grand nombre de malentendus. Ainsi, la première formalité à accomplir pour pouvoir arriver à une exécution forcée, est le dépôt de la minute de la sentence (c'est-à-dire l'original) au greffe du Tribunal Civil dans le ressort duquel elle a été rendue. C'est à l'un des arbitres ou au surarbitre de l'effectuer dans les vingt-quatre heures du prononcé de la décision.

Il faut noter que pour connaître le lieu où la sentence a été rendue, on doit se reporter à la fin de celle-ci, et lire la mention qui y est apposée : « Fait à.....— » ou « Rendue à..... ».

Le greffe de ce lieu peut très bien ne pas être celui dans le ressort duquel la sentence doit être applicable. Mais en tout état de cause, la sentence étant notifiée aux parties intéressées, dans les vingt-quatre heures, celles-ci seront averties.

Des difficultés avaient cependant existé dans la pratique dès le début de l'application de la loi de 1938.

Il arrivait que le surarbitre, étant parfois une personnalité étrangère au lieu où s'élevait le conflit, rédigeait sa sentence dans la ville où il était domicilié, et en faisait mention au bas de celle-ci. Il la déposait ensuite au greffe du Tribunal de la localité où le conflit existait, sans se rendre compte que le greffe compétent pour la recevoir était celui du lieu mentionné dans la sentence.

Pourquoi le législateur n'a-t-il pas fait œuvre de centralisation, en déclarant seul compétent le greffe du Tribunal Civil dans le ressort duquel s'était élevé le conflit ? Surtout si l'on songe que c'est au greffe du Tribunal Civil dans le ressort duquel réside la partie requérante que doivent être déposés (35), les recours formés devant la C.S.A. (36).

Cette diversité est difficilement explicable. Est-ce pour faciliter la tâche du surarbitre ? Est-ce pour favoriser l'ouvrier, qui licencié, a trouvé une embauche dans une autre ville, et pour qui la compétence du greffe du Tribunal Civil du lieu de sa résidence facilite le dépôt des pièces en vue d'un recours éventuel à la Cour ?

Ce dernier cas d'ailleurs ne doit se produire que d'une façon extrêmement rare, étant donné l'habitude des ouvriers d'intenter, la plupart du temps, des actions syndicales, et non des actions individuelles.

(34) Débats parlementaires, Sén., séance du 27 février 1938. *J. O.*, page 250.

(35) Débats parlementaires, Ch. Députés, séance du 3 février 1939. (*J. O.*, question N° 8.122).

(36) Ce dépôt doit être fait accompagné des pièces visées à l'article 8 du décret du 3 avril 1938 instituant la C. S. A.

Aussi, l'unité de compétence nous paraît-elle préférable, et par suite de cette centralisation on peut à tout moment faire le point, et savoir avec précision où en est une procédure.

Jetons un regard sur la jurisprudence pour savoir les répercussions que peuvent avoir sur la sentence les irrégularités commises dans son dépôt.

La C.S.A. affirme qu'elles ne sont pas de nature à entraîner l'annulation des sentences, et adopte une solution identique même en cas de défaut total de dépôt.

Cette première formalité de dépôt étant accomplie, l'une des parties en possession de la grosse de la sentence arbitrale, pourra-t-elle immédiatement recourir à l'exécution forcée des obligations qu'elle contient, par la voie du commandement ?

Tout va dépendre de la qualité de sa créance. Dispose-t-elle d'une créance certaine, liquide et exigible ? La procédure de l'exécution forcée sera alors mise aussitôt en branle, mais c'est l'exception. D'habitude, ou l'obligation est une obligation de faire, et après des condamnations à des astreintes, il n'y a, en cas de refus d'exécution, qu'une exécution possible par équivalent grâce aux dommages-intérêts, ou l'obligation est une obligation de donner, et la somme due n'est pas liquide, son montant n'étant pas fixé.

Aussi, dans ces deux alternatives, ne peut-on que reculer le moment où l'exécution forcée sera possible. Toutefois, dans tous les cas, on n'arrivera à une exécution que si la partie adverse est solvable.

L'exécution forcée ne pourra donc pas être envisagée chaque fois que l'on se trouve en face de sentences solutionnant des conflits relatifs à la conclusion ou à l'interprétation d'une convention collective, la plupart des conflits économiques (organisation du travail, par exemple), et les litiges ayant trait à l'application de la presque totalité des lois et décrets sur le travail. Il ne pourra en être question que pour les sentences condamnant à des dommages-intérêts ou à des astreintes, pour celles liquidant à propos de conflits économiques les droits de chaque salarié en particulier, et très exceptionnellement pour celles condamnant à une obligation de faire pouvant être l'objet d'une exécution directe.

A l'heure actuelle, la question de l'exécution forcée est celle qui préoccupe le plus les arbitres et les surarbitres.

Ils prennent une conscience plus nette des possibilités renfermées dans de telles condamnations, et s'engagent lentement mais d'une façon assez résolue, sur le chemin ouvert au respect des sentences arbitrales, grâce à ce seul moyen de leur conférer une valeur effectivement exécutoire.

Voyons maintenant la deuxième formalité, qui sera le plus souvent nécessaire pour arriver à l'exécution forcée. C'est celle de la liquidation des droits de créance, dont la sentence arbitrale peut contenir le principe.

Les cas les plus typiques où l'on puisse envisager l'obligation d'intenter une telle procédure, concernent soit une augmentation de salaires avec ou sans rappel au jour de la demande, soit diverses indemnités auxquelles ont pu être condamnés employeurs ou salariés.

Dans l'ensemble de ces hypothèses, il faut résoudre la question de savoir l'autorité qui sera compétente pour préciser, et les sommes d'argent, et les individus auxquels elles sont dues.

Dans le silence des textes, ce sont les tribunaux de droit commun qui sont compétents, et l'article 15, conférant aux sentences déposées au greffe l'autorité de la chose jugée, leur validité ne peut faire l'objet d'aucune exception au cours des instances qui seraient nécessaires pour obtenir cette liquidation.

Un arrêt de la C.S.A. du 5 octobre 1938 (37), a jugé qu'un arbitre n'excédait pas ses pouvoirs, en liquidant par une deuxième sentence, les sommes dues en application d'une sentence qu'il avait rendue.

Il est certain, en effet, que cette simple liquidation des précédentes condamnations ne constitue nullement une modification des principes posés dans la décision primitive. A fortiori, on peut en déduire que les arbitres doivent être déclarés compétents pour effectuer cette liquidation dans leur première sentence.

Nous sommes ainsi amenés à constater que depuis leur création, et tout particulièrement depuis l'institution de la C.S.A., les juridictions arbitrales n'ont fait que se développer. Saisies d'un nombre sans cesse croissant de demandes, elles ont dû par la force des choses explorer plus profondément le domaine de leur compétence dont les limites avaient été fixées sans précision par l'article 1^{er} de la loi de 1936 (38).

La nature et le but de l'institution s'opposaient d'ailleurs à une limitation trop étroite de leurs pouvoirs. L'arbitre et le sur-arbitre sont plus que des juges. Ils sont substitués aux parties pour décider sur tout ce qu'elles auraient pu instituer d'un commun accord. Ce sont des pacificateurs, qui doivent créer une atmosphère de collaboration au sein d'une entreprise dont ils seront les gardiens et les créateurs du droit qui la régira si aucun accord n'intervient.

A l'heure actuelle, nous sommes en présence de juridictions arbitrales apparaissant de plus en plus comme un troisième ordre de juridiction (39), qui a été appelé à dégager par lui-même la notion de conflits collectifs, que le législateur lui a laissé le soin de définir.

(37) Recours N° 417, Société des Etablissements Driver Harris.

(38) « Dans l'industrie et le commerce, tous les différends collectifs du travail doivent être soumis aux procédures de conciliation et d'arbitrage avant toute grève ou lock-out. »

Au cours des progrès rapides qu'il fit pour acquérir une compétence plus précise, il en étendit le champ au delà des bornes qui à l'origine lui avaient été assignées temporairement et avec une si grande précipitation.

La liquidation des obligations mises à la charge de l'une des parties en cause, pouvant être l'œuvre du surarbitre et des tribunaux du droit commun, on dispose ainsi de toutes les procédures nécessaires pour arriver finalement à réduire toutes les obligations découlant des sentences en des créances certaines, liquides et exigibles.

C'est ce résultat qui seul importe, pour pouvoir envisager l'exécution forcée des sentences. Il y a là, une condition *sine qua non*.

2. — Modalités de l'Exécution Forcée :

Ayant étudié les formalités éventuelles et préliminaires à accomplir avant toute exécution forcée, il reste à en préciser les modalités : quelles personnes pourront procéder à une telle exécution ? De quelle manière, et à quel moment, celle-ci sera-t-elle possible ?

1° QUI PEUT EXÉCUTER ?

Sans nul doute, c'est la personne au profit de laquelle la sentence a été rendue ; mais si l'on considère que dans la plupart des hypothèses c'est un syndicat qui a suivi la procédure, cette question se complique. Sa solution reste fort simple s'il s'agit d'exécuter une condamnation au profit exclusif du syndicat ; cependant, dès que la sentence obtenue contient des condamnations au bénéfice de certains des adhérents du syndicat, pris individuellement (40), que décider ? Le syndicat qui pouvait représenter ses membres au cours de l'arbitrage, peut-il en poursuivre l'exécution ? Les bénéficiaires individuels peuvent-ils poursuivre directement et à titre personnel cette exécution pour la partie de la sentence qui leur profite ?

(39) Avec une grande précision, M. Gavalda, substitut du Procureur Général auprès de la Cour d'Appel de Paris, a constaté l'autonomie des juridictions arbitrales, dans une étude de jurisprudence faite au cours des conclusions qu'il a données dans une espèce : Fédération Nationale des Travailleurs du Bâtiment et autres Syndicats ou Unions de Syndicats Ouvriers, contre le Syndicat des Entrepreneurs de Travaux publics de France. Cour d'Appel de Paris (1^{re} Ch.), 22 mai 1939. (*Gaz. Pal.*, 21 juillet 1939).

Il cite à cette occasion la pensée très nette de M. le Commissaire du Gouvernement Pierre Laroque : « A notre avis, dit-il, les surarbitres ne sont ni des juges administratifs, ni des juges judiciaires. Ils forment un ordre de juridiction, encore qu'imparfaitement constitué, que nous qualifierons volontiers de juridiction sociale et qui a aujourd'hui une Cour Suprême qui lui est propre, la Cour Supérieure d'Arbitrage, pendant de la Cour de Cassation et du Conseil d'Etat. »

(40) Exemples. Ouvriers congédiés pour leur activité syndicale ou en tant que délégués ayant obtenu du surarbitre des indemnités de renvoi abusif.

Nous savons que l'article 18 de la loi du 4 mars 1938, assimilant les sentences intervenues sur les salaires ou sur l'interprétation des conventions collectives à des conventions proprement dites après leur dépôt au secrétariat du Conseil de Prud'hommes, permet l'application de la procédure instituée par l'article 31 v. du Livre 1^{er} du Code du Travail.

C'est-à-dire que « les groupements capables d'ester en justice », et qui sont parties à une convention collective, pourront exercer toutes les actions qui naissent de cette convention en faveur de chacun de leurs adhérents, sans qu'ils aient besoin de justifier d'un mandat de l'intéressé et pourvu simplement que celui-ci ait été averti et n'ait pas déclaré s'y opposer.

Cette faculté a été expressément étendue par l'article 5 du décret du 12 novembre 1938, relatif à la procédure de conciliation et d'arbitrage, à toutes les sentences arbitrales et surarbitrales, ainsi d'ailleurs qu'aux procès-verbaux des Commissions de conciliation (41).

Ce décret a reproduit le texte de l'article 31 v. (loi du 24 juin 1936) en y remplaçant les mots « convention collective » par ceux de « sentence arbitrale », et en débutant par les termes de « syndicats professionnels », au lieu de « groupements capables d'ester en justice. »

L'expression de « syndicat professionnel » est trop précise pour qu'on puisse l'interpréter comme on l'avait fait pour celle employée par l'article 31 v.

Une circulaire du Ministre du Travail, en date du 26 novembre 1937, avait en effet indiqué qu'il s'agissait de toute organisation syndicale, c'est-à-dire de tout syndicat au sens propre du mot (article 1^{er}, Livre III du Code du Travail), ainsi que de toute association, établie suivant les règles prévues par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant un objet syndical.

Actuellement, d'après le texte du 12 novembre 1938, il ne s'agit que des syndicats professionnels. Ils pourront exercer toutes les actions individuelles que posséderait l'un quelconque de leurs membres, pour obtenir l'exécution à son profit d'une sentence arbitrale ou surarbitrale.

Pour être en droit d'exercer ces actions individuelles, les syndicats n'auront pas à justifier de leur qualité de mandataire de l'intéressé, il suffira que celui-ci ayant été averti ne déclare pas s'y opposer. De plus, le décret reconnaît à tout adhérent le droit d'intervenir à l'instance engagée par son syndicat.

Ces nouvelles dispositions du décret présentent un intérêt pratique certain, car il arrivait qu'une sentence étant inexécutée, aucun des ouvriers auxquels elle devait bénéficier n'osait assigner son employeur en exécution.

(41) *J. O.* du 13 novembre 1938, *D. P.* 1939.4.189.

L'employeur ne risquant plus qu'une condamnation à des dommages-intérêts sur une poursuite d'un syndicat et pour réparation d'un préjudice causé à la profession, laissait la sentence inexécutée, et se contentait de payer éventuellement le montant de ces dommages-intérêts qui n'est jamais très important par rapport aux condamnations de la sentence.

Depuis l'apparition de cet article 5, l'inexécution pour ce motif n'est plus à redouter. Les syndicats professionnels intentent les actions individuelles de leurs membres et arriveront ainsi à une exécution.

2° QUAND PEUT-ON EXÉCUTER ?

La loi du 4 mars 1938, article 13, alinéa 5, stipule que les seuls recours possibles, c'est-à-dire ceux intentés devant la C.S.A., ne sont pas suspensifs (42).

Autrement dit, la sentence est immédiatement obligatoire et exécutoire dès qu'elle a été notifiée et déposée au greffe du Tribunal Civil.

Pratiquement, dès la délivrance de la grosse de la sentence, on peut commencer les formalités de l'exécution forcée.

Le texte du Sénat indiquait que les recours seraient suspensifs, mais après une résistance opiniâtre de la Chambre des Députés, la Chambre Haute lui octroyait cette concession.

Voici d'ailleurs les arguments présentés devant la Chambre des Députés par M. Jules Moch, rapporteur général du projet, au cours de la séance du 28 février 1938 (43) :

« Un arbitrage met fin à une grève. Si les recours sont suspensifs, et ce pendant un délai de trois jours francs pour les parties, de huit jours pour le Ministre du Travail, il va falloir attendre qu'expirent les délais du recours pour exécuter la sentence. Il faudra donc attendre trois jours francs pour être sûr que les parties ne forment pas le recours. Il faudra même attendre huit jours francs pour être sûr que le Ministre du Travail ne forme pas le recours. Huit jours francs, avec le samedi où l'on ne travaille pas et le dimanche, cela peut faire dix ou onze jours de perdus après le prononcé de la sentence arbitrale, auxquels s'ajoutent les huit jours dont dispose la C.S.A. pour statuer. Par conséquent, le texte du Sénat, s'il était adopté, conduirait à ce résultat extraordinaire que, voulant accélérer la procédure d'arbitrage pour la rendre moins lourde, nous imposerions, dans cer-

(42) La règle est la même qu'il s'agisse du recours en Cassation par les parties ou par le Ministre du Travail pour incompétence, excès de pouvoir, violation de la loi, ou qu'il s'agisse du recours au fond ouvert au Ministre du Travail après avis de la Commission Permanente du Conseil National Economique dans « l'intérêt public », ou de l'appel contre une décision arbitrale comportant une condamnation à des astreintes.

(43) Débats parlementaires, Ch. Dép. (J. O., 29 février 1938).

tains cas, des délais atteignant quinze jours et pouvant même les dépasser, avant toute exécution de sentence arbitrale. C'est tout à fait inadmissible. »

Evidemment, la solution actuelle y gagne en sévérité, mais il faut remarquer avec M. Maulion (44) que dans certains cas des difficultés sérieuses pourront naître :

« Imaginez que l'arbitre ait eu à trancher une question de salaires. S'il faut payer les salaires au lendemain même de la sentence, qu'arriverait-il si, huit jours après, la Cour Supérieure casse la sentence, renvoie devant un autre super-arbitre qui adopte une échelle différente ? Sera-t-il vraiment possible d'obtenir des « répétitions » ? Vous me direz qu'on peut retenir les sommes sur les salaires versés ultérieurement. Mais s'il y a eu des changements dans le personnel, quelle complication ! !

« Nous voulons aller vite, car nous avons le sentiment de la nécessité des solutions rapides. Mais, encore une fois, dans les conflits de cette nature, il ne peut y avoir d'exécution tant que la juridiction compétente n'a pas dit le dernier et irrémédiable mot. »

Dans la pratique, la solution légale s'est démontrée efficace étant donné le besoin de résoudre les conflits rapidement. Il fallait agir vite afin d'éviter l'échauffement trop prolongé des esprits.

3° COMMENT PEUT-ON EXÉCUTER ?

Etant une décision de justice émanée d'un nouvel ordre de juridiction, la sentence arbitrale ou surarbitrale dispose des moyens d'exécution généraux du droit appartenant en propre à tout jugement.

Il n'y a qu'à se reporter aux paroles du Président du Conseil qui expliquent qu'en permettant à la sentence arbitrale de disposer de la formule exécutoire « on lui donne ainsi tous les effets d'un arrêt de justice dont l'exécution pourra être poursuivie par les voies ordinaires du droit... » (45).

Mais avant d'énumérer ces moyens de droit dont dispose la partie désirant arriver à l'exécution de la sentence, il faut se demander si la grève ou le lock-out, employés comme moyens de pression en vue d'obtenir cette exécution, ne sont pas permis, et ne prennent pas dans cette hypothèse, figure d'auxiliaires de la légalité.

A notre avis, une pleine « licéité » doit être reconnue à ces moyens de force. Lorsque la sentence arbitrale n'est pas exécutée par l'une des parties, son adversaire se trouve *ipso facto* en étal

(44) Sén. Débats parlementaires, séance du 27 février 1938. (J. O., 28 février 1938, p. 247).

(45) Sén. Débats parlementaires, séance du 26 février 1938. (J. O., 27 février 1938, p. 194).

de légitime défense et, en face d'une sentence non exécutée, il faut reconnaître au patron et à l'ouvrier le droit de déclarer le lock-out ou la grève. Cette affirmation n'est d'ailleurs que de principe ; le cas en effet ne se présente que très rarement, étant donné qu'on ne peut tolérer ce droit qu'aux parties à la sentence, aucun mouvement de solidarité n'étant admissible.

Les parties ont donc en quelque sorte le droit de se faire justice elles-mêmes, mais seulement dans la mesure où les juges arbitraux leur ont donné raison. Il en est de même en Italie où pourtant la grève est prohibée et punie.

Un autre procédé, admis par notre jurisprudence (46), réside dans le boycottage des produits en provenance des usines du patron récalcitrant.

Malheureusement, ces expédients seront susceptibles de causer des troubles et d'apporter une certaine agitation. Aussi, est-il préférable d'avoir recours aux garanties et aux voies d'exécution du droit commun, qui sont les plus efficaces, et qui appartiennent en propre aux sentences arbitrales régulièrement notifiées et déposées au greffe du Tribunal Civil, constituant ainsi de véritables décisions de justice.

Le créancier d'obligations, en vertu d'une sentence arbitrale, disposera donc de l'hypothèque judiciaire et des différentes saisies, pourvu qu'il remplisse les conditions requises pour pouvoir les mettre en jeu.

a) *Hypothèque judiciaire* (art. 2123 du Code Civil).

Cette hypothèque est attachée aux jugements même non définitifs, emportant condamnation à l'exécution d'une obligation appréciable en argent.

La jurisprudence s'est montrée très large pour son application. Elle peut garantir soit une créance liquide et certaine, comme lors du remboursement d'une somme d'argent ou de l'allocation de dommages et intérêts, soit une créance conditionnelle ou indéterminée, comme dans le cas d'une condamnation à une obligation de faire ou de ne pas faire dont l'inexécution ou la violation seules entraînent des dommages-intérêts.

Elle est générale, c'est-à-dire qu'elle porte sur tous les immeubles présents ou à venir du débiteur. On peut l'inscrire en vertu de toute sentence arbitrale portant condamnation à une obligation pouvant s'évaluer en argent, et son rang part du jour de cette inscription, dont les frais peuvent être compris dans les dépens incombant à la partie perdante (47).

(46) Cass. Crim., 25 novembre 1932, *D. P.*, 1933.1.119. Note de M. Pic : Cass. req., 20 décembre 1933. (*Gaz. Pal.*, 1934.1.329).

L'article 416 du Code Pénal, punissant cette mise à l'index, fut abrogé par l'article premier de la loi du 21 mars 1884 sur les Syndicats Professionnels. (*D. P.*, 84.4.129).

(47) Cass. Req., 27 juin 1923. (*S.* 23.1.252).

b) Saisies.

Les biens mobiliers et immobiliers du débiteur sont le gage commun de ses créanciers. Ils ne peuvent en principe être « suivis » qu'en vertu d'un titre exécutoire, jugement ou acte authentique, et pour des créances liquides, certaines et exigibles (art. 551 du Code de Procédure Civile).

Le plus souvent, la sentence arbitrale ne contiendra que les éléments qui permettront, dans une opération subséquente, de liquider la créance ; pourcentage d'augmentation des salaires, salaires minima par catégories, date de rappel des salaires, date de réembauchage, etc... Elle ne sera susceptible d'exécution, que si elle prévoit une somme fixée et liquidée à une personne nommément désignée. Aussi, ne pourra-t-elle donner lieu à ces saisies, que chaque fois qu'elle condamnera à des obligations présentant les caractères requis par la loi.

De cette façon, son exécution sera pleinement assurée.

Voyons donc comment joueront ces différentes procédures.

1° *Saisie-exécution*. — La saisie-exécution est celle que le créancier, muni d'un titre exécutoire, peut faire pratiquer sur les meubles corporels appartenant à son débiteur, et se trouvant en sa possession, pour les faire vendre en se payant sur le prix (48).

Elle ne porte que sur des meubles et se déroule selon une procédure très simple. Le créancier signifie au débiteur un commandement, contenant élection de domicile et notification du titre base de la poursuite (s'il n'a déjà été notifié), en le sommant de payer sa dette dans les vingt-quatre heures. Passé ce délai, le procès-verbal détaillé de saisie est dressé par l'huissier avec indication du jour de la vente, qui a lieu après l'affichage des placards réglementaires.

La sentence arbitrale ayant été signifiée aux parties par l'arbitre, il apparaît que le commandement préliminaire de la saisie ne doit pas comporter la notification de cette décision, mais une simple mention.

2° *Saisie-arrêt*. — C'est la procédure par laquelle un créancier fait défense au débiteur de son débiteur de se libérer entre les mains de ce dernier, et demande à la justice d'ordonner, que les deniers ou la valeur des effets mobiliers devenus indisponibles par la saisie-arrêt lui soient distribués (49).

Après l'exploit de saisie-arrêt signifié au tiers saisi, et lui enjoignant de ne pas se libérer des sommes dont il est débiteur envers telle personne nommément désignée, la loi a envisagé le contrôle judiciaire du sérieux de la demande. Nous n'entrerons

(48) Glasson, *Traité de Procédure Civile*, tome IV, N° 1060.

(49) Glasson, *Traité de Procédure Civile*, tome IV, N° 1083.

pas dans le détail de la procédure. Qu'il nous suffise d'indiquer que le jugement de validité de la saisie-arrêt, définitif et signifié au tiers saisi, emporte attribution exclusive et transport des sommes validées au profit du saisissant.

Quelques observations s'imposent néanmoins. En l'absence de titre exécutoire, le Président du Tribunal Civil ou le Juge de Paix du domicile du saisi ou du tiers saisi, doit évaluer provisoirement le montant de la créance et autoriser la saisie-arrêt par une Ordonnance rendue sur requête. Cette hypothèse se présentera d'ailleurs rarement en droit social, car il semble difficile et fort aléatoire que le juge puisse autoriser une saisie-arrêt au moment de l'introduction de la procédure d'arbitrage.

De plus, aucune saisie-arrêt ne peut être pratiquée sur les sommes dues à l'Etat, aux départements, communes et autres personnes morales publiques, et l'article 61 du Code du Travail (50) modifié par la loi du 4 août 1930, a limité dans un but très légitime d'humanité, les portions saisissables des salaires des ouvriers et gens de service et des appointements des employés ou commis.

3° *Saisie immobilière.* — Dans cette procédure, le créancier saisit les immeubles du débiteur pour les faire vendre à la barre du Tribunal Civil et se payer sur le prix. Ce débiteur peut être évidemment un individu (salarié ou patron) ou un groupement (syndicat patronal ou ouvrier).

Le Code de Procédure Civile lui consacre de nombreux articles à cause de sa longueur (art. 673 à 748). Elle débute par un commandement comportant notamment l'avertissement que, faute de payer, le commandement pourra être transcrit au bureau des hypothèques de la situation des biens énoncés, et vaudra saisie à partir de la transcription.

Cette transcription rend indisponible le ou les immeubles du débiteur qui demeure en possession, mais ne peut ni les aliéner, ni les grever de droits réels. Le jugement d'adjudication, rendu après publicité, entraîne transfert de propriété au profit de l'adjudicataire, qui est débiteur personnel du prix vis-à-vis des créanciers.

(50) Art. 61 (Loi du 4 août 1930). « Les salaires des ouvriers et gens de service, les appointements des employés ou commis, sont saisissables ou cessibles jusqu'à concurrence du dixième sur la portion inférieure ou égale à 15.000 fr.; du cinquième sur la portion supérieure à 15.000 fr. et inférieure ou égale à 25.000 fr.; du quart sur la portion supérieure à 25.000 fr. et inférieure ou égale à 40.000 fr.; du tiers sur la portion supérieure à 40.000 fr. et inférieure ou égale à 60.000 fr., et sans limitation sur la portion dépassant 60.000 fr. Il doit être tenu compte dans le calcul de la retenue, non seulement des salaires et appointements proprement dits, mais de tous les accessoires desdits salaires ou appointements, à l'exception toutefois des indemnités déclarées insaisissables par la loi, des sommes allouées à titre de remboursement de frais exposés par l'ouvrier, employé ou commis et des allocations ou indemnités pour charges de famille. »

Comme nous le constatons, c'est un immense progrès que de pouvoir disposer de telles voies d'exécution, et la loi du 4 mars 1938 a innové dans un sens très favorable au règne de la paix sociale. Plus les parties sauront que l'arbitrage n'est pas une vaine procédure, plus ils auront confiance en lui et plus ils le respecteront.

L'intégrité des arbitres et des surarbitres ne pouvant être mise en doute, leurs décisions constitueront un instrument bien-faisant et contribueront au maintien de l'ordre social. Les masses se rendront compte qu'il est préférable de ne pas recourir à la force aveugle et ignorante, mais au contraire à la légalité. Les solutions des conflits seront à base de justice et les arbitres y appliqueront harmonieusement le droit et l'équité.

En fin de ce développement, il convient de noter la réponse (51) faite par M. le Ministre du Travail à M. Elby, sénateur, qui lui demandait si « un industriel actuellement en liquidation amiable par suite du départ de son associé et dans une situation financière des plus délicates, peut différer le paiement des augmentations de salaires prescrites par un arbitrage, et s'engager à payer les augmentations ultérieurement. »

Après avoir rappelé l'article 15 de la loi de 1938 et constaté le caractère obligatoire et exécutoire des sentences découlant de leur notification et de leur dépôt, le Ministre indique que, dans le cas signalé, « il pourrait éventuellement appartenir aux tribunaux d'apprécier si ces délais de paiement peuvent être accordés en application de l'article 1244 du Code Civil. »

Cette réponse est d'un grand intérêt car elle démontre une volonté nette de faire jouer les textes d'une façon souple et compréhensive. C'est une voie indiquée aux tribunaux qui certainement ne manqueront pas de la suivre : s'il est nécessaire de disposer de règles et de principes stricts, il faut les appliquer avec tact et opportunité.

Le législateur et le magistrat ne doivent pas avoir pour but la rédaction d'un texte rigide et sa sèche application, mais une rédaction et une application nuancées dans le sens d'une justice procédant de la vérité et de la vie même.

(51) Sen. J. O., 6 octobre 1938, question N° 4.948, en date du 14 juin 1938.

Titre II

Les Sanctions Sociales en cas d'Inexécution des Sentences Arbitrales

Toute société ne peut se concevoir sans un équilibre harmonieux des forces rentrant dans sa composition, sans un état de paix sociale.

Chacune doit sécréter les règles qu'elle juge nécessaires à cet équilibre et veiller à leur respect.

Une lente évolution s'est produite en France avant que notre puissance publique intervienne pour punir les véritables infractions commises envers les principes édictés en matière d'exécution des sentences arbitrales (1).

Jusqu'au récent décret du 12 novembre 1938, rien de positif n'existait dans notre législation et en permanence un mouvement « antisancionniste » s'y est manifesté et continue toujours à se manifester.

Cela tient à la difficulté inéluctable du choix des sanctions et spécialement à l'obligation de poser comme première pierre de cet édifice un acte d'humilité.

(1) On sait que la même question s'est posée au sujet de l'exécution des conventions collectives. On pourrait penser que lorsque l'une d'elles a été « étendue » et que l'on se trouve ainsi en face d'une réglementation légale des conditions de travail, le législateur a organisé un contrôle de son application et prononcé des sanctions pénales à l'encontre des contrevenants. Il n'en est rien et la loi qui donne des effets de droit public à la convention ne la sanctionne que par des actions de droit privé appartenant à ses signataires.

Sous réserve de l'application contestée et sans grand effet de l'article 471, al. 15 du Code pénal, le non respect d'une convention n'entraîne que des sanctions civiles et morales. Cette absence de contrôle et de sanctions pénales s'explique par l'évolution de la réglementation des conventions collectives qui passèrent du droit privé (loi du 25 mars 1919) sur le terrain du droit public (loi du 24 juin 1936). De simples contrats, elles devinrent des « conventions de droit privé à effets réglementaires. »

Il faut reconnaître, à titre préliminaire, à l'étude de ce problème, qu'il est impossible d'arriver à un système répressif parfait, et qu'aucune sanction ne pourra jamais être présentée comme une panacée universelle, capable d'effrayer suffisamment les parties en cause, et de les contraindre à exécuter les décisions prises.

On ne peut concevoir une pression uniformément efficace et au jeu automatique. Cela tient non seulement au nombre des intéressés, mais à leur qualité, et aux effets divers des sanctions que l'on peut envisager, selon qu'elles s'appliquent aux salariés ou aux employeurs. Il nous faut donc préciser dans deux chapitres distincts :

1° ce qu'il faut entendre par « l'inexécution d'une sentence », et si toute exécution mérite une sanction ;

2° l'évolution législative française et la position actuelle de la jurisprudence en face des textes en vigueur.

Chapitre I

Définition Jurisprudentielle de l'Inexécution d'une Sentence Arbitrale

La question s'est posée, lors de l'application de la loi du 4 mars 1938, de savoir ce qu'il fallait entendre par l'inexécution d'une sentence arbitrale. Une jurisprudence précise s'est très vite établie à ce sujet.

L'article 17 de cette loi est, en effet, rédigé de la façon suivante : « Les dispositions des articles 13, 14 et 16 ne seront applicables qu'aux sentences arbitrales et surarbitrales rendues après la promulgation de la présente loi, exception faite pour les sentences arbitrales ou surarbitrales rendues avant la promulgation de la présente loi et non encore exécutées, qui pourront être rendues exécutoires dans le délai de quinzaine, à dater de la promulgation de la présente loi, dans les formes prévues à l'article 15. »

Que signifiait donc une sentence non encore exécutée lors de la promulgation de la présente loi ? Fallait-il décider qu'une exécution partielle correspondait à une inexécution complète ? C'est ce qu'a affirmé la C.S.A. dans deux arrêts en date du 30 mai 1938 et du 13 juin 1938, en décidant que la sentence doit être réputée inexécutée, lorsqu'elle n'a fait l'objet que d'une exécution partielle.

« Considérant que l'Union des Industries Chimiques et le Syndicat de la Parfumerie Française affirment, dans leurs observations en réplique, que la sentence surarbitrale attaquée n'a pas été intégralement appliquée dans les établissements qui leur sont affiliés ; que le Syndicat des Techniciens n'établit pas que cette affirmation soit inexacte et qu'ainsi les requérants sont recevables, en vertu de l'article 17 de la loi du 4 mars 1938, à attaquer devant la C.S.A., la sentence dont s'agit, quoique celle-ci ait été rendue avant la promulgation de la loi du 4 mars 1938. » (2).

(2) Recours N° 74, Industrie chimique, 30 mai 1938. (*J. O.*, 6 août 1938, p. 1085).

« Considérant que le groupement dont il s'agit a intérêt à contester la légalité de la sentence attaquée ; qu'ainsi son intervention doit être admise. Considérant qu'il est constant que la sentence attaquée est demeurée inexécutée, au moins pour partie ; que, dès lors, les recours sont recevables. » (3).

Elle a même décidé qu'il y avait eu inexécution, lorsque la sentence ayant été exécutée, elle ne l'a été que sous réserve, l'une des parties ayant immédiatement manifesté un refus non équivoque de l'accepter (4).

Toutefois, quand un surarbitre a classé les ouvriers et le montant des salaires afférents à chaque catégorie, si le syndicat patronal prétend que sur le premier point il a excédé ses pouvoirs, mais s'il reconnaît qu'il a appliqué exactement les salaires selon la classification de la sentence, celle-ci doit être considérée comme ayant été exécutée dans son ensemble en raison du caractère indivisible de ses dispositions (5).

La C.S.A. estime d'ailleurs qu'elle peut ordonner, afin de constater qu'il y a eu réellement inexécution, toutes les mesures d'instruction qu'elle juge nécessaire, afin de pouvoir rendre son arrêt en pleine connaissance de cause (6).

Mais à supposer qu'après une instruction minutieuse on se trouve en face d'une inexécution flagrante et reconnue, peut-on dans toutes les hypothèses réclamer une sanction ?

Dans trois arrêts, la C.S.A. a précisé sa jurisprudence. Elle avait été saisie, en application de l'article 6 du décret du 12 novembre 1938, de recours par la voie de l'appel contre certaines sentences arbitrales, ayant procédé à des condamnations à des astreintes pour défaut d'exécution d'une précédente sentence ordonnant réintégration d'ouvriers.

Dans l'espèce *Entreprise Commeinhes* (7), elle déclare : « Sur le moyen tiré de la prétendue impossibilité d'exécuter la sentence du 4 novembre 1938 : considérant que, pour établir cette impossibilité d'exécution, il appartient à la partie défaillante de justifier, soit d'un obstacle insurmontable, soit de circonstances telles que l'exécution de la sentence s'avère incompatible avec le fonctionnement de l'entreprise ou le maintien de la paix sociale ; considérant qu'en égard notamment à l'importance des effectifs du personnel de même catégorie employé dans l'entreprise, le requérant n'éta-

(3) Recours N° 63, *Etablissements Gascheau et autres*, 13 juin 1938. (*J. O.*, 6 août 1938, p. 1095).

(4) Recours N° 38, *Industries Chimiques des Bouches-du-Rhône*, 24 mai 1938. (*J. O.*, Annexes, 3 septembre 1938, p. 646).

(5) Recours N° 79, *Fabricant de Boîtes*, 27 juin 1938. (*J. O.*, Annexes, 25 octobre 1938, p. 1272).

(6) C. S. A., 1^{er} mars 1939. Espèce : *Société des Papeteries du Sentier, Hervé et Fils*, à Paris (reo. N° 924). (*Gaz. Pal.*, 18 avril 1939).

(7) Recours N° 906, *Entreprise Commeinhes*, à Saint-Maur, 1^{er} mars 1939.

blit pas que les réintégrations ordonnées par la sentence précitée, se heurtent à une impossibilité d'exécution dans les conditions ci-dessus définies. »

Dans une autre affaire, Société des Papeteries du Sentier, Hervé et Fils, fort précieuse quant aux considérants auxquels elle aboutit, et que nous retrouverons dans notre étude des astreintes, la Cour a rendu deux arrêts (8).

Il s'agit d'une première condamnation par un surarbitre à la réintégration d'un certain nombre d'ouvriers, puis, par une deuxième sentence, d'une condamnation à une astreinte pour inexécution de cette réintégration, et enfin, cette deuxième sentence ayant été frappée d'appel, la Société invoque la force majeure pour démontrer que l'inexécution de l'obligation de réintégrer ne résulte pas de son fait.

La Société le prouve par une diminution d'activité de son usine qui s'opposerait à tout nouvel embauchage. Elle justifie d'une baisse de près de 50 % du tonnage produit par l'usine par rapport à celui de l'année 1937, et d'une réduction du personnel de l'usine de 140 à 100 ; personnel qu'elle déclare d'ailleurs être encore en surnombre. Elle précise même que le personnel des machines ne comprend que soixante-six ouvriers alors que la sentence de réintégration concerne cinquante et un ouvriers licenciés.

En l'état de la question, la Cour jugea, dans un premier arrêt préparatoire, qu'elle n'était pas assez éclairée. « Sur le moyen tiré de l'impossibilité de procéder à la réintégration des ouvriers licenciés : considérant que la Société requérante soutient que c'est à tort que la sentence attaquée l'a condamnée à une astreinte, par le motif que ladite réintégration était impossible en raison de la diminution de l'activité de l'entreprise et des effectifs de ses ouvriers, de l'arrêt d'une machine, ainsi que de l'importance du personnel à réintégrer ; considérant que l'impossibilité d'exécuter une sentence autorisant le juge à ne pas prononcer d'astreinte, peut résulter soit d'un obstacle insurmontable, soit de circonstances telles que l'exécution de la sentence s'avère incompatible avec le fonctionnement de l'entreprise ou le maintien de la paix sociale ; considérant que l'état de l'instruction ne permet pas d'apprécier si la Société requérante a la possibilité d'exécuter les obligations qui lui ont été imposées par la sentence du 16 septembre 1938 ; qu'il y a lieu, par suite, de procéder aussi sur ce point à un supplément d'instruction ;

« Décide : « Article 1^{er}. — Il sera avant dire droit, procédé par les soins de M. Suren, auditeur au Conseil d'Etat, rapporteur à la C.S.A., à un supplément d'instruction, à l'effet de rechercher

(8) Recours N° 924, Société des Papeteries du Sentier, Hervé et Fils, à Paris, 1^{er} arrêt : 1^{er} mars 1939 (*Gaz. Pal.*, 18 avril 1939) ; 2^{me} arrêt : 25 mai 1939 (*Gaz. Pal.*, 13 juillet 1939).

si la Société des Papeteries du Sentier, Hervet et Fils, a pris les mesures prévues par la sentence du 16 septembre 1938, et, dans le cas de la négative, si elle se trouve dans l'impossibilité de les prendre. »

Dans un deuxième arrêt, en date du 25 mai 1939, la Cour expose :

« Considérant que pour demander l'exonération de cette astreinte, ladite Société se fonde sur ce que les conditions du fonctionnement de son entreprise s'opposent à l'exécution de la sentence précitée dans son intégralité ; que si elle n'est pas recevable à invoquer, à cet effet, des faits antérieurs à la date du 16 septembre 1938, lesquels ne sauraient être remis en cause sans méconnaître l'autorité de la chose jugée par la sentence rendue à cette date, elle est en droit de se prévaloir de faits nouveaux qui seraient survenus postérieurement à ladite sentence ;

« Considérant qu'il résulte de l'instruction complémentaire à laquelle il a été procédé, que, parmi ces faits nouveaux, allégués par la Société requérante, il y a lieu de retenir spécialement la diminution du carnet des commandes, la conclusion, à partir du 1^{er} janvier 1939 d'une entente papetière ayant actuellement pour conséquence d'entraîner une réduction progressive du contingent de production alloué à l'établissement dont s'agit, ainsi que la décision prise de procéder prochainement à l'arrêt du fonctionnement de la grande machine, en vue d'une transformation comportant des travaux de longue durée, et devant entraîner une nouvelle réduction des besoins de main-d'œuvre ;

« Considérant que la Société requérante justifie ainsi de l'existence d'un obstacle à l'exécution intégrale de la sentence du 16 septembre 1938, lequel est devenu insurmontable ; qu'en effet, la réintégration des trente-sept ouvriers mentionnés, en sus des quatre-vingt-quinze ouvriers et ouvrières actuellement employés, au nombre desquels se trouvent déjà, lorsque la petite machine fonctionne seule, six ouvriers en excédent, entraînerait, par suite tant de la diminution nouvelle de l'activité de l'usine, que de l'importance du nombre des ouvriers bénéficiaires d'une telle mesure, une multiplication des équipes incompatible avec le bon fonctionnement de l'entreprise ; qu'en outre, et pour les mêmes motifs, la réduction du travail du personnel actuellement en fonction s'abaisserait, à la suite d'une telle réintégration, à un niveau inférieur à celui qui correspondrait au salaire minimum vital, et, en conséquence, incompatible avec le maintien de la paix sociale à l'intérieur de l'usine ; qu'en raison de ces circonstances nouvelles et alors qu'il est maintenant démontré qu'il est désormais impossible de recourir à un « procédé légal utile », en vue d'assurer « une répartition égale des heures de travail » dans les conditions prévues par la sentence du 16 septembre 1938, la Société requérante est fondée à demander l'annulation de la sentence par laquelle a été prononcée contre elle l'astreinte sus-mentionnée.

« Décide : la sentence est annulée. »

C'est ainsi que cette jurisprudence a vu le jour par cette affirmation réitérée que la partie défaillante doit justifier de son impossibilité d'exécuter, soit en invoquant un obstacle insurmontable, soit des circonstances telles que l'exécution de la sentence se présente comme absolument incompatible avec le fonctionnement de l'entreprise ou le maintien de la paix sociale.

Il convient de noter qu'un arrêt en date du 22 décembre 1939 et basé sur l'article 2 du décret du 10 novembre 1939 (9) est venu affirmer le droit à révision des conventions collectives, pour cause d'imprévision du fait de la guerre de 1939.

Cette jurisprudence pourra s'appliquer dans le cas de l'art. 18 de la loi du 4 mars 1938 qui stipule que lorsqu'une sentence arbitrale devenue exécutoire porte sur l'interprétation des clauses d'une Convention collective existante, ou sur les salaires, cette sentence, sous réserve du dépôt prévu par l'article 31 c. Livre 1^{er} du Code du Travail (10), produira les effets d'une Convention collective du travail. Il est intéressant de prendre connaissance du principal considérant de cet arrêt qui a été rendu par la Commission Supérieure de Révision des conditions du travail (11) dans une espèce : Syndicat des Tailleurs et Confectionneurs des Grands Boulevards et du Centre de Paris. « Considérant notamment que, par suite de la guerre, la baisse survenue dans le chiffre d'affaires des Etablissements en cause a atteint une proportion telle que non seulement elle a un caractère exceptionnel mais que, déjouant tous les calculs, elle dépasse certainement les limites extrêmes qui ont pu être envisagées, lors de la conclusion de la Convention collective. »

Il peut ainsi encore exister des cas d'inexécution non fautive, de sentences arbitrales, pour causes d'imprévision. Mais il faudra alors prouver, non seulement le caractère exceptionnel de l'événement ayant empêché l'exécution, mais surtout son imprévisibilité absolue.

(9) « La convention collective du travail n'est applicable qu'à partir du jour qui suit celui de son dépôt, soit au Secrétariat du Conseil de Prud'hommes du lieu où elle a été passée, soit à défaut de Conseil de Prud'hommes, ou, si les parties le stipulent, au Greffe de la Justice de paix de ce lieu, soit à tout autres secrétariat de Conseil de Prud'hommes ou Greffe de Justice de paix convenu par les parties. »

(10) *D. S.*, II. 1940, p. 56.

(11) Cet organisme a remplacé la C. S. A. en application du décret-loi du 1^{er} septembre 1939 suspendant la procédure de conc. et d'arb. pour la durée des hostilités. Cf. pour la législation de guerre les décrets-lois des 1^{er} septembre, 27 octobre, et 10 novembre 1939. (*D. H.* 1939, appendice, lois nouvelles, p. 91, 127 et 136).

Chapitre II

Le Problème de la Sanction et sa Solution Législative

I. — Le Problème de la Sanction

Nous touchons ici à la pierre d'achoppement de tout système d'arbitrage.

On ne peut, en effet, concevoir un régime du « bon vouloir » en cette matière où l'ordre public est intéressé au premier chef, et, malheureusement, il faut reconnaître que lorsque l'on passe en revue tous les systèmes de sanctions possibles, une foule d'inconvénients et d'impraticabilités amènent à douter de pouvoir arriver à un choix satisfaisant.

La question n'a jamais été résolue d'une façon précise à cause de ces difficultés, et même un grand nombre de personnes éminentes refuse encore, à l'heure actuelle, de croire en la moindre efficacité de ces sanctions.

C'est cependant gravement léser toute possibilité d'ordre social que d'admettre qu'une sorte de jugement comme la sentence arbitrale puisse être systématiquement méconnu ; nous y voyons la révélation d'un véritable phénomène anarchique.

Toutes les sanctions ne peuvent provenir que de deux sources : soit de la réaction propre du milieu grâce à l'opinion publique, soit de la contrainte exercée par l'Etat grâce aux mesures coercitives dont il dispose.

Celles du premier groupe sont uniquement d'ordre moral, et l'on constate leur existence prépondérante en droit international et en droit social jusqu'à ces dernières années.

Ces modes de sanction sont les plus incontrôlables, et trouvent leur origine dans le bannissement de l'ancien droit. Cet appui de l'opinion publique est basé sur le « qu'en dira-t-on » et ses suites.

C'est la seule sanction connue de la communauté internationale, et nous avons pu en constater l'influence, plus que douteuse, lors de ces dernières années. Malheureusement, le législateur français a voulu lui faire confiance, et il s'y rapporta lors de la création de l'arbitrage obligatoire.

C'est une solution évidemment toute trouvée, mais par trop paresseuse. S'il existe, en effet, peu de sanctions d'un type idéal et pouvant jouer efficacement dans tous les cas, il n'en est pas moins vrai que certaines d'entre elles peuvent être judicieusement adaptées, et arriver ainsi à impressionner suffisamment la partie débitrice, pour l'amener à exécuter ses obligations.

On peut envisager, parmi les mesures susceptibles de produire une certaine intimidation de la partie récalcitrante : l'amende, l'emprisonnement, l'incapacité juridique totale ou partielle, la réquisition, et certaines déchéances patronales et ouvrières. Un régime spécial des astreintes peut même être considéré comme un moyen très efficace de pression sur le débiteur.

Ces différentes formes de contrainte produisent des effets variables suivant les cas, mais il faut qu'elles soient toujours appliquées avec une grande prudence, car dès que le conflit s'étend, elles perdent leur influence et deviennent presque inapplicables et sans effet.

Les sanctions pécuniaires, telles que l'amende, supposent l'existence d'un patrimoine saisissable. Il faut constater que si le patron est en général solvable à cause de la propriété de son usine, de son matériel, de ses matières premières ou des produits en magasin, l'ouvrier par contre est le plus souvent insolvable. Son salaire est presque totalement insaisissable et il n'a généralement pas d'épargne, ni de maison. On ne peut donc agir utilement contre lui.

Quant aux sanctions privatives de liberté, elles risquent de révolter l'opinion publique. Elles sont brutales et difficilement acceptables. Elles ne peuvent que présenter le caractère d'une répression politique.

L'incapacité juridique totale ou partielle, de même que certaines déchéances judicieusement étudiées, peuvent avoir une grande influence sur le débiteur de mauvaise volonté, qu'il soit patron ou ouvrier. Cette menace d'une amputation de leurs droits à l'intérieur de leur profession ou de leur vie civile, est susceptible de forcer les plus récalcitrants. La menace d'une limite imposée à leur activité ou d'une atteinte à leur honneur professionnel, sera la plupart du temps suffisante.

Dans certains cas, très rares, la réquisition pourra jouer un rôle intéressant. Supposons par exemple qu'une sentence ordonne à un patron de reprendre la marche de son usine. S'il s'y refuse, on pourra la réquisitionner ; mais supposons que ce soient des ouvriers qui aient cessé leur travail et qui soient condamnés à le reprendre à telle date. Peut-on aller les chercher chez eux *manu*

militari, et les amener devant leurs machines en les sommant d'y travailler ? C'est évidemment impossible, et si l'on essayait cela causerait des troubles.

D'ailleurs, même en cas de réussite, le résultat serait nul, car les ouvriers ainsi contraints feraient preuve de mauvais esprit et travailleraient moins ; le peu qu'ils feraient serait mal fait. Ce moyen n'a donc de réelle efficacité que si l'on envisage son application à l'encontre d'un patron et non d'un salarié.

Les sanctions impliquent donc, ici, comme dans tous les domaines, une certaine expiation pour une faute commise mais elles doivent constituer surtout une épée de Damoclès suspendue sur la tête de la partie qui refuse d'exécuter la sentence arbitrale. C'est un élément qui doit intervenir comme « loup garou » le plus rarement possible, et comme dernier argument de la société vis-à-vis des intransigeants et des incompréhensifs. On ne doit pas les concevoir avec un rôle régulateur, mais avec un rôle modérateur.

Pour éviter des rebuffades et des soulèvements de foule à la Panurge, après les soulèvements d'esprits, un moyen préventif est nécessaire. En tout, il vaut mieux prévenir que guérir, et là Gallien ne contredit pas Hippocrate.

Il faut créer une atmosphère, un climat favorable à une compréhension réciproque des intérêts par les deux forces inséparables, « Capital et Travail », appelées à se coudoyer éternellement.

Il faut que ces forces soient dirigées et guidées sur deux voies absolument parallèles, ou à défaut asymptotiques, dans un esprit d'entente, où la bonne foi et le sens social doivent s'unir harmonieusement. Il faut que les forces patronales et ouvrières aient une parfaite connaissance de leurs droits et surtout de leurs devoirs, pour qu'elles arrivent à se grouper dans un but uniquement professionnel et coopératif.

II. — Droit Positif

Nous devons remarquer que notre législateur est des plus retardataire, et n'a commencé à élaborer une politique des sanctions que dans un décret en date du 12 novembre 1933 (1).

Dès l'origine jusqu'à ce décret, les trois lois de base que nous possédons en matière de conciliation et d'arbitrage des conflits collectifs du travail, n'ont institué qu'un recours, plus ou moins facilité, à l'opinion publique.

(1) Ce décret a été précédé dans cette voie par celui du 2 mai 1938, qui ne s'applique que dans un cas très particulier. Voir p. 72.

A première vue, on ne peut pas constater sans quelque scepticisme et même sans ironie, ce manque de fermeté et cette spéculation sur le « qu'en dira-t-on ». Ne serait-ce que l'habitude, bien ancrée depuis des siècles, de voir réunis juges et gendarmes, il semble *a priori* qu'une juridiction pourvue de sa seule autorité morale, soit destinée à périr, faute de prestige, à cause des risques trop nombreux qu'elle court d'être bafouée.

Et cependant, à la réflexion, après une étude approfondie de la question, c'est en grande partie grâce à un mouvement d'opinion, que l'on peut espérer arriver à l'exécution des sentences arbitrales.

C'est un revirement d'état d'âme, c'est une transformation de climat, qui aideront à cette exécution, mais si cette atmosphère nouvelle est nécessaire, il serait erroné d'en attendre des résultats pratiques dans tous les cas.

Le législateur doit nécessairement prévoir certains autres moyens de pression, répondant à des nécessités pratiques et moins aléatoires que les réactions psychologiques des foules.

Il semble que la voie dans laquelle il s'est engagé en fin 1938 mérite une pleine approbation, et c'est à l'étude de ces créations légales que nous allons nous livrer après avoir passé en revue les lois de 1892, 1936 et 1938.

1. — Législation antérieure au [décret-loi du 12 Nov. 1938]

La loi du 27 décembre 1892, qui fut la première à instaurer l'arbitrage en matière de différends collectifs du travail, a prévu, dans son article 12 (2), une sanction en cas d'inexécution des sentences arbitrales. Cette sanction réside exclusivement dans une large publicité qui met l'opinion publique au courant de tous les détails des diverses phases de la procédure inaugurée par la loi.

Cet affichage comporte une dualité. Il se fait, en premier lieu, officiellement, par les soins des maires des communes où existe le différend ; ils doivent attacher à la place réservée pour les publications officielles, les pièces qui leur sont notifiées par le Juge de Paix. Les parties sont ensuite autorisées à faire procéder par elles-mêmes à la plus large des publicités, et même, pour leur faciliter cette possibilité, les affiches qu'elles sont ainsi presque invitées à apposer se trouvent dispensées de tous droits de timbres.

La sanction de la loi sera donc un recours à l'opinion publique, mise et tenue au courant par les affiches apposées, d'abord et obligatoirement par le maire, puis facultativement par les parties.

(2) Art. 12. « La demande de conciliation et d'arbitrage, le refus ou l'absence de réponse de la partie adverse, la décision du Comité de Conciliation ou celle des arbitres, notifiés par le juge de paix au maire de chacune des communes où s'étendait le différend, sont, par chacun de ces maires, rendus publics par affichage à la place réservée aux publications officielles. L'affichage de ces décisions pourra, en outre, se faire par les parties intéressées. Les affiches seront dispensées du timbre. »

Cette sanction a soulevé, à l'époque, de très nombreuses critiques. On l'a accusée entre autres d'être aveugle, sans efficacité et dangereuse.

M. Trarieux, lors de la discussion de cet article 12 au Sénat, disait : « Qu'est-ce donc que l'opinion publique ? N'est-il pas tout à fait illusoire de prendre l'opinion pour juge en pareille matière, et d'attendre d'elle un jugement éclairé ? Tout d'abord, que sera-t-elle ? Que pourra-t-elle être ? Ce sera forcément l'opinion du milieu dont la grève aura pris possession. Quand une grève éclatera dans un centre minier, quel sera l'écho qu'on y recevra de l'opinion générale ? »

Un autre politicien affirmait aussi : « Il faut le constater, les lois ne s'imposent pas encore par la force de leur valeur morale, et ce n'est pas tout de dire aux hommes : « Vous devriez agir dans tel sens », il faut les y contraindre le plus vigoureusement possible. »

Par contre, d'autre éminentes personnalités, telles que MM. Le Cour, de Lamarzelle et A. de Mun, ont même pensé que cette publicité était trop forte, et l'ont jugée capable de rendre, en fait, le recours à l'arbitrage obligatoire pour les parties.

Ce grand pas de l'arbitrage obligatoire, qui paraissait une innovation si terrible à certains et si enviables à d'autres, n'a été fait, comme nous l'avons vu, que par la loi du 31 décembre 1936.

Ce progrès social ne s'est instauré chez nous que dans un mouvement d'opinion quelque peu révolutionnaire. Il y a là un phénomène assez étrange ; à ce moment-là, en effet, presque tous les pays, même ceux pouvant présenter un caractère bien moins évolué que le nôtre, possédaient déjà dans leur législation du travail, une procédure très au point de l'arbitrage obligatoire des différends collectifs du travail. On est surpris de constater qu'au moment où nous nous sommes lancés dans cette voie, la Nouvelle-Zélande avait déjà plus de quarante ans d'expérience sur ce point.

L'article 6 de la loi de 1936 déclare la sentence arbitrale obligatoire, mais ne prévoit aucun moyen de pression pour que la partie au profit de laquelle elle a été rendue puisse la faire exécuter.

Si le législateur de 1936 n'a prévu dans ses textes aucune sanction, ce n'est pas un oubli, car il nous l'affirme lui-même dans l'exposé des motifs : « On objectera peut-être à ce texte qu'il n'est pas sanctionné. Nous l'avons voulu tel, persuadé que les sanctions pécuniaires risquent de s'avérer inefficaces et qu'il s'agit surtout, en la matière, de déceler des responsabilités morales. Notre pays est avide de justice. La partie dont la cause est démontrée injuste, est assurée de la réprobation générale, et, dans la majeure partie des cas, ne peut l'emporter. Nous pensons que peu d'expériences suffiront pour introduire dans les mœurs le

régime de la conciliation et de l'arbitrage, et pour imposer à tous le respect d'une procédure dont la violation heurterait l'opinion publique. »

La C.G.T. était d'ailleurs complètement de cet avis, et affirmait : « Il est impossible de prévoir des sanctions pénales, dans une économie saine, avec une opinion saine ; les sanctions morales seront suffisantes. »

C'était évidemment une question fort délicate, si l'on considère que la France de 1937 possédait un mode de libre organisation du travail et un gouvernement « Front Populaire ».

De nombreux députés et sénateurs de « nuances » diverses, se sont élevés contre cette croyance au pouvoir, presque magique, de l'opinion publique.

Ils restent sceptiques sur l'efficacité de la loi et de cette prétendue sanction, « car la plupart du temps, a dit M. René Dommanges à la Chambre des Députés, en dépit des arbitrages rendus, les sentences n'ont pas été exécutées et les grèves ont continué. »

Le véritable résultat, comme l'a exprimé M. Reille Soult (3), sera de provoquer une série d'arbitrages successifs ; « la décision du surarbitre, au bout de quelques mois ou de quelques semaines, sera méconnue par les parties, et il faudra recourir à nouveau à l'arbitrage ; en un mot, on risque de voir ainsi sans cesse renaître le conflit. »

Quant à M. Maxence Bibié, il a pu affirmer (4) : « Je sais que l'on dit : « La sanction de l'opinion publique interviendra, puisque la sentence sera rendue publique par la voie de la presse, que des polémiques pourront s'élever sur les conséquences de la décision rendue et sur l'attitude de ceux qui, appelés à la respecter, la violeraient » ; je me méfie un peu de ces polémiques de presse, et je crains qu'au lieu d'éclairer l'opinion publique, elles ne sèment certain trouble dans les esprits, sans que les résultats désirés puissent être obtenus. »

Plusieurs amendements furent déposés soit à la Chambre des Députés, soit au Sénat, pour remédier à ce manque de sanctions effectives.

Ils furent tous repoussés, notamment celui de M. Burnus, présenté à la Chambre des Députés et prévoyant des amendes à l'encontre des contrevenants (5), et celui de M. Chaumié, présenté au Sénat et qui édictait des sanctions applicables soit aux patrons, soit aux ouvriers (6).

(3) Débats parlementaires, Ch. Dép., séance du 1^{er} décembre 1936. (*J. O.*, 2 décembre 1936, p. 3.182).

(4) Débats parlementaires, Ch. Dép., 1^{er} décembre 1936. (*J. O.*, 2 décembre 1936, p. 3.186)

(5) Débats parlementaires, Ch. Dép., 1^{er} décembre 1936. (*J. O.*, 2 décembre 1936, p. 3.210).

(6) Débats parlementaires, Sén., 17 décembre 1936. (*J. O.*, 18 décembre 1936, p. 1.628).

Aux critiques formulées contre cette lacune, au cours des débats parlementaires, M. Paulin, rapporteur à la Commission du Travail de la Chambre, et M. Raynaldy, rapporteur à la Commission du Commerce du Sénat, répondirent en faisant valoir les raisons qui militaient en faveur de l'absence des sanctions.

M. Paulin s'exprimait ainsi (7) : « Il a paru au Gouvernement, et nous sommes entièrement d'accord avec lui sur ce point, qu'à l'époque où nous sommes, où les intérêts particuliers doivent être subordonnés à l'intérêt général, la sanction la plus efficace sera celle de l'opinion publique, qui ne manquera pas de condamner ceux qui, par mauvaise volonté ou par oubli de leur devoir social, refuseraient de se conformer à des règles dont l'application doit maintenir, dans la production, une paix que tous devraient souhaiter. »

Quant à M. Raynaldy, il faisait ressortir les difficultés d'attacher des sanctions à l'exécution de la sentence arbitrale, et il posait les questions de savoir quelles infractions il fallait prévoir et quelles sanctions il fallait établir. D'après lui, des sanctions pénales contre des masses étaient difficilement applicables et des sanctions pécuniaires, frappant les associations elles-mêmes, syndicats, fédérations, confédérations, risquaient de conduire à des injustices ou à des duperies, auxquelles, dans l'intérêt même de la loi et surtout de la loi pénale, il valait mieux ne pas s'exposer. Il donna cependant à entendre que la loi sur la grève, que le Gouvernement de M. Blum s'était proposé de faire voter, pourrait pénaliser la résistance à la sentence arbitrale (8).

C'est ainsi qu'un juriste avisé a pu écrire, au moment de l'apparition de la loi de 1936 : « Ce n'est, probablement, que d'une grande autorité morale chez ceux qui seront désignés comme arbitres, et d'un besoin intensément senti de paix sociale, qu'on doit attendre le succès de la loi. »

Lorsque le législateur de 1938 vint modifier la procédure de conciliation et d'arbitrage pour y introduire le fruit de plusieurs mois d'expérience, il parut ne pas s'apercevoir de cette imperfection. Il manifesta le même opportunisme que le législateur de 1936, en n'apportant aucune amélioration à cette sanction de l'opinion publique. Il n'instaura même pas une procédure de divulgation des sentences en calquant celle prévue par la loi de 1892 et que la loi de 1936 n'avait pas reproduite. Il stipula simplement, dans l'alinéa dernier de son article 15, que seuls seraient publiés tous les trois mois, au *Journal Officiel*, « les arrêts de la C.S.A. et les sentences surarbitrales rendues sur le renvoi qu'elle aura prononcé. »

(7) Débats parlementaires, Ch. Dép., 1^{er} décembre 1936. (*J. O.*, 2 décembre 1936, p. 3.171).

(8) Débats parlementaires, Sén., 15 décembre 1936. (*J. O.*, 16 décembre 1936, p. 1.619).

Le recours à l'opinion publique était, en conséquence, livré aux seuls moyens dont pouvaient disposer les parties. Aucune publication spéciale, aucun affichage dans un endroit déterminé, n'étaient prévus. Aussi, l'apparition du décret du 12 novembre 1938 donne à penser qu'à l'expérience il fut nécessaire d'envisager le recours possible à des sanctions pécuniaires, recours plus effectif que celui, bien aléatoire, à l'opinion publique.

Mais avant de considérer ce texte qui a instauré une véritable politique des sanctions, en cas d'inexécution d'une sentence arbitrale, il faut constater qu'il a été précédé, dans cette voie, par le décret-loi du 2 mai 1938, contenant de multiples dispositions d'ordre général destinées à permettre une reprise de l'activité économique (9).

Par les articles 14 et 17 de ce décret, le Gouvernement a réprimé pénalement la violation des dispositions des sentences arbitrales dans une hypothèse très spéciale : lorsque la sentence arbitrale a fait l'objet d'un arrêt d'extension et qu'un employeur a payé des salaires inférieurs à ceux fixés par la sentence.

Cette possibilité d'extension des sentences arbitrales provient de l'alinéa 2 de l'article 18 de la loi du 4 mars 1938 : « Si cette sentence est intervenue en vue de régler un différend entre organisations syndicales, patronales et ouvrières, les plus représentatives, elle pourra faire l'objet d'un arrêté d'extension dans les conditions prévues aux articles 31 vd et suivants du Livre 1^{er} du Code du Travail. » (10).

Ce sont les solutions suggérées par un rapport des 16 et 17 mars 1937, présentées au Conseil National Economique par M. M.-I. Martin, Maître des Requêtes au Conseil d'Etat, qui furent adoptées par ce décret. Il organisa la publicité des conventions collectives et des sentences arbitrales étendues, en prévoyant un affichage dans les lieux où s'effectue le travail et l'embauchage.

Cette publicité est exactement celle prévue par l'article 22 a du Livre 1^{er} du Code du Travail (11). L'article 15 du décret du

(9) D. H., 12 mai 1938. Appendice ; lois nouvelles, p. 42.

(10) C. Trav., Art. 31 vd. (Loi 24 juin 1936) : « Les dispositions de la convention collective visée par les articles précédents peuvent, par arrêté du Ministre du Travail, être rendues obligatoires pour tous les employeurs et employés des professions et régions comprises dans le champ d'application de la convention. Cette extension des effets et des sanctions de la convention collective se fera pour la durée et aux conditions prévues par la dite convention. »

Art. 31 ve. (Loi 24 juin 1936) : « Avant de prendre l'arrêté prévu à l'article précédent, le Ministre du Travail devra publier au *Journal Officiel* un avis relatif à l'extension envisagée, indiquant notamment le lieu où la convention a été déposée en application de l'article 31 c. précédent et invitant les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées à lui faire connaître, dans un délai qu'il fixera et qui ne sera pas inférieur à quinze jours, leurs observations et avis. « Le Ministre devra prendre, en outre, l'avis de la section ou des sections professionnelles compétentes du Conseil National Economique. »

(11) C. Trav., livre I, titre II, art. 22 a. (Loi 5 février 1932). « Dans les établissements où existe un règlement intérieur, ce règlement doit être affiché dans les lieux où le travail est effectué, ainsi que dans les locaux et à la porte des locaux où se fait l'embauchage. »

2 mai ayant en effet complété par cette mesure l'article 31 *vd* du Livre 1^{er} du Code du Travail en stipulant que « les dispositions de l'alinéa 1^{er} de l'article 22 du présent Livre, relatives à l'affichage des règlements intérieurs, sont applicables à l'arrêté prévu à l'alinéa précédent. »

Cet affichage doit être contrôlé par les Inspecteurs du travail, et des amendes, ainsi qu'une peine d'emprisonnement en cas de récidive, sont édictées.

Ce texte crée aussi des sanctions applicables en cas de violation des conventions collectives et des sentences arbitrales ayant fait l'objet d'un arrêté d'extension. Là réside la nouveauté qui nous intéresse plus particulièrement.

Lorsqu'un employeur des professions et régions comprises dans le champ d'application de telles conventions ou sentences, aura payé des salaires inférieurs à ceux qu'elles ont fixé, il sera puni d'une amende de 5 à 15 francs. Cette amende devra être appliquée autant de fois qu'il y aura de salarié ayant touché un salaire inférieur à celui de sa catégorie, sans, toutefois, qu'elle puisse dépasser un maximum de 500 francs.

En cas de récidive, l'amende encourue sera de 50 à 100 francs et, même si les circonstances atténuantes sont accordées, elle ne pourra être inférieure à 16 francs.

Cette récidive n'existe que lorsque dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi, l'employeur fautif a déjà fait l'objet d'une condamnation pour une identique contravention. Un maximum de 3.000 francs est prévu en cas de pluralité de contraventions entraînant des peines de récidive.

Cette infraction ne peut d'ailleurs être poursuivie que sur une plainte du Ministre du Travail, ce qui diminue grandement les chances de répression. Le Gouvernement se trouve ainsi être le seul juge de l'opportunité de la poursuite, au lieu que ce soient le Ministère Public, les intéressés, ou même l'Inspection du Travail dont ce serait le rôle normal.

Ce décret ne présente donc qu'un intérêt très limité et pour une hypothèse spéciale. Il fut suivi de celui du 12 novembre 1938 qui, d'une portée beaucoup plus vaste, donna naissance à un certain nombre de sanctions pouvant s'appliquer en général en cas d'inexécution d'une sentence arbitrale.

2. — Le décret-loi du 12 Novembre 1938 (12).

Ses dispositions ont pour objet d'apporter des modifications à la législation antérieurement en vigueur, en ce qui concerne la composition et le fonctionnement de la C.S.A., ainsi que l'exécution des sentences arbitrales.

(12) *D. P.* 5^{me} cahier, 1939, 4^{me} partie, p. 189.
J. O., 13 novembre 1938, p. 12.866.

Il fut le résultat de la victoire remportée par les éléments « sanctionnistes » du Gouvernement. Pour la première fois, si on laisse de côté cette curiosité originalement agencée, que représentent les amendes du décret du 2 mai, des sanctions effectives et pécuniaires furent prévues, ainsi qu'un certain nombre de déchéances, à l'encontre des employeurs ou salariés récalcitrants. Pour la première fois, au cas où une sentence ne sera pas exécutée, la partie au profit de laquelle elle a été rendue disposera non seulement de la possibilité sans consistance de recourir à l'opinion publique, mais aussi de moyens de pression efficaces, et ces moyens permettront d'amener à composition ses débiteurs d'obligations de faire ou de donner.

Avant d'envisager, par le détail, les dispositions nouvelles de ce décret ayant trait à l'exécution des sentences arbitrales (articles 6, 7 et 8), précisons les solutions qui furent très justement données par la jurisprudence au problème de sa date d'application.

Nous serons ainsi, après avoir étudié à quelles sentences ce décret pourra s'appliquer, amenés à examiner par le détail les sanctions qu'il prévoit, à savoir les astreintes et certaines déchéances originales pouvant frapper patrons et salariés.

a) *Date d'application du décret :*

La question posée, était celle de savoir si le principe de la non-rétroactivité des lois ne faisait pas obstacle à l'application des sanctions prévues par le décret, au cas de l'inexécution d'une sentence rendue à une date antérieure à celui-ci.

La C.S.A. a écarté l'argument de principe, tiré de la non-rétroactivité des lois, dans un de ses arrêts en date du 1^{er} mars 1939 (13). Elle décide, à cette occasion : « Sur le moyen tiré de ce que l'article 6 du décret du 12 novembre 1938 ne serait pas applicable aux sentences rendues à une date ultérieure à celle de sa promulgation : considérant que la disposition précitée a pour objet d'assurer l'exécution des sentences arbitrales ou sur-arbitrales devenues définitives, par le moyen d'astreintes attachées au fait même de l'inexécution de telles sentences ; que, dès lors, le principe de la non-rétroactivité des lois, invoqué par la Société requérante, ne fait pas obstacle à ce qu'une astreinte soit prononcée dans la mesure où l'inexécution de la sentence s'est continuée postérieurement à la publication du texte précité, quelle que soit, d'ailleurs, la date à laquelle a été rendue la sentence. »

Sans doute, une loi nouvelle ne peut sous certaines réserves (lois de procédure ou d'interprétation notamment), régir une situation juridique acquise ; mais, dans ce cas particulier, l'inexécution d'une sentence arbitrale n'est acquise qu'au moment de sa constatation judiciaire.

(13) *Gaz. Pal.* 18 avril 1939.

Jusque là, elle est en état de fait continu, qui se renouvelle à tous instants et qui tombe, en conséquence, sous l'emprise de toutes les sanctions nouvelles.

b) *Astreintes* :

En accordant la force exécutoire aux sentences arbitrales, la loi du 4 mars 1938 n'était utile que si la partie gagnante possédait une décision condamnant son adversaire à verser une somme d'argent, et à condition qu'elle procède à une saisie sur les biens du condamné récalcitrant.

Dans tous les autres cas, où les décisions arbitrales contenaient des réglementations du travail ou des obligations de faire (14), le créancier se trouvait dans l'impossibilité d'arriver à une exécution en nature, étant donné la maxime : « *Nemo potest praecise cogi ad factum* ».

Pour remédier à cet état de choses, M. Mossé, dont nous avons déjà parlé, a songé, le premier, à appliquer en droit social le système jurisprudentiel des astreintes civiles : « Moyens coercitifs éventuels d'assurer l'exécution d'un jugement » (15).

C'est ce moyen de contrainte, forgé par la jurisprudence pour les besoins de la pratique, qui a été adopté avec certaines variantes, par le décret du 12 novembre 1938, comme sanction de l'inexécution des sentences arbitrales.

L'article 6 de ce décret ne parle d'ailleurs aucunement de la capacité pour les arbitres de fixer d'office, dans leurs sentences, des astreintes comminatoires ayant besoin de liquidation, ou des dommages-intérêts définitivement fixés à tant par jour de retard, avec un maximum. Il ne réglemente que le cas d'une sentence qui ne prévoit aucune astreinte et reste inexécutée.

Aussi, allons-nous tout d'abord envisager très succinctement les astreintes du droit civil, puis, à la lumière de ces principes, nous étudierons les solutions adoptées par la C.S.A., pour les astreintes fixées *a priori* dans les sentences en vue de leur inexécution éventuelle, et enfin, nous préciserons les caractères particuliers des astreintes du décret du 12 novembre 1938.

Les astreintes du droit civil sont une émanation prétorienne non prévue par les jurisconsultes rédacteurs du Code. Elles constituent une voie d'exécution extra-légale créée et développée par la jurisprudence, à cause de ses grandes qualités pratiques de souplesse, de facile application et de grande efficacité.

(14) Exemples : Travaux d'hygiène et de protection du travail, installation de lavabos, infirmerie, garages, vestiaires, appareils de sécurité, réintégration d'ouvriers congédiés ou « lock-outés ».

(15) 12 février 1908. *D. P.*, 1909.2.113.

Leur naissance provient du fait que l'exécution en nature de l'obligation n'était pas assurée par la loi, et que le juge donnant un ordre, désire que cet ordre soit respecté.

Si le magistrat avait appliqué strictement les règles du Code Civil, il aurait dû sanctionner toute obligation de faire, par des dommages-intérêts, en vertu de l'article 1142 et suivants. Mais comme le débiteur peut avoir un intérêt moral ou matériel à ne pas s'exécuter, et que le contrat doit aboutir normalement à une exécution en nature, le magistrat a été amené à assortir son ordre d'une sanction. Il serait, en effet, illusoire de compter seulement sur la bonne volonté du plaideur qui a perdu son procès pour exécuter ses obligations.

Le magistrat a utilisé tout d'abord les dommages-intérêts prévus par le Code Civil comme menaces. A titre de dommages-intérêts, il fixait une certaine somme, qui lui était due en cas de non-exécution, mais pour donner le temps de réfléchir au débiteur, il lui accordait un délai de grâce passé lequel l'inexécution était chose faite et les dommages-intérêts automatiquement dus.

Si cependant il y avait eu exécution, le magistrat consentait à prendre en considération cet effort du débiteur, et il réduisait quelque peu les sommes qu'il devait. Par la suite, ce délai fut accordé au profit des créanciers et non plus des débiteurs. On calcula la somme des dommages-intérêts par jour, et cette indemnité journalière était due de telle façon que l'on aboutissait à sa multiplication inexorable, ce qui arrivait à produire des sommes très élevées, susceptibles d'avoir raison de la mauvaise foi la plus ancrée et des fortunes les plus stables.

Afin d'éviter, toutefois, l'enrichissement injuste du créancier, et afin de tenir compte de l'exécution du débiteur qui avait fini par obtempérer aux ordres de la justice, l'indemnité pouvait être réduite et même supprimée. L'exécution en nature avait été obtenue, le créancier n'avait à réclamer que le préjudice qui lui avait été causé par ce retard apporté à l'exécution. Le débiteur ne lui était redevable que des dommages-intérêts moratoires.

Par une nouvelle évolution, puisque la somme due pouvait être modifiée lors de l'exécution, l'indemnité journalière fut gonflée et calculée en dehors de toute idée de préjudice causé. Pour la fixer, le Tribunal prenait en considération la valeur en soi de l'objet de l'obligation, la fortune du débiteur et sa capacité de résistance.

C'est alors que l'on voit apparaître la véritable nature de l'astreinte, qui devient une nouvelle voie d'exécution (16), une con-

(16) Certains auteurs critiquent ce caractère présenté par les astreintes, étant donné qu'elles constituent une voie d'exécution non prévue par la loi. (Demolombe, t. 24, p. 496.497 ; Aubry et Rau, t. 4, 4^{me} édit., texte et note 12, p. 41.42 ; Laurent, t. 16, n° 301 ; Huc., t. 7, N° 136, al. 2 et 3, N° 145 ; Berruyer, Des astreintes, 1903, p. 140.162 ; Lacoste, De la chose jugée, p. 37 et s. ; Baudry-Lacantinerie et Barde, t. I, N° 479, D. P., 91.1.31. Note 1-2. En sens contraire : Griolet, De l'autorité de la chose jugée, p. 176 ; Esmein, L'origine et la logique de la jurisprudence en matière d'astreintes, *Rev. Trin. de Droit Civil*, 1903, p. 5.53 ; Planiol, t. 2, N° 209.210.

trainte spéciale bien que, dans la forme, elle se rapproche des dommages-intérêts et que, dans le fond, elle soit teintée d'idée pénale.

La jurisprudence et les juristes ont évité de trop préciser la nature de cette condamnation, afin de ne pas aboutir à des discussions doctrinales dangereuses et à des impossibilités d'emploi. En effet, si l'on rapprochait l'astreinte des dommages-intérêts, ce rapprochement anéantirait son caractère comminatoire, les dommages devant être définitivement fixés et proportionnels au préjudice subi. D'un autre côté, si on la qualifiait de peine privée, le juge ne pourrait pas prononcer une peine au profit de l'une des parties, ne pouvant se baser sur aucun texte, et son caractère provisoire disparaîtrait car, une fois encourue, il faudrait la subir.

Une prise de position trop nette par la jurisprudence aurait été périlleuse, et ce caractère volontairement « flou » de la nature juridique de l'astreinte démontre tout l'utilitarisme qui a présidé à sa création.

L'astreinte ne s'analyse ni en une peine, à cause de son caractère préventif et non répressif, ni en des dommages-intérêts, étant donné qu'elle tend à procurer l'exécution et non à en tenir lieu.

L'astreinte est donc une « voie d'exécution à tendance pénale et se résolvant en dommages-intérêts provenant de l'imperium du juge. » (17).

M. Paul Esmein l'a définie « une condamnation pécuniaire prononcée à raison de telle somme (cent, mille, dix mille francs) par jour de retard, ou, pour toute autre unité de temps, contre le débiteur qui n'a pas exécuté sa prestation dans un certain délai fixé par le juge. » (18).

C'est cette précieuse émanation jurisprudentielle des tribunaux civils que M. Mossé essaya d'introduire en droit social. Il stipula, dans une de ses sentences édictée dans l'espèce Société Cotonnaire du Sud-Est et Syndicat du Textile de Savines, que cette Société devait rouvrir ses portes dans un certain délai en fixant une indemnité journalière à son encontre. Cette décision surarbitrale fut portée devant la C.S.A. qui approuva cette façon de procéder, pourvu que le surarbitre précise les conditions et le délai à l'expiration duquel, la personne condamnée n'est plus redevable de l'indemnité.

(17) Ce n'est que progressivement que l'astreinte a élargi son domaine. D'abord employée pour les seules obligations conventionnelles de faire ou de ne pas faire, elle est arrivée à sanctionner des obligations légales telles que le devoir de cohabitation et de fidélité. Elle s'est immiscée dans le droit commercial au sujet de l'inscription sur le registre du commerce, et les juges ont même fait fonctionner comme elle, certaines dispositions légales : art. 107 et 191 du Code de procédure civile. Une loi a consacré le procédé en édictant des condamnations à astreintes au cas de refus de présentation de certaines pièces pour l'établissement du chiffre d'affaires. (Loi du 25 juin 1920).

(18) Planiol et Ripert Ed., 1931, *Traité pratique de Droit civil français*, tome VII, des obligations : deuxième partie, p. 84, par. 787.

« Considérant que le surarbitre n'a pas excédé ses pouvoirs qu'il tenait de la loi du 31 décembre 1936, en ordonnant dans les conditions de fait ci-dessus relatées, la réouverture de l'usine de Savines, et en prévoyant qu'en cas de non-réouverture de l'usine dans le délai de trois jours francs, les ouvriers auraient droit à une indemnité journalière.

« Mais considérant que le surarbitre n'a pu légalement condamner la Société requise au paiement de ces indemnités sans préciser dans quelles conditions, ou à l'expiration de quels délais, ladite indemnité devait prendre fin. » (19).

Ces considérants fort précis permettent de constater que cette sanction, ainsi transformée, s'avère insuffisante et impossible. Elle sera le plus souvent inefficace, étant donné cette limitation dans le temps exigée par la Cour. Cependant, cette position adoptée par la Cour devint par la suite tout à fait catégorique. Dans une espèce Pasquiet, où elle rendit un arrêt le 26 octobre 1938 (20), elle interdisait par ses dispositions l'usage des astreintes, étant donné les conditions qu'elle réclamait des condamnations pécuniaires, qu'un surarbitre pouvait prononcer à l'encontre de l'inexécution ou du retard dans l'exécution de sa sentence. La Cour n'admettait que des condamnations déterminées et fixées définitivement dans leur montant. Elle voulait que leurs bases de calcul soient motivées et tiennent compte des fraudes parties, ainsi que de l'importance du préjudice. C'était formellement écarter l'application du jeu des astreintes en droit social.

(19) *D. O.*, 1938, p. 326.

(20) *Rec. N° 238, J. O.*, 6 janvier 1939, p. 24.

« Considérant que s'il appartient aux intéressés de soumettre aux procédures obligatoires de conciliation et d'arbitrage en vue de la condamnation de la partie défaillante, à des dommages-intérêts, le différend collectif né du refus d'exécution d'une précédente sentence arbitrale, les arbitres et surarbitres possèdent également, en raison de la célérité qui doit être apportée au règlement des différends collectifs du travail, le pouvoir, lorsqu'ils sont saisis de conclusions sur ce point, de condamner les groupements et employeurs parties au litige, qui n'exécuteraient, pas ou tardivement, une obligation de faire ou de ne pas faire prescrite par la sentence arbitrale, des dommages-intérêts en réparation du préjudice établi pouvant en résulter pour un groupement ouvrier ou patronal ou un employeur parties au différend.

« Considérant que si la dite condamnation peut consister, soit en une indemnité unique, soit en une indemnité calculée d'après la durée du retard, son montant total qu'il appartient au surarbitre d'apprécier souverainement en fait, en tenant compte à la fois des fautes des parties et de l'importance du préjudice, et en motivant sa décision de manière à permettre à la C. S. A. d'exercer son contrôle, doit en l'état actuel de la législation être fixé définitivement par la sentence prononçant la condamnation.

« Considérant qu'il résulte de ce qui précède, qu'en tant qu'elle a prononcé une condamnation simplement comminatoire au profit personnel des salariés dont elle prescrit le réembauchage, et sans préciser les bases de calcul retenues pour la fixation du taux de cette condamnation.

« La sentence attaquée manque de base légale et doit être annulée. »

Aussi est-il impossible de fixer des astreintes *a priori*, dans les sentences, en vue de leur inexécution éventuelle.

Le décret du 12 novembre 1938 ne vint apporter aucun changement à cette jurisprudence. Il créa seulement des astreintes originales, dans le cas où une sentence ne prévoit *a priori* aucuns dommages-intérêts en cas d'inexécution, et reste inexécutée. C'est donc dans une hypothèse bien déterminée que cette voie d'exécution va pouvoir jouer.

Son article 6 décide que, tout intéressé peut demander à l'arbitre qui a rendu une sentence, de constater son inexécution et de condamner les responsables au paiement d'une astreinte. Son montant ne peut excéder 1.000 francs par jour de retard et son produit définitif devra être versé au « Trésor public » au profit d'organismes publics d'intérêt social.

En analysant les caractères qui découlent de ce texte, ainsi que de la jurisprudence qui y fait suite, nous constatons que l'astreinte apparaît avec une nature juridique plus définie qu'en droit civil. Elle est non seulement édictée par un texte, mais son montant est acquis par le Trésor public au profit d'organismes spéciaux ; aussi, se rapproche-t-elle beaucoup plus d'une peine privée que de dommages-intérêts qui, eux, sont versés directement aux créanciers.

Pour bien saisir la portée de cette innovation, examinons les caractéristiques de cette astreinte, ainsi que ses conditions d'application.

D'après les décisions de la C.S.A., elle présente trois qualités dont les deux dernières sont les conséquences de la première. L'astreinte est une mesure comminatoire, provisoire et arbitraire.

L'astreinte est comminatoire en ce sens qu'elle constitue une menace. Le surarbitre ne doit prévoir aucun délai, ni aucune date pour son règlement. Il doit en laisser indéterminée la durée d'application, parce que c'est le seul moyen de la rendre efficace.

C'est cette originalité qui constitue la base de cette institution, et c'est elle qui a donné naissance à la discussion ayant trait au point de départ de l'effet des astreintes.

De nombreux arrêts de la Cour sont venus décider que l'astreinte ne peut commencer que du jour où la partie a été avertie, par la notification de la décision du surarbitre, de la mesure prononcée contre elle (21). Cette condamnation est destinée à obtenir

(21) Recours 906, C. S. A., 1^{er} mars 1939. (*Gaz. Pal.*, 12 mai 1939; *J. O.* Annexes, 11 juin 1939, p. 681).

Recours 1079. C. S. A., 3 mai 1939. (*J. O.* Annexes, 3 août 1939, p. 967).

l'exécution future d'une sentence à partir du jour où le surarbitre rend sa décision d'astreinte, en constatant l'inexécution de cette sentence. Elle ne peut donc avoir pour objet de sanctionner l'inexécution d'une sentence, pendant la période antérieure à la date à laquelle le surarbitre rend sa décision d'astreinte.

C'est ainsi que dans l'affaire Entreprise Vial Lucien, à Entre-Deux-Guiers (Isère), contre Syndicat du Bois de la Vallée de Guiers, la Cour a annulé une sentence portant condamnation à une astreinte, fixée par avance à 1.500 francs, et pour une période ayant pris fin avant la date de cette sentence. Elle s'est basée pour cela sur les considérants suivants :

« Considérant qu'il résulte des termes de l'article 6 du décret susvisé du 12 novembre 1938, qu'en cas d'inexécution d'une sentence surarbitrale, tout intéressé peut demander au surarbitre de constater l'inexécution de la sentence et de condamner le groupement ou la personne auquel elle est imputable au paiement d'une astreinte ; qu'ainsi l'astreinte prononcée, lorsque l'inexécution d'une sentence a été dûment constatée par le surarbitre, a le caractère d'une mesure comminatoire destinée à obtenir l'exécution de la sentence ultérieurement et à partir de cette constatation, le montant total de la condamnation encourue ne pouvant d'ailleurs être arrêté qu'en présence d'une situation devenue définitive, et qu'une telle astreinte ne peut avoir pour objet de sanctionner l'inexécution de la sentence, pendant une période ayant pris fin antérieurement à la date à laquelle le surarbitre statue par application de l'article 6 précité du décret du 12 novembre 1938.

« Considérant dès lors que c'est en violation de la disposition précitée du décret-loi du 12 novembre 1938 que par la décision attaquée le surarbitre a prononcé pour inexécution de la sentence pendant une période ayant pris fin antérieurement à la date à laquelle il a statué, une condamnation à une astreinte dont il a arrêté le montant total à 1.500 francs ; qu'il y a lieu d'annuler cette décision et de rejeter la demande aux fins de condamnation à une astreinte présentée par le Syndicat du Bois de la Vallée du Guiers. »

La Cour a adopté avec raison un tel point de départ des conséquences de l'astreinte ; en effet, l'astreinte ayant pour but de vaincre par la contrainte la mauvaise volonté de l'une des parties, elle ne peut s'exercer que dans l'avenir et non dans le passé. Aussi, ne doit-elle courir que du jour où celui sur la volonté duquel elle va peser, en aura pu avoir connaissance.

La décision portant une telle condamnation ne jouira pas de l'autorité de la chose jugée, parce que l'arbitre pourra toujours revenir sur sa propre décision. L'astreinte est, en effet, provisoire.

L'arbitre dispose, à son sujet, d'un perpétuel pouvoir de révision, soit que le débiteur s'obstine à ne pas exécuter et qu'une hausse du chiffre de l'astreinte ainsi que la fixation d'un nouveau

délai puisse lui paraître nécessaire pour arriver à vaincre la résistance du débiteur, soit qu'il constate qu'une situation définitive est acquise (22).

Cette situation peut résulter de l'exécution même de l'obligation ou de son inexécution définitive et certaine, ce qui fait que cette contrainte n'ayant plus d'objet, ne se justifie plus.

C'est la partie la plus diligente qui fera arrêter son montant par le surarbitre dès qu'il y aura une situation définitive (23).

En droit social, l'astreinte ne tombera pas du fait de l'exécution et ne sera pas remplacée par des dommages-intérêts. L'arbitre aura, en dehors du pouvoir de condamner à des dommages-intérêts qu'il peut toujours prononcer, celui de maintenir l'astreinte en tout ou partie, à titre de sanction du retard à l'exécution. C'est lui qui liquidera, dans une nouvelle sentence, les sommes définitivement dues par les parties.

L'astreinte présente enfin le caractère arbitraire, en ce sens que l'arbitre doit exagérer son taux, qui ne doit pas forcément être en proportion du tort que l'inexécution porte au créancier. Le juge la prononcera à sa volonté, même si aucun préjudice ne paraît devoir découler de l'exécution tardive. Il s'agit d'exercer une pression suffisamment brutale sur la volonté du débiteur pour qu'il arrive à composition.

L'arbitre n'est jamais tenu de donner aucune justification de son montant, et il doit fixer un taux en rapport seulement avec ce qui lui paraît nécessaire pour obtenir de la partie récalcitrante l'exécution de son obligation. Son choix est parfaitement arbitraire, mais sous réserve du contrôle de la Cour en appel. C'est un des rares cas où il existe en droit social la possibilité d'un recours au fond. La Cour sera, à cette occasion, juge du fait et du fond, de même que de l'application des règles de droit.

(22) Rec. 1017. D. S.¹⁹³⁹.2.293. Syndicat de la Charcuterie de Paris, « La C. S. A., considérant que si la sentence du 13 septembre 1938 n'obligeait pas le Syndicat de la Charcuterie de Paris et du Département de la Seine à payer des salaires qu'elle fixait et dont la charge incombait à titre individuel aux adhérents dudit Syndicat, elle comportait l'obligation pour lui de porter à la connaissance de ses adhérents les dispositions du règlement équitable des conditions du travail qu'elle édictait, et de favoriser l'application de ces dispositions ; que, dans les circonstances de l'affaire, le surarbitre a pu légalement décider que le Syndicat requérant n'avait pas exécuté les obligations qui lui incombait et, de ce chef, prononcer à son égard en application de l'article 6 du décret du 12 novembre 1938, une astreinte de 200 francs par jour.

« Considérant que l'astreinte étant, par sa nature même, sujette à révision sur la demande des parties, il n'appartient pas au surarbitre de prononcer définitivement la dite astreinte ; qu'il n'y aura lieu pour lui d'en arrêter le montant qu'en présence d'une situation devenue définitive, dont il serait justifié par la partie la plus diligente.

« Décide : Article premier. — Il est prononcé à l'égard du Syndicat de la Charcuterie de Paris et du département de la Seine une astreinte de 200 francs par jour de retard dans l'application de la sentence du 13 septembre 1938, et ce, pendant deux mois, passé lequel délai, il sera fait droit par le surarbitre à la requête de la partie la plus diligente. »

(23) C. S. A., 1^{er} mars 1939, alinéa 4, *Gaz. Pal.*, 12 mai 1939.

Du moment que l'ordre social est intéressé à l'exécution des sentences, les arbitres ne sont pas obligés de toujours prononcer des astreintes. L'arbitre ne devra employer ce mode de pression que s'il le juge utile. Si l'astreinte ne peut matériellement pas avoir d'efficacité, il n'a pas à y recourir, sinon elle manquerait d'objet.

L'ordre social exige seulement l'exécution des sentences, et l'arbitre dispose d'une entière faculté d'appréciation sur l'utilité de cette mesure de contrainte qu'on lui demande.

Il dispose d'ailleurs, aussi, de la faculté d'apprécier le degré de responsabilité de la partie défaillante, qui peut arguer de motifs divers pour justifier sa conduite. Pour demander l'exonération d'une astreinte, l'intéressé peut se fonder sur ce que les conditions du fonctionnement de son entreprise s'opposent à l'exécution de la sentence, et il est en droit de se prévaloir de faits nouveaux survenus postérieurement à ladite sentence (24).

La C.S.A. autorise l'arbitre à ne pas prononcer d'astreinte lorsque la partie qui n'a pas exécuté justifie l'existence d'un obstacle insurmontable ou de circonstances telles que l'exécution de la sentence s'avère incompatible avec le fonctionnement de l'entreprise ou le maintien de la paix sociale (25).

L'article 6 du décret-loi du 12 novembre 1938 stipule que « tout intéressé » peut demander la constatation de l'inexécution d'une sentence, et la condamnation de la personne ou du groupement auquel elle est imputable au paiement d'une astreinte. Le recours à cette mesure de contrainte est donc volontairement très largement ouvert ; il suffit d'avoir un intérêt à l'exécution de la sentence, pour pouvoir la réclamer.

Dans le cas d'une sentence ordonnant la réintégration de plusieurs ouvriers, si la procédure de demande d'astreinte pour inexécution de la sentence est engagée par un seul d'entre eux, la nouvelle sentence n'aura d'effet que vis-à-vis de lui. L'astreinte ne sera fixée qu'en égard à l'auteur de la demande, ce qui n'empêche pas le surarbitre de statuer sur les autres demandes dont il a pu être saisi par la suite, entre la décision attaquée et sa sentence ordonnant des astreintes pour inexécution de la précédente.

Dans un cas particulier, il semble *a priori* que l'on ne puisse appliquer ces astreintes, étant donné que cette théorie n'existe en principe que pour obliger les personnes redevables d'obligations de faire ou de ne pas faire. Chaque fois qu'il s'agit, en effet, d'obligations de payer, des dommages-intérêts peuvent couvrir tout le préjudice, et les saisies du droit commun arrivent à prendre au débiteur les sommes qu'il doit.

(24) Espèce : Papeteries du Sentier, Hervé et Fils, 25 mai 1939, N° 924. (J. O. Annexes, 11 juin 1939, p. 682).

(25) Espèce : Commeinhes, à Sanit-Maur. C. S. A., 1^{er} mars 1939. Rec. 906. (J. O. Annexes, 11 juin 1939, p. 681). Espèce : Papeteries du Sentier, Hervé et Fils, à Paris, 1^{er} mars 1939, N° 924.

Dans une espèce Etablissements Gravereaux (26), la C.S.A. a rendu un arrêt où l'on peut lire : « Considérant, d'une part, qu'en raison de la généralité des termes de l'article 6 du décret susvisé du 12 novembre 1938, l'astreinte peut être prononcée notamment pour inexécution, par la partie patronale, d'une sentence fixant un nouveau barème de salaires ; qu'il résulte également de la même disposition que le montant maximum de l'astreinte se détermine en tenant compte de l'inexécution, par ouvrier ou employé, de la sentence arbitrale ou surarbitrale arrêtant de nouveaux salaires. »

Des arguments puissants avaient été présentés par les adversaires de cette thèse. Ils constataient, tout d'abord, que la jurisprudence de la Cour de Cassation n'admettait pas le jeu des astreintes pour les obligations de donner une somme d'argent (27). Ils affirmaient ensuite leur inutilité en la matière, étant donné l'existence des dommages-intérêts aussi efficaces, et enfin, ils niaient la possibilité pour les juridictions arbitrales, temporaires par essence, de disposer de moyens d'investigation suffisants, afin de contrôler si tel ou tel ouvrier avait touché son salaire ou ses accessoires.

A ces arguments, les partisans de la thèse adoptée par la Cour répondaient que la solution de la Cour de Cassation était critiquée par la doctrine (28), que les termes de l'article 6 du décret étaient très généraux et qu'aucune distinction entre les obligations de faire ou de donner n'y existait ; qu'enfin, l'astreinte pouvait être fixée à 1.000 francs par jour et se révéler efficace puisque cette somme pouvait être répétée autant de fois qu'il y avait d'ouvriers vis-à-vis desquels le patron était redevable d'un complément de salaire. Pour détruire le dernier argument présenté par leurs adversaires, ils faisaient remarquer que les arbitres n'avaient qu'à se référer aux jugements découlant de l'action que chaque salarié possède devant la juridiction prud'homale, pour faire constater l'inexécution de la sentence ayant modifié son contrat individuel de travail.

Ainsi, l'institution jurisprudentielle des astreintes du droit civil est entrée en vigueur en droit social, avec certaines de ses particularités et dans le cas seulement prévu par l'article 6 du décret-loi du 12 novembre.

Comme nous avons pu le constater, elle a tout le caractère d'une peine « sociale ». Un texte la prévoit et son montant va au Trésor public au profit de certains organismes d'intérêt social. Son efficacité est grande, et souvent sa menace viendra apporter d'heureuses solutions aux conflits pouvant naître à l'occasion de la mauvaise volonté mise par des patrons ou des salariés dans l'exécution de leurs obligations.

(26) Rec. N° 1011. C. S. A., 29 mars 1939. (*Gaz. Pal.*, 8 juin 1939).

(27) Cas. Civ., 28 octobre 1948. (S. 1948.1949.1.89. *Gaz. Pal.* 1948.1949.1.496).

(28) Planiol et Ripert, t. II, p. 85.

Elle s'analyse en un instrument de paix sociale, et comme telle, a droit à tous les suffrages. C'est une innovation qui pourra rendre de grands services et dont l'application devra se faire sur une grande échelle. Les hésitations doivent disparaître, et son fonctionnement étant précisé par une jurisprudence de plus en plus nombreuse, ne peut qu'être développé en toute connaissance de cause.

D'ailleurs, cette condamnation au paiement d'une astreinte entraîne d'autres conséquences très susceptibles d'agir aussi sur la mauvaise volonté du débiteur récalcitrant.

c) Les déchéances patronales et ouvrières :

L'article 7 du décret-loi du 12 novembre 1938 est venu apporter certaines sanctions qui joueront automatiquement, aussitôt que l'inexécution d'une sentence aura été constatée, par l'application de l'article 6 du même décret, et la condamnation du fautif à une astreinte. Cette stigmatisation de l'acte de celui qui ne remplit pas ses obligations, va entraîner pour lui certaines incapacités, certaines limitations dans ses droits.

Aucune juridiction ne les prononcera ; elles découleront du jeu de l'article 6 et non de l'article 4 comme le stipule le décret par suite d'une erreur matérielle.

C'est ainsi que le refus d'un employeur d'exécuter une sentence arbitrale, ou celui opposé au nom de ses membres par un groupement d'employeurs, entraînera pour son auteur l'inéligibilité pendant trois ans aux fonctions de membre des Chambres de Commerce, des Chambres des Métiers, des Tribunaux de Commerce ou des Conseils de Prud'hommes.

Il le privera en outre, pendant la même période, du droit de participer sous une forme quelconque à une entreprise de travaux ou à un marché de fournitures pour le compte de l'Etat ou d'une collectivité publique.

Malheureusement, cet employeur pourra être relevé de cette interdiction, dans un intérêt public, grâce à une décision concertée du Ministre du Travail et du Ministre de qui relève l'entreprise de travaux ou de marché de fournitures. Il y aura place pour des abus, car où commence et où finit l'intérêt public ? C'est un terme trop vague et sans limites définies qui permettra trop facilement de relever l'employeur ainsi déchu de cette marque d'infamie.

De leur côté, les salariés pourront être frappés dans l'intérêt de leurs droits s'ils contreviennent aux injonctions de la sentence, et refusent de l'exécuter.

Des sanctions adaptées et spéciales ont été prononcées par l'article 8 du même décret, qui considère que l'inexécution d'une sentence arbitrale ou surarbitrale par un ou plusieurs salariés, constitue un cas de rupture injustifiée du contrat individuel de travail. Cette inexécution entraîne en même temps la perte du droit aux indemnités de préavis, de congédiement et du congé payé.

Quoique le décret soit muet sur le licenciement immédiat du fautif, nous estimons que celui-ci doit avoir lieu sans retard.

Il est à remarquer que le texte ne prévoit pas que les employés ou ouvriers seront inéligibles comme membres des Conseils de Prud'hommes.

Concluons que depuis l'apparition du décret-loi du 12 novembre 1938, l'inconvénient du manque de sanctions efficaces en matière d'exécution des décisions arbitrales a été grandement diminué, grâce à l'apparition des astreintes et de certaines déchéances professionnelles automatiques.

Il est à souhaiter que les arbitres et surarbitres usent le plus largement possible de ces moyens de pression et arrivent à faire exécuter leurs sentences. La paix sociale ne peut exister sans un respect sanctionné des solutions auxquelles aboutissent les procédures en vigueur.

Titre III

Étude de Droit comparé

Une étude de droit comparé, à une époque où la guerre sévit sur notre pauvre humanité, peut paraître chimérique étant donné les difficultés de communication entre pays limitrophes. On peut toutefois constater, à l'heure actuelle, que du point de vue social, une évolution générale a eu lieu, dans tous les pays sur l'ensemble des économies nationales (1).

Chaque être est embrigadé et doit fournir son rendement optimum. Le bien-être de chacun n'est plus l'idéal essentiel à l'heure où la vie même des individus paraît avoir si peu de prix. Ce qu'il faut, c'est produire, c'est résister par tous les moyens aux attaques matérielles et morales de l'ennemi. Les luttes de classes qui proviennent des économies déficitaires et de l'instinct belliqueux de l'homme en général, se trouvent sans objet. La guerre use cette vie physique trop intense, et crée une économie intérieure où un minimum vital est prévu pour tous.

Aussi notre étude va-t-elle se poursuivre dans les législations en vigueur avant le déclenchement de ces luttes sauvages et fratricides. Nous tiendrons même compte des solutions adoptées par les législations de pays ayant disparu de nos cartes politiques, depuis quelques années, ou depuis quelques mois. Nous rendrons ainsi hommage à certaines civilisations et à certains peuples qui ont joué un rôle dans la vie mondiale.

Nous envisagerons les moyens qui ont été employés, pour arriver en matière de conflits collectifs du travail à une exécution effective et sanctionnée des sentences arbitrales intervenues.

Le but que nous poursuivrons en dehors de toute idée de pure optimum. Le bien-être de chacun n'est plus l'idéal essentiel à de les grouper autour des idées générales qui constituent leurs

(1) « La législation sociale et la guerre ». B.I.T. *Revue Internationale du Travail*, novembre 1939.

bases. A la lumière des solutions données à ce problème, nous verrons si nous pouvons en extraire des idées d'application pratique pour notre réglementation française.

L'évolution sociale avant la guerre de 1939 s'est manifestée par un recours de plus en plus fréquent aux procédures de conciliation et d'arbitrage. Dans tous les pays, on s'était rendu compte de l'importance que pouvait avoir cette institution, pour jouer un rôle régulateur en maintenant un certain équilibre entre les gains du capital et ceux du travail de même qu'entre la capacité de production et celle de consommation.

Les méthodes employées pour atteindre ce but, sont fort différentes les unes des autres. L'Etat met dans certains pays, à la disposition des parties, des procédures pour régler leurs conflits, mais ce n'est qu'une invite, et il laisse aux intéressés la responsabilité de fixer les conditions de salaires et de travail. Dans d'autres pays, c'est lui-même qui prend cette responsabilité, en intervenant directement et par le moyen de l'arbitrage obligatoire.

Depuis l'instauration de ces procédures, elles ne servent plus uniquement à prévenir les conflits sociaux, mais surtout à instaurer une politique des salaires. On a reconnu qu'elles pouvaient jouer un rôle non seulement social, en aidant au maintien de la paix dans le monde du travail, mais aussi un rôle économique en assurant un équilibre entre les salaires et les prix.

Cette évolution influença les diverses réglementations des conflits qui se modifièrent sur plusieurs points. On vit apparaître une extension des sentences arbitrales à l'ensemble des employeurs ou salariés d'une même profession, et des éléments de contrainte furent instaurés dans la procédure. Enfin, pour mieux arriver à une exécution des sentences rendues, des sanctions d'ordre civil et d'ordre pénal, furent même établies.

Nous allons ainsi pouvoir constater qu'il existe deux courants dans les législations d'avant-guerre. L'un, qui décide que les obligations résultant des sentences arbitrales relèvent du domaine juridique des contrats ordinaires, et dépendent en conséquence du droit privé. L'autre, qui abandonne totalement le terrain du droit privé, pour s'orienter vers le droit public ; il affirme que les décisions rendues lient les intéressés, et il instaure des sanctions pénales garantissant régulièrement leur exécution.

Nous précisons, dans deux chapitres distincts, les législations où les sentences arbitrales présentent le caractère de droit privé, et celles où elles présentent le caractère de droit public.

Chapitre I

Législations reconnaissant aux Sentences Arbitrales des Effets de Droit Privé

Dans ces législations, les sentences produisent des obligations de fait et de droit, dépendant de la libre détermination des parties. Sans l'acceptation des parties ou leur soumission préalable, il n'y a qu'une simple proposition de l'organisme officiel.

L'organisme de conciliation et d'arbitrage invite les parties à régler leurs rapports sur la base de cette suggestion. Les obligations ainsi créées ne relèvent que du droit civil.

Il y a d'ailleurs à l'intérieur de ce groupe de législations, des différences de degré. Dans certaines, aucune création d'obligation ne peut être imposée par voie juridique et tout dépend du bon vouloir des parties, dans d'autres, l'acceptation des sentences arbitrales, crée des obligations absolument identiques à celles découlant ordinairement des contrats.

Dans l'ensemble de ces pays, les décisions arbitrales sont des actes provenant de corps officiels, n'entraînant d'obligations qu'à la suite d'une libre détermination des parties directement intéressées.

I

Angleterre

Le système actuel anglais est le résultat du libéralisme économique traditionnel de ce pays adapté aux nécessités de la vie sociale. L'initiative privée y joue un rôle important, et se base sur l'opinion publique qui, comme on le sait, est très respectueuse des conventions.

Aussi, avant d'envisager l'étude spéciale qui nous intéresse, convient-il de préciser les règles très générales dominant ce droit.

Il est constitué, soit par la loi, c'est-à-dire les Acts of Parliament (Statute law), soit par la jurisprudence (Case law) des Cours Supérieures.

Les Cours de justice se divisent en deux catégories, les Cours Supérieures seules autorisées à dire le droit et dont la compétence n'est limitée ni territorialement, ni par la valeur de l'objet du litige, et les Cours Inférieures aux décisions nullement impératives en dehors de leur circonscription et à la compétence limitée par une certaine somme.

Les premières sont : la Chambre des Lords (House of Lords) juridiction la plus haute de Grande-Bretagne, le Comité Judiciaire du Conseil Privé (Judicial Committee of the Privy Council) Cour d'Appel contre les décisions judiciaires des Dominions, la Cour Supérieure (Supreme Court) se divisant en une Cour d'Appel (Court of Appeal) qui reçoit les appels de la Haute-Cour de Justice et une Haute-Cour de Justice (High Court of Justice) qui est la plus haute juridiction de 1^{re} instance.

Les Cours Inférieures comprennent : les Cours de Comté (County Courts) jugeant les affaires civiles de peu d'importance, les Cours de juridiction sommaire (Courts of Summary jurisdiction) destinées à punir les infractions aux lois ouvrières, les Cours de sessions trimestrielles (Courts of Quarter Sessions) connaissant parfois certains appels de personnes ayant commis des infractions aux lois ouvrières.

En dehors de ces Cours de Justice, il existe des Tribunaux fondés dans le but très défini de résoudre certains conflits provenant de l'application de la législation ouvrière. Ce sont : le Tribunal Industriel (Industrial Court) créé par l'Industrial Court Act 1919 (2), la Cour des Référés (Court of Referees), et la Cour instituée par le National Health Insurance Act. Leurs décisions ne constituent pas une déclaration de droit impérative, quoique publiées par le Gouvernement comme celles des Cours Supérieures.

Ainsi, parmi les diverses juridictions anglaises nous pouvons en remarquer certaines qui sont compétentes en matière de conflits de travail. Mais comme nous allons le voir c'est grâce à une organisation de conciliation et d'arbitrage due à l'initiative privée et à un mouvement législatif postérieur, que sont résolues les difficultés découlant des conflits collectifs.

C'est en 1891 qu'une Commission royale fut désignée pour la première fois afin d'étudier cette question. Elle constata l'existence de huit méthodes employées par les particuliers pour résoudre ces conflits. Ses travaux aboutirent au vote de la loi de 1896 qui vint

(2) B. I. T. *Revue Internationale du Travail*, 1921. « Le Tribunal industriel britannique », par Lord Amulree.

codifier ces diverses méthodes et instituer une procédure de conciliation sous les directives du Ministre du Travail, qui est encore en vigueur de nos jours.

En 1915 la loi sur les « Munitions de guerre », instaura l'arbitrage obligatoire, mais celui-ci disparut en 1918.

Actuellement, existent divers systèmes, les uns officiels, les autres non officiels. Les premiers comprennent le système de la conciliation organisé par la loi de 1896, le Tribunal Industriel (Industrial Court) de la loi de 1919, et la méthode employée dans les chemins de fer instaurée par une loi de 1921.

Parmi les autres organismes non officiels, se trouvent les Comité Whitley à forme tripartite (Comités d'usine, conseils de districts, conseils industriels nationaux) (3), et un certain nombre de systèmes particuliers à certaines industries (coton, fer et acier, chaussures).

Jusqu'à la guerre de 1939, le pays tout entier était toujours favorable aux méthodes de liberté de même qu'à l'organisation méthodique des trade-unions.

La législation anglaise attend des parties qu'elles exécutent loyalement les décisions, une fois que celles-ci sont rendues. Elle s'en remet à leur honneur et à leur sens civique.

L'arbitrage est facultatif : c'est la clef de voûte de la première partie de l' « Industrial Court Act » de 1919. Il n'existe pas de dispositions de la loi pénale sanctionnant le refus de se conformer à la sentence, cependant dans certains cas, l'autre partie peut avoir à sa disposition des sanctions civiles en intentant une action devant les Cours locales.

C'est ainsi que dans un espèce particulière la Cour Industrielle (Industrial Court) avait accordé une avance sur les salaires qu'un employeur avait négligé de verser, et qu'un employé (membre de l'Union des travailleurs) poursuivit ses employeurs en paiement de cette avance devant le tribunal du shériff de Kilmarnock. Le shériff Robertson décida que l'employé avait droit à la recouvrer, du fait que les parties, en acceptant l'arbitrage, avaient consenti à se conformer à la décision de la Cour pendant la durée du contrat de travail, lequel était en vigueur au moment des faits ci-dessus. (Kilmarnock Standard, 2 avril 1921) (4).

Quand la Cour Industrielle ordonna une réduction des salaires, et que les employés se mirent en grève sans en avoir dûment averti les employeurs qui payaient les gages conformément à la décision de la Cour, ceux-ci engagèrent la procédure prévue par l' « Employers and Workmen Act » de 1875 devant la « Summary Jurisdiction » à Newcastle-Sur-Tyne, en paiement de dommages-intérêts pour rupture de contrat de travail. Les employés objectèrent

(3) « The Whitley Councils Scheme », par Seymour J., Londres 1932.

(4) « The Industrial Court, practice and procedure », London 1923.

que les dirigeants de leur Syndicat avaient agi sans y être qualifiés, en soumettant la question de la réduction des salaires à la Cour Industrielle. La Cour de « Summary Jurisdiction » décida que les dirigeants du Syndicat avaient agi dans les limites de leurs pouvoirs, et qu'en conséquence, les employeurs avaient le droit de réduire les salaires conformément à la décision de la Cour Industrielle, et que les employés ayant commis une rupture de contrat devaient ces dommages-intérêts. (Newcastle Daily Chronicle, 12 août 1922).

Les décisions de la Cour Industrielle ne sont pas susceptibles des sanctions de l'« Arbitration Act » de 1889, cette loi ne visant en aucune manière la Cour, ni le « Conciliation Act » ou l'« Industrial Court Act ». Il n'y a pas non plus de dispositions pénales applicables contre une personne refusant de se soumettre aux termes d'une décision. Cependant, si une décision est acceptée ou exécutée, elle équivaut à une condition ou à une disposition du contrat de travail (5).

Il est un fait très significatif à observer : c'est que sur les 1.400 décisions prises par la Cour depuis sa création, il n'y a que deux ou trois exemples de cas où une décision a été rejetée (6).

Dans ces cas de refus, les tribunaux locaux ont décidé que la partie lésée par ce refus avait droit à une réparation civile, attendu qu'en se soumettant à l'arbitrage, les deux parties avaient contracté l'obligation de s'en tenir à ses termes. Cette position prise par les Tribunaux peut être considérée comme exacte juridiquement, bien que la question n'ait jamais été portée devant une juridiction supérieure pour y recevoir une solution définitive.

« A moins que la volonté des parties de s'en tenir aux décisions de la Cour d'arbitrage ne soit présupposée ; dans tous les cas, l'arbitrage est inefficace pour aplanir les conflits du travail. » (Débats parlementaires, Ch. des Communes, 26 juillet 1922).

Au point de vue pratique, cette position est entièrement contraire à la tendance des trade-unions britanniques, dont la forte opposition à l'arbitrage obligatoire a forcé le législateur de l'« Industrial Court Act » à en retirer toutes les dispositions impératives. « Accepter des obligations morales strictes tout en refusant toute responsabilité civile pour leurs Conventions, reste une coutume générale comme en 1919. »

(5) « Industrial Arbitration in Great Britain », Lord Amulree, Oxford 1929, p. 479.

(6) « British Methods of Industrial peace », p. 170, New-York 1936 (Université de Columbia). Dans la décision n° 422, la Cour accordait une avance de 5 shillings par semaine aux tisseurs d'Ecosse ; les employés de Kilmarnock refusèrent de l'accepter.

Dans la décision n° 727, la Cour accordait une réduction considérable sur les salaires dans l'imprimerie ; les ouvriers imprimeurs de Newcastle se mirent en grève contre ces réductions.

Ces deux derniers cas furent portés devant le Tribunal local qui décida que les décisions de la Cour Industrielle liaient les parties.

II

Allemagne

Le régime du travail, et l'organisation des tribunaux du Travail en Allemagne, ayant été absolument transformés par la loi du 20 janvier 1934 (7), nous devons envisager successivement la législation ayant précédé cette réorganisation et celle régissant actuellement le monde du travail.

Les textes en vigueur avant 1934 (8) décidaient que les différends collectifs pouvaient faire l'objet d'une conciliation et d'un arbitrage, alors que les différends individuels relevaient uniquement de la loi du 23 décembre 1926 (9).

La conciliation était, selon la loi, « l'aide apportée à la conclusion de conventions collectives ». Le droit ne faisait aucune distinction entre la conciliation et l'arbitrage. La procédure à suivre était une combinaison de ces deux systèmes. Ordinairement, on la faisait relever de l'ordre administratif.

La sentence devait contenir en elle un modèle de convention collective, afin que si les parties l'acceptaient, ou si elle était rendue obligatoire, elle puisse immédiatement être applicable.

Lorsque ces deux possibilités ne se produisaient pas, la sentence n'avait aucune valeur et cette proposition pouvait seulement servir de base à de futurs pourparlers.

La sentence arbitrale, rendue publique, devait être proposée aux parties. Dans le cas où celles-ci l'acceptaient, elle équivalait à un contrat collectif entraînant des droits et des devoirs réciproques relevant du droit civil, et elles ne s'appliquaient qu'aux parties intéressées.

Dans le cas, au contraire, où elles refusaient de l'accepter, aucune obligation ne pouvait en découler.

Cette sentence comportait ainsi une proposition de convention collective, qui n'existait que par l'acceptation des parties ou à cause de leur accord préalable.

En général, la sentence n'était pas obligatoire, et elle avait besoin, pour le devenir, d'une acceptation expresse des parties dans les délais prévus (10). Mais, exceptionnellement, cette sentence pouvait être déclarée exécutoire, « à condition que la réglementation

(7) B. I. T. Série législative 1934. All. 1.

(8) Décret du 30 octobre 1923 et loi du 23 décembre 1926. (B.I.T. Série législative 1926. All. 8).

(9) Cette loi institua les Tribunaux du Travail. Sa nouvelle rédaction date du 10 avril 1934. (B.I.T. Série législative, 1934, All. 5).

(10) Un régime sensiblement identique existait à Dantzig. (B.I.T. Série législative 1930. Dent. 1).

qu'elle renferme, apparaisse, en prenant considération des intérêts des deux parties, comme conforme à l'équité, et que son exécution soit réclamée par des motifs économiques et sociaux. » Elle constituait alors un contrat collectif imposé par l'Etat et reposant sur des mesures de contrainte.

Dans certaines circonstances, le Ministre du Travail du Reich pouvait, par une déclaration d'autorité, l'étendre à un plus grand nombre d'individus. Mais si c'était par une intervention ressortissant du droit public que de telles conséquences juridiques apparaissaient, toutefois ces conséquences continuaient à relever du droit privé (11).

Une nouvelle procédure pour une même affaire ne pouvait être engagée que si tous les intéressés étaient d'accord, si l'état des choses avait changé, ou lorsque le bien public le réclamait. Les tribunaux civils et les tribunaux du travail étaient obligés de les respecter, sauf si elles n'avaient aucune valeur juridique à cause d'un vice rédhibitoire (12). Le problème de l'exécution des sentences arbitrales était le même que celui des conventions collectives. La partie qui ne respectait pas le contrat pouvait être assignée en paiement de dommages-intérêts devant un Tribunal du Travail.

Actuellement, la réglementation du III^e Reich sur l'organisation du travail national (13) a changé l'aspect du problème tel qu'il se présentait sous la République de Weimar. Les nouveaux principes appliqués transforment totalement l'ancien régime.

La lutte des classes disparaît avec les organisations ouvrières et patronales désormais interdites. Les travailleurs intellectuels et manuels du Reich ne forment plus qu'un seul et même bloc : le Front Allemand du Travail. A l'intérieur des entreprises, les conditions du travail ne sont plus établies par des conventions collectives (œuvre des associations patronales et des syndicats ouvriers dissous), elles le sont par des règlements collectifs obligatoires édictés par les Commissaires du Travail (14) et par des règlements d'entreprise fixés par le chef de l'entreprise suivant leurs directives.

La nouvelle législation sociale s'inspire du principe qu'il existe une communauté d'entreprise entre le chef d'entreprise (Führer) et ses compagnons (Gefolgschaft). Entre eux doivent persister des rapports de confiance ; aussi, quelques compagnons sont-ils placés auprès du Chef pour le renseigner et constituer sous sa direction le Conseil de Confiance (Vertrauensrat).

(11) B.I.T. Etudes et Documents, série A (Vie Sociale), n° 34. Genève 1933, p. 274.

(12) B.I.T. Recueil International de Jurisprudence du Travail, 1929. Allemagne N^{os} 16 et 24.

(13) B.I.T. Série législative, 1934, All. 1.

(14) L'Allemagne est divisée en quatorze régions économiques et à la tête de chacune d'elles se trouve un Commissaire du travail chargé de veiller au maintien de la paix sociale. Leurs fonctions sont multiples et très importantes.

Le Chef a le devoir de veiller sur le bien-être de son personnel qui, à son tour, doit le servir loyalement. Les rapports de fidélité entre eux sont basés sur l'honneur social protégé par les Tribunaux d'Honneur Social. En cas d'infraction grave à cet honneur, des sanctions sont prévues. Ce sont : l'avertissement, le blâme, l'amende disciplinaire dont le maximum est de 10.000 reichmarks, le retrait de la capacité d'être Führer ou homme de confiance, le retrait de l'emploi occupé (15). Les jugements de ces tribunaux peuvent être frappés d'appel devant la Cour d'Honneur du Reich.

Les différends collectifs ont ainsi disparu avec l'établissement de cette nouvelle législation. Les difficultés sont aplanies non seulement par le Commissaire du Travail mais par les bureaux de consultation juridique institués par le Front du Travail, dans le but de fournir gratuitement, aux employeurs et salariés, des avis sur les questions ayant trait à leurs rapports.

Un terrain de conciliation est toujours indiqué ou ordonné et les conflits s'éteignent dès leur naissance. Le nombre même des différends individuels n'a fait que diminuer depuis l'apparition de ces procédures, et les tribunaux du travail (Tribunaux du travail de 1^{re} instance, d'appel, et le Tribunal du travail du Reich) ont vu sérieusement diminuer le nombre des cas litigieux portés devant eux. Les deux tiers des affaires sont réglés grâce à la conciliation ; un tiers seulement aboutit à une solution judiciaire.

III

Etats Scandinaves

Le Danemark, la Suède et la Norvège présentent au point de vue social de telles similitudes, qu'il convient de traiter ensemble les solutions apportées dans ces divers pays aux problèmes arbitraux (16).

A part l'industrie sidérurgique suédoise, la base de leur vie économique se compose de l'exploitation de leurs ressources agricoles et forestières. Malgré cet aspect spécial de leur population ouvrière, dès la fin du siècle dernier, ces Etats possédaient de très fortes organisations patronales et ouvrières comprenant la presque totalité des employeurs et salariés. La conclusion des conventions collectives en était ainsi grandement facilitée.

Toutes ces législations effectuent une distinction entre les conflits de « droits existants » ou « conflits justiciables », c'est-à-dire ceux ayant trait à l'interprétation, à la validité ou à la violation

(15) B.I.T. Recueil International de jurisprudence du travail 1935-1936, Allemagne, n° 12.

(16) B.I.T. Série législative, 1927, Dan. 1, 1931, Nor. 1, Sué. 4.

d'une convention collective, et les conflits « d'intérêts » se rapportant à la conclusion, au renouvellement ou à la modification d'une convention collective.

Les solutions de ces divers conflits étant soumises approximativement aux mêmes règles dans ces différents pays, étudions les textes actuellement en vigueur au Danemark.

Alors que les conflits collectifs « d'intérêts » se résolvent grâce à un système gouvernemental de conciliation régi par la loi du 28 février 1927, les conflits « justiciables » sont portés soit devant les organismes conventionnels d'arbitrage, soit devant un tribunal arbitral permanent institué par la loi du 4 octobre 1919 (17), modifiée par celle du 18 janvier 1934, amendée le 20 mars 1940 (18).

A diverses reprises, notamment en 1937, le Parlement a été amené à imposer à titre provisoire l'arbitrage obligatoire dans les conflits collectifs d'intérêts, risquant de paralyser la vie économique. C'est ainsi qu'une loi du 8 avril 1937 a conféré force exécutoire à une proposition de conciliation faite par le Conciliateur officiel (19).

En 1939, un nouveau conflit du travail a été encore réglé grâce à l'intervention de l'Etat, mais à cette occasion le porte-parole du parti radical, en demandant le vote du projet de loi rendant la proposition du conciliateur obligatoire pour les deux parties, a déclaré que ce recours réitéré à l'intervention de l'Etat était de nature à créer un précédent qui tôt ou tard aboutirait à l'institution de l'arbitrage obligatoire (*Politiken*, Copenhague, 11 et 31 mars 1939) (20).

En dehors de ces interventions qui, comme nous le voyons, tendent à se multiplier, lorsque les négociations n'ont pas abouti et que des propositions d'accord ont été faites par le conciliateur, celles-ci ne sont pas obligatoires.

Par contre, les sentences du Tribunal d'arbitrage sont obligatoires, et leur exécution est déterminée par les règles concernant l'exécution des jugements des tribunaux ordinaires.

(17) B.I.T. Etudes et documents. Série A (Vie Sociale) N° 34. Genève 1933, p. 393.

(18) B.I.T. Année sociale 1939-1940, p. 280.

(19) B.I.T. Année sociale 1937-1938, p. 484. Le même cas s'est produit en Norvège dans l'industrie forestière en novembre 1938 : année sociale 1938-1939, p. 322.

(20) B.I.T. *Informations sociales*, n° 5, 1^{er} mai 1939. Le différend était né à Copenhague, dans l'imprimerie. La proposition du conciliateur officiel acceptée par les employeurs fut repoussée par la moitié des travailleurs. L'essai de rapprochement des deux thèses aboutit à un échec : aussi, le Gouvernement décida-t-il d'intervenir pour éviter la grève annoncée. Il déposa un projet de loi rendant la proposition obligatoire pour les deux parties et interdisant les lock-out et les grèves dans les professions et pour la période couverte par cette proposition. Les deux Chambres l'acceptèrent dans la journée, à cause de la proximité des élections et de la désastreuse impression qu'aurait causée le conflit.

IV

Etats-Unis

Il existe dans cet Etat fédéral une juxtaposition de Cours d'Etats et de Cours fédérales diversement compétentes pour le règlement des litiges relatifs aux droits du travail.

Les premières ont une compétence générale, mais les secondes n'ont d'autres pouvoirs que ceux qui leur ont été octroyés par la Constitution et par les lois du Congrès.

Les Cours d'Etats comprennent : les justices de paix (justices of the peace), les Cours de cité et de comté (City and County Courts), les Cours d'Appel et les Cours Suprêmes (Appellate and Supreme Courts). Leur nombre et leur compétence sont variables suivant les Etats.

Les Cours fédérales se divisent en Cours de district (District Courts), Cours d'Appel de circuit (Circuit Courts of appeal), et Cour Suprême (Supreme Court) siégeant à Washington.

Pour résoudre les conflits collectifs du travail (Collective disputes), les quarante-huit Etats autonomes des Etats-Unis possèdent des conseils de médiation, de conciliation ou d'arbitrage variés (Boards of mediation and conciliation or arbitration).

Ce sont soit des organismes officiels, soit des organismes non officiels créés dans certaines industries et dans de nombreuses entreprises particulières.

Les organismes officiels comportent des Conseils créés dans les différents Etats, un service fédéral de conciliation, et une loi relative au règlement des conflits dans les entreprises de chemins de fer.

En général, ces organismes ne sont mis en action qu'à la requête des parties intéressées. Leurs sentences arbitrales lient les parties, mais « plutôt en raison de la force du compromis d'arbitrage qu'en raison de leur qualité de décision judiciaire » (21).

Malgré l'existence de toutes ces réglementations, l'opinion américaine aime mieux cependant prévenir les conflits dès leur origine, en pratiquant une politique de paiement de hauts salaires (22), et en créant un esprit de coopération entre employeurs et salariés en vue d'accroître le rendement de la production.

(21) Recueil International de Jurisprudence du Travail 1937-1938, « Etats-Unis ».

(22) « L'évolution de la législation sur le salaire minimum aux Etats-Unis », Alice S. Cheyney, *Revue Internationale du Travail*, juillet 1938, p. 27.

« La loi du 24 octobre 1938 sur les normes de travail équitables », Elmer Andrews, *Revue Internationale du Travail*, novembre 1939, p. 665.

A la suite de l'adoption de la loi de redressement industriel national (National Industrial Recovery Act), du 19 juin 1934, il apparut nécessaire de créer de nouvelles institutions pour régler les conflits du travail pouvant en découler. Ainsi virent le jour, en 1935, le Conseil national des relations industrielles (National labor board) et ses offices régionaux. Cette institution est venue se superposer aux autres et réaffirmer le caractère civil des obligations naissant des sentences rendues. Elle fut calquée sur la loi du 20 mai 1926, modifiée le 21 juin 1934, qui tendait à assurer un règlement rapide des différends du travail dans les entreprises de transport.

Ces lois stipulent que les sentences doivent être rendues par écrit et qu'une copie doit en être fournie aux parties en conflit. Elles ont un caractère définitif et obligatoire. En cas de discussion au sujet de leur interprétation, la division du Conseil, sur requête de l'une des parties, devra interpréter la sentence à la lumière du différend.

Lorsqu'une sentence est prononcée par une division du Conseil en faveur du requérant, cette division devra rendre une ordonnance à l'adresse de l'entreprise de transports, en vue de faire porter effet à la sentence et, le cas échéant, de faire régler les sommes dues. « Lorsqu'une entreprise de transports ne se conforme pas à une ordonnance de division du Conseil dans le délai fixé par ladite ordonnance, le requérant ou toute personne au bénéfice de laquelle ladite ordonnance a été rendue, pourra présenter, au Tribunal de district, une requête indiquant brièvement les motifs pour lesquels il sollicite réparation, ainsi que l'ordonnance de la division du Conseil concernant l'affaire. Ledit procès devant le Tribunal de district sera conduit, à tous égards, comme les autres procès civils. » (23).

Le caractère prédominant dans l'ensemble de ces réglementations, est l'absence de méthodes obligatoires.

Au cours de ces dernières années, on peut constater, en Amérique, une diminution du nombre des conflits, mais il semble que ce progrès soit dû plutôt à une bonne direction de la main-d'œuvre et à une meilleure collaboration entre patrons et ouvriers, qu'à un développement des organismes de conciliation et d'arbitrage.

(23) B.I.T. Série législative, 1928. E. U. A. I.; 1934, E. U. A. I.

V

Pologne

Ce pays ne possède une réglementation générale que pour les conflits individuels du travail, et seulement depuis 1934 (24).

Quant aux conflits collectifs, il faut distinguer si l'on se trouve sur les territoires ayant appartenu à la Prusse avant 1914 ou sur ceux ayant été soumis à la Russie et à l'Autriche.

Pour les premiers, c'est la législation allemande qui s'applique. Pour les autres, des comités d'arbitrage sont convoqués par les Inspecteurs du travail lorsque les parties s'engagent à accepter la sentence qu'ils rendront. Ils le sont aussi, régulièrement, lorsqu'à la demande d'une seule des parties ils sont saisis des différends concernant l'inobservation d'un accord précédemment conclu, ou de l'exécution d'une sentence arbitrale prononcée antérieurement. Toute la procédure est gratuite.

La sentence qu'ils rendent est exécutoire, et ses dispositions présentent un caractère obligatoire ne pouvant pas être fixé pour une période de temps supérieure à douze mois. Les règles du droit civil garantissent l'exécution des obligations stipulées.

Parallèlement à cette procédure d'arbitrage, il en existe une autre, s'appliquant spécialement à l'agriculture et obéissant sensiblement aux mêmes règles (25). Une seule différence importante : le caractère obligatoire de cette procédure, lorsque les différends collectifs entre ouvriers agricoles et employeurs n'ont pas pu être réglés par accord entre les parties.

Les arrêts rendus par le Comité d'arbitrage, ainsi que les accords à l'amiable conclus devant lui, seront exécutoires. Dans le cas où il serait nécessaire d'exécuter une décision du comité d'arbitrage, la partie intéressée, en vue d'obtenir un titre exécutoire, présentera une copie de l'accord à l'amiable ou de l'arrêt, certifiée par l'Inspecteur du travail, au tribunal qui aurait été compétent pour régler le différend. Celui-ci, après vérification de la compétence, de la procédure et de l'application de la loi, rend sa décision dans les quatorze jours suivant la requête.

Une loi du 14 avril 1937 a amendé l'ordonnance du 27 octobre 1933 et a stipulé que : « Si le Ministre de l'Assistance Sociale estime que la sentence de la Commission d'arbitrage a une importance économique prépondérante dans la branche d'activité qu'elle vise, il peut après entente avec le Ministre de l'Industrie et du

(24) B.I.T. Série législative, 1934, Pol. 3.

(25) B.I.T. Série législative, 1931, Pol. 4.

Commerce, et sur proposition de l'une des parties à la procédure, prendre un décret déclarant cette sentence obligatoire dans la branche d'activité visée, pour tout le territoire auquel elle s'applique, ou pour la partie de ce territoire pour laquelle elle présente une importance considérable. » (26).

Un tel décret oblige tous les employeurs et travailleurs à appliquer la sentence dans les contrats individuels de travail.

Le Ministre de l'Assistance sociale a pris, le 31 mai 1937, un arrêté portant règlement d'application de la loi du 14 avril 1937 (27) sur les Commissions d'arbitrage pour le « règlement des différends collectifs entre employeurs et salariés dans l'industrie et le commerce. »

Il établit la même distinction que celle que nous avons constatée dans la législation des Etats scandinaves. Il décide que les conflits naissant de l'interprétation ou de l'application des conventions collectives (conflits collectifs juridiques) sont de la compétence des Tribunaux de travail, mais stipule que seuls les conflits collectifs du travail proprement dits, s'élevant à propos de la conclusion des conventions collectives (conflits économiques), peuvent être déferés par lui aux Commissions d'arbitrage.

Comme nous pouvons le constater, la législation polonaise avait besoin d'une loi d'une portée générale et applicable à l'ensemble du pays. Les nouveaux textes en vigueur marquaient déjà un progrès, mais il était nécessaire qu'un projet de loi fut établi et présenté aux Chambres. C'était d'ailleurs une des réformes réclamées par l'opinion générale avant le grand cataclysme de 1939.

VI

Suisse

Une loi du 12 juillet 1939 (28) sur les « rapports collectifs du travail » institue dans chaque Canton un office cantonal de conciliation pour solutionner les différends collectifs entre employeurs et salariés. Avant son apparition, les offices de conciliation n'existaient que dans quelques cantons. Actuellement, les parties à un différend collectif peuvent dans chaque cas charger l'Office de trancher leur différend par une sentence arbitrale qui les lie.

Les offices fonctionnent comme tribunaux arbitraux ; ils sont saisis soit par les deux parties, soit par une seule, ou même par le Gouvernement. La sentence prononcée doit être communiquée

(26) B.I.T. *Année sociale*, 1936-37, p. 464.
(27) B.I.T. *Année Sociale*, 1937-1938, p. 491.
(28) B.I.T. *Année Sociale*, 1939-1940, p. 282.

immédiatement et verbalement aux parties, elle ne leur est signifiée par écrit que par la suite, et on peut la publier dans un journal officiel local.

Cette publication a lieu sur la demande de l'une des parties, ou sur celle de l'office lui-même si elle est d'intérêt public.

La sentence est considérée comme un contrat obligatoire, soit que les parties aient décidé de s'y soumettre à l'avance, soit qu'elles l'acceptent une fois prononcée. Dans divers cantons, on lui fait même produire d'autres effets plus importants, en décidant qu'elle dispose de la force exécutoire comme constituant une décision judiciaire (29).

Cependant, lorsqu'elle n'a été rendue que sur l'intervention d'une seule partie, la sentence ne pourra produire aucun effet, et ne présentera aucun caractère obligatoire si l'autre partie refuse de l'accepter lors de son prononcé.

Pour arriver à produire une certaine influence, ces sentences ne disposent donc en général que d'un recours à l'opinion publique, au moyen de leur publication.

(29) Dans le canton de Genève, un arrêté du 11 mars 1936 a codifié les arrêts antérieurs sur l'Office cantonal de conciliation, et a stipulé que les parties peuvent, d'un commun accord, charger cet Office de trancher leur différend par une sentence arbitrale qui sera assimilée à un jugement rendu par les Tribunaux de droit commun sans toutefois qu'un appel soit possible.

B.I.T. *Année Sociale*, 1936-1937, p. 464 et 452.

Chapitre II

Législations reconnaissant aux Sentences Arbitrales des Effets de Droit Public

Le problème de la conciliation et de l'arbitrage dans ces pays, est résolu par une réglementation officielle, qui fait appel d'une façon très variable à l'intervention de l'Etat et aux principes de l'obligation.

Les décisions rendues vont lier les intéressés, et leur exécution sera assurée par de nombreuses garanties, dont les plus importantes consisteront en des sanctions pénales. Nous pénétrons ainsi en une législation toute empreinte de principes de droit public, où l'Etat intervient avec toutes les mesures de contrainte dont il peut disposer, pour forcer le débiteur récalcitrant à exécuter ses obligations.

I

Australie

La conciliation et l'arbitrage des conflits collectifs du travail ont été considérés par les milieux politiques et industriels australiens, comme une question de tout premier plan.

Il existe parallèlement au système fédéral, des systèmes particuliers à chacun des six Etats dont se compose cette République. Leur mécanisme est très complexe et en perpétuelle transformation (1).

(1) « Industrial Arbitration », par Mc Cawley, Thomas William. Imprimerie de l'Etat, 1924, Brisbane.

Le « pouvoir arbitral » est partagé entre, d'une part la Cour fédérale d'arbitrage (ne pouvant connaître que certains conflits et notamment ceux dépassant les limites d'un Etat), et d'autre part, les cours arbitrales des divers Etats compétentes pour régler les conflits s'élevant à l'intérieur de leurs frontières.

Nous ne prendrons en considération que le système de la loi fédérale de conciliation et d'arbitrage (Commonwealth conciliation and arbitration act), telle qu'elle se présente à nous après sa vingtième modification depuis 1904.

Elle prévoit la constitution de tribunaux de conciliation et d'arbitrage. Ces tribunaux pourront fixer pour toute inobservation d'une clause d'une sentence, une amende maximum ne dépassant pas cent livres « pour une organisation ou un employeur n'étant pas membre d'une organisation liée par la sentence », ou dix livres « pour un membre isolé d'une organisation ».

Chacune de ces amendes peut donner lieu à des poursuites intentées, soit par le greffier ou un Inspecteur du travail, soit par une organisation qui est lésée, ou dont certains membres sont lésés par suite de l'inobservation de la sentence, soit enfin par toute partie à la sentence.

Lorsqu'un tribunal inflige une amende, il peut ordonner que cette amende, ou une partie de celle-ci, soit versée au « Consolidated Revenue Fund », ou à l'organisation, ou à l'une des parties.

Dans le but d'assurer l'observation de cette sentence, une procédure pourra être engagée en vue de saisir les biens d'une organisation, ou les biens dont elle a l'usufruit, « qu'ils soient confiés à des fidéicommissaires ou détenus d'une autre manière, comme si l'organisation était une personne morale et propriétaire sans restriction des biens ou usufruit. »

Lorsque les biens saisis s'avèrent insuffisants pour couvrir entièrement les frais de la procédure d'exécution de la sentence, les membres de l'organisation seront tenus de combler le déficit, dans la limite des amendes maxima prévues.

« Le Tribunal, la Haute-Cour ou un de ses juges, un Tribunal de Comté, de District ou un Tribunal local pourra, à la demande d'une partie de la sentence, rendre une ordonnance de la nature d'un commandement (mandamus), ou d'une interdiction (injunction), en vue d'assurer l'observation de la sentence, d'empêcher sa violation ou d'interdire à une organisation ou personne, de commettre ou de continuer à commettre une infraction à la sentence, sous peine d'amende ou d'emprisonnement ; aucune des personnes auxquelles une telle ordonnance s'applique, ne devra, après avoir reçu notification écrite de l'ordonnance, se rendre coupable d'une infraction à la sentence par un acte ou une omission. » (2).

(2) B.I.T. Série législative, 1928, Austr. 2.

En cas de non respect de cette ordonnance, les délinquants seront punis d'une amende de cent livres ou de trois mois d'emprisonnement.

En plus de ces condamnations, toute personne reconnue coupable d'une infraction à une sentence, sera passible, après avoir été entendue, de certaines incapacités.

Elle ne pourra plus jouir de tous les droits, privilèges, bénéfices et avantages prévus par la loi, elle cessera d'être membre ou fonctionnaire de toute organisation ou de toute association, elle perdra en plus tous droits acquis, ou en voie d'acquisition à un paiement sur les fonds d'une organisation, et le fait de recevoir un tel paiement entraînera pour elle ainsi que pour l'organisation, une sanction de 20 livres d'amende. Le Tribunal pourra ordonner la levée de ces incapacités s'il le juge opportun.

Dans certains cas, des Inspecteurs pourront même être nommés, en vue d'assurer la stricte application de ces sentences.

La multiplication des compétences des juridictions fédérales et des juridictions d'Etats présente de grands inconvénients pour l'unité de la jurisprudence arbitrale ; aussi, de nombreux essais furent tentés par le Gouvernement du Commonwealth afin d'établir un « common rule ». Malheureusement, ce fut un échec perpétuel et ces efforts restèrent infructueux à cause du particularisme de certains Etats (3).

II

Argentine

La vie économique de l'Argentine a souvent été secouée par les conflits du travail, qui y prenaient de dangereuses proportions à cause de l'absence d'une réglementation légale de la conciliation et de l'arbitrage. Ce ne fut qu'en 1935, qu'une telle législation vit le jour. Une loi avait bien été édictée en 1921 pour créer un département national du Travail s'appliquant à la capitale fédérale et aux Etats fédérés, mais elle n'avait obtenu que très peu de résultats.

La loi n° 2.426 du 2 janvier 1935 sur le régime légal du travail est venue instaurer en matière de conflits collectifs du travail une procédure de conciliation et d'arbitrage. Ce texte stipule que les sentences arbitrales sont sans appel et obligatoires pour les parties (4). Leur inobservation entraîne les mêmes sanctions que celles prévues pour défaut de demande de médiation et de conciliation au Conseil régional.

(3) B.I.T. *Année Sociale*, 1937-1938, p. 482.

(4) « Cronica Mensual del departamento nacional del Trabajo », année 1935, Buenos-Ayres.

B.I.T. *Année Sociale*, 1935-1936, p. 447.

Les employeurs pourront être condamnés à une amende de 100 à 2.000 pesos, suivant l'importance de l'établissement où s'élève le différend, et on devra tenir compte pour sa fixation, de la fortune du récalcitrant, ainsi que du nombre d'ouvriers employés et du caractère du différend. Elles sont infligées par le Directeur régional.

Les associations, centres, ou groupements professionnels ayant la personnalité juridique pourront la perdre, et seront rayés en conséquence, du registre ou fichier des associations professionnelles. Lorsqu'il s'agira d'associations, centres ou groupements professionnels sans personnalité juridique, ayant un caractère permanent et constitués antérieurement au conflit, ou constitués exclusivement en vue du conflit, leur déchéance comme organisme corporatif sera possible, avec mention de ce fait au département provincial du travail.

Il en est approximativement de même dans les législations du Travail du Brésil, du Chili, du Pérou et de la Chine, qui prévoient toutes de sévères amendes et de nombreuses déchéances professionnelles, en cas de non exécution des sentences arbitrales.

III

Grèce

Il faut attendre le décret-loi du 21 avril 1926 avant de constater en Grèce l'apparition d'une procédure de conciliation et d'arbitrage en matière de conflits collectifs du travail (5). Celle-ci est identique pour les ouvriers et les employés, lors de la réunion de la Commission de conciliation spéciale prévue pour chaque conflit collectif, de même que pour tout le déroulement de la phase de la conciliation.

Par contre, l'arbitrage facultatif des conflits concernant les ouvriers se passe devant l'une des six Commissions permanentes d'arbitrage ouvrier créées par la loi. Quant aux conflits entre patrons et employés, ils relèvent d'une seule Commission permanente d'arbitrage spéciale établie à Athènes.

Les sentences de toutes ces Commissions constituent pour les intéressés un contrat collectif obligatoire.

Une loi en date du 16 novembre 1935 (6) est venue supprimer cette différence entre employés et ouvriers, il n'existe plus qu'un seul modèle de Commission d'arbitrage uniformément compétent.

(5) B.I.T. Série législative, 1926, Grè. 3.

(6) B.I.T. Série législative, 1935. Grè. 9. (Pour la marine, 1936, Grè. 5):

Cette distinction existe toutefois encore quant au calcul des amendes auxquelles ils peuvent être condamnés en cas d'inexécution d'une de leurs sentences.

Leurs décisions sont définitives et déclarées exécutoires par décision du Ministre du Travail rendue dans les quinze jours, suivant leur prononcé.

Elles lient les intéressés et ne peuvent être attaquées que dans des cas particuliers devant des Commissions Supérieures permanentes d'arbitrage. « L'inexécution est considérée comme une dénonciation injustifiée du contrat du travail, entraînant pour les employeurs et les salariés responsables, l'obligation de verser une indemnité double pour les employés et quintuple pour les ouvriers, de celle que fixe la loi n° 2.112 telle qu'elle a été modifiée par des lois postérieures. »

Cette inexécution constitue un délit susceptible d'entraîner une peine d'emprisonnement d'un an au maximum et une amende ne pouvant pas excéder 50.000 drachmes. Une telle condamnation entraînera de plein droit la déchéance des fautifs de leurs fonctions de Président, Conseiller ou Représentant de l'organisation professionnelle à laquelle ils appartiennent.

IV

L'Italie

La réglementation des conflits collectifs du travail en Italie présente un caractère particulier qui nous oblige à la considérer dans le cadre du système juridique et politique de ce pays.

Les théories libérales furent abandonnées dès l'arrivée au pouvoir du Fascisme, et dès l'apparition de la loi du 3 avril 1926 sur les syndicats, ainsi que de la charte du Travail approuvée par le grand Conseil le 21 avril 1927 (7).

Aucun organisme spécial n'a été créé dans cette législation pour mettre fin aux conflits collectifs. Le but à atteindre a toujours été de les supprimer, de diminuer leur importance en les amenuisant par le passage successif à travers divers échelons de conciliateurs.

Toutes les institutions nouvelles serviront de crible à ces conflits, et ce n'est que s'ils se révèlent réellement comme inévitables et impossibles à supprimer par la conciliation, que l'on devra recourir aux moyens judiciaires et porter le conflit devant la Magistrature du Travail.

(7) B.I.T. Série législative, 1926, lt. 2 et 5.

Le différend passera ainsi tout d'abord en conciliation à l'intérieur du Syndicat. Les négociations entreprises par lui en vue d'aplanir le conflit auront pour but d'arriver à conclure une convention collective du travail. Si l'accord ne peut être réalisé, le différend sera soumis aux organisations du degré supérieur (8).

En cas d'échec, les corporations (9), puis à leur suite le Ministère des Corporations, tenteront d'aplanir le conflit. En général, leur activité est bienfaisante et ce n'est que très rarement que le différend doit être porté devant la Magistrature du Travail.

Seuls les syndicats légalement reconnus peuvent intenter une action dans cette dernière hypothèse.

L'exécution des décisions du Tribunal est régie par les mêmes dispositions que celles du droit commun. C'est la même exécution forcée, et la même responsabilité civile qui jouent.

Afin d'assurer avec plus de certitude, cette exécution, les personnes fautives pourront être condamnées à une peine d'emprisonnement allant de un mois à un an, et à une amende de 500 à 5.000 liras. Dans le cas où le coupable est président d'une association, il sera plus sévèrement frappé, et en plus de sa déchéance automatique, il pourra être puni d'un emprisonnement pouvant aller de six mois à deux ans, ainsi que d'une amende de 2.000 à 10.000 liras.

L'article 26, 2^e alinéa du Code pénal, sera aussi applicable en la matière comme le prévoit le décret-loi du 6 février 1936 (9), autorisant le gouvernement du Roi à établir les règles permettant d'assurer le contrôle de l'application des lois sur le travail, la prévoyance et l'assistance aux travailleurs. Cet alinéa donne au juge la faculté d'augmenter l'amende jusqu'à concurrence du triple, lorsque, étant donné la situation matérielle du délinquant, l'amende prévue par loi, même portée à son maximum, est présumée inefficace.

Jusqu'à présent, les conflits collectifs ont été en général aplanis par voie de conciliation et ce n'est que très rarement que la juridiction du travail a eu à trancher des conflits importants.

C'est ce que constate le Ministre de la Justice dans un de ses rapports publiés en novembre 1936 sur l'activité de la Magistrature du Travail en 1935. Il déclare qu'au cours de cette année : « aucun conflit collectif n'a été porté devant elle, preuve évidente que l'action conciliatrice exercée par les organisations professionnelles et corporatives, et le Ministère des Corporations, a été pleinement couronnée de succès ».

(8) Les syndicats professionnels reconnus sont hiérarchisés : 1) syndicats du 1^{er} degré (sindacati elementari) ; 2) fédérations nationales (federazioni nazionali di categoria) ; 3) confédérations centrales (confederazioni).

(9) « Massimario di giurisprudenza del lavoro », 1936.

Nouvelle-Zélande

La Nouvelle-Zélande est le pays qui a introduit le premier l'arbitrage obligatoire dans sa législation. Son organisation est intéressante à connaître, du fait qu'elle constitue une tentative poursuivie pendant de longues années, et à laquelle de fréquentes modifications, fruit de l'expérience, ont été apportées (10).

A une certaine époque, on a même voulu présenter ce système comme susceptible d'avoir une application mondiale, en égard aux services qu'il était susceptible de rendre. C'était une grande erreur, car ce pays présente des caractères très particuliers ; non seulement il est un dominion très éloigné de toute autre contrée, mais il est surtout peuplé par une population homogène et peu dense, à la vie consacrée principalement aux travaux agricoles et à l'élevage.

La première loi sur la conciliation et l'arbitrage dans l'industrie, qui prévoyait l'arbitrage obligatoire des conflits collectifs du travail, date de 1894. Son but était de créer une forte organisation syndicale et d'aider à l'élaboration de contrats collectifs. Elle institua des conseils de conciliation et un tribunal arbitral dont la structure fut modifiée à plusieurs reprises et notamment en 1925.

Aucun conflit ne peut être porté devant la Cour d'Arbitrage avant d'avoir été soumis au préalable à un Conseil de conciliation. Elle prévoit un échantillonnage original de sanctions pénales, devant punir toute grève ou lock-out entrepris au cours de la procédure suivie en vue de résoudre un conflit collectif du travail.

En ce qui concerne la question qui nous intéresse spécialement, elle prévoit que « tout syndicat industriel, toute fédération industrielle ou tout employeur » contrevenant à une décision arbitrale, peut être condamné à une amende pouvant s'élever à 100 livres. De même, elle décide que tout ouvrier se trouvant dans un cas identique, peut être puni d'une amende de 5 livres au maximum.

Lorsqu'une sentence arbitrale n'a pas été exécutée à la suite d'une discussion élevée au sujet de son interprétation, c'est à l'organisme qui l'a rendu, de dire si une faute a été commise, et si l'inexécution est fautive et mérite la condamnation à une amende.

Quand on se trouve au contraire devant une infraction volontaire et indiscutable, ce sont les « Inspectors of factories », fonctionnaires spéciaux chargés de les rechercher, qui doivent remettre un procès-verbal au Juge de Paix et celui-ci inflige alors lui-même les amendes prévues.

(10) « La conciliation et l'arbitrage obligatoire des conflits du travail en Australie et en Nouvelle-Zélande », Paul de Bengy, thèse Paris, 1937.

Vers 1928 la crise économique mondiale se fit sentir assez brusquement en Nouvelle-Zélande, et la situation de ce pays empira de jour en jour.

Des mesures de restriction s'imposant, la Cour d'arbitrage décida en 1931 de réduire de 10 % tous les salaires, mais le résultat attendu ne vint pas. Aussi, « la psychologie de la crise cherchant un émissaire, elle trouva en Nouvelle-Zélande, la Cour d'arbitrage » (11).

Sa suppression suivit de peu l'avènement d'un gouvernement de coalition, et le 27 avril 1932, la procédure d'arbitrage obligatoire fut abolie, mais une procédure d'arbitrage facultatif simple, est restée alors en vigueur. Cette loi prescrit la création de commissions industrielles « industrial committees » qui ont à pourvoir à l'application des sentences arbitrales et des conventions collectives, et à la solution des conflits surgissant dans les questions qui ne touchent pas le salaire et la durée du travail.

Cet abandon de l'arbitrage obligatoire fut d'ailleurs de courte durée, et la Nouvelle-Zélande a retrouvé son ancienne réglementation en 1936 (12). La crise économique avait beaucoup diminué d'intensité, et ses habitants ont repris leurs habitudes, prouvant ainsi leur goût pour les expériences sociales. Actuellement, l'arbitrage paraît prospérer et le mouvement syndical s'intensifie sans cesse (13).

(11) B.I.T. *Revue Internationale du Travail*, novembre 1933, art. de M. Riches.

(12) B.I.T. *Année Sociale*, 1936-1939, p. 463.

(13) « Le rétablissement de l'arbitrage obligatoire en Nouvelle Zélande », par E.-J. Riches. B.I.T. *Revue Internationale du Travail*, décembre 1936, p. 783.

CONCLUSION

Aucune des méthodes instituées dans les différentes législations mondiales ne peut être présentée comme une panacée efficace des conflits du travail. On peut même se demander jusqu'à quel point il est pratique de recourir à des mesures de contrainte sanctionnées pénalement pour assurer l'exécution des sentences arbitrales.

A la lueur de ces expériences et des critiques qui ont été formulées à leur sujet, constatons qu'il est impossible d'appliquer des mesures pénales quand une grande masse d'hommes refuse de se soumettre à la loi.

Il en est d'ailleurs ainsi dans tous les cas où existe une réglementation juridique. Il faut, à tout prix, que l'opinion publique veuille supporter l'exécution des décisions, et pour cela il est nécessaire que la réglementation rentre dans le cadre des institutions économiques et juridiques.

Lorsque les obligations créées au cours de la procédure d'arbitrage sont de droit civil, le monde du travail les exécutera plus facilement, car il paraît plus habitué à respecter de telles décisions et à supporter les mesures de contrainte employées. Mais, dans tous les cas, si l'on envisage une période où les esprits s'opposent en nombre, à une décision méconnaissant les forces des parties en présence et heurtant quelque peu l'actualité économique et sociale, une inexécution flagrante et un conflit virulent sont à prévoir.

Le désordre social procède de telles sources, qu'il est matériellement impossible de le faire disparaître à jamais. Il provient de cause indestructibles, autant d'ordre psychologique qu'économique. L'industrialisation de la production qui enleva tout intérêt au travail et le rendit pénible, se cumule avec l'instinct batailleur des individus entretenu par des agitateurs professionnels. La raréfaction périodique des marchés, suivant certains cycles chers à de nombreux économistes, s'aggrave d'une insécurité engendrant le chômage et la faillite. On ne peut prétendre faire subir à ces difficultés qu'une amélioration, et non une extinction radicale.

Il n'est pas possible de supprimer tous les conflits du travail ; leur nocivité seule peut être réduite.

Pour cela, il faut disposer, lorsque ces éléments psychologiques et économiques sont défavorables à la paix industrielle, d'une réglementation de conciliation et d'arbitrage susceptible de résoudre ces deux sortes de difficultés.

S'il faut tout d'abord que les dispositions légales apportent à la classe ouvrière les satisfactions matérielles et les garanties morales auxquelles elle a droit, il est aussi nécessaire que ces textes légaux ne soient pas envisagés, par cette classe, comme une arme et comme un moyen de remplacer dans les usines le contrôle patronal par le contrôle ouvrier.

Il faut que s'établissent des règles de conciliation et d'arbitrage qui fassent des employeurs et des salariés, non des groupes sociaux opposés, mais un seul et même groupe créateur d'une communauté plus haute et plus productive. La conciliation et l'arbitrage doivent constituer « un corps sanitaire volant qui intervient partout où l'entrechoquement des antagonismes met en danger la communauté de travail et de production des employeurs et des salariés. » (29).

La procédure de conciliation et d'arbitrage doit être assez soupagement conçue pour s'adapter aux situations toujours nouvelles qui se présentent. Il faut qu'elle puisse faire jouer avec facilité ces règles toujours adaptées à la situation du moment. La conciliation et l'arbitrage poursuivent un des buts les plus humanitaires qui soient ; elles créent le droit, dans le domaine de la réglementation des conditions du travail.

Le second instrument de paix sociale, efficace et indispensable, consiste dans le fait de ranimer la production. Ce sera le plus sûr moyen de réduire sérieusement et le nombre et la virulence des conflits sociaux.

Qui donc, depuis l'après-guerre, n'est un choriste de l'hymne à la production ? Unaniment, ce chant secoue les poitrines et forme la base de la politique de notre gouvernement, auquel nous faisons pleinement confiance.

C'est l'unique moyen de rénover un pays et d'entretenir sa vitalité et le bien-être de ses habitants. Comme l'a dit un jour, très justement, une de nos plus éminents économistes, « la seule richesse réelle est dans la production, et nul ne peut prétendre à des avantages nouveaux, si, d'abord, un surplus de richesses à répartir n'a pas été créé. »

Chaque pays se présente avec de telles particularités ethniques, politiques, géographiques et industrielles, qu'il est matériellement impossible d'en trouver un autre lui ressemblant et dont il serait souhaitable d'adopter le système régissant les conflits collectifs du travail.

(29) C. F. Weddigen « Angewandte theorie der Schlichtung » dans Jahrbuch für Nationalökonomie und statistik mars 1929.

L'étude que nous avons poursuivie au sujet de l'exécution des sentences arbitrales, dans notre droit social, nous amène à juger l'œuvre de notre législateur, sur ce point particulier.

Celle-ci mérite notre adhésion complète pour s'être révélée dans la pratique, de même qu'aux yeux de la doctrine, comme pleinement satisfaisante. Depuis la loi du 4 mars 1938, instituant une sentence obligatoire et exécutoire, ainsi qu'après l'apparition du décret-loi du 12 novembre de cette même année, notre droit social possède une décision arbitrale susceptible d'être respectée, et surtout une décision sanctionnée par des moyens qui lui sont spécialement adaptés.

A l'évolution de notre législation dans ce sens est due notre pleine approbation. Nous souhaitons que la jurisprudence suive les premières directives qu'elle s'est tracées, c'est-à-dire qu'elle applique avec la plus grande bienveillance, et le maximum d'opportunité, l'ensemble des moyens mis à sa disposition, afin que toute la procédure de conciliation et d'arbitrage ne finisse par aboutir misérablement à un chiffon de papier.

C'est dans le sens d'un jeu souple, mais effectif, des textes en vigueur que doivent aller nos préférences.

Ainsi la paix sociale, élément indispensable du relèvement national sera assurée avec énergie et équité. Comme l'indique le Maréchal Pétain dans son dernier message : « L'histoire est faite d'alternances entre des périodes d'autorité dégénérant en tyrannie et des périodes de liberté engendrant la licence. L'heure est venue pour la France de substituer à ces alternances douloureuses une conjonction harmonieuse de l'autorité et de la liberté. »

BIBLIOGRAPHIE

Presse Quotidienne

Gazette du Palais.
Gazette des Tribunaux.
Journal Officiel.
Le Temps.

Presse Périodique

L'Année Sociale (Publication du B.I.T.).
Bulletin du Ministère du Travail.
Bulletin Périodique du Conseil National Economique.
Dalloz Hebdomadaire.
Le Droit Ouvrier.
Le Droit Social.
Etudes et Documents du B.I.T.
Questions Prud'homales, Fiscales et Commerciales.
Revue Economique et Sociale.
Revue d'Economie Politique.
Revue Internationale du B.I.T.
Revue de la C.G.P.F.
Revue de la C.G.T. : La voix du peuple.
Recueil Sirey.
Recueil International de Jurisprudence du Travail.
Syndicats.
Série Législative du B.I.T.

OUVRAGES

- AUGIER P. — Arbitrage et surarbitrage dans les conflits collectifs du travail. (Thèse, Paris, 1938).
- AMULREE (Lord). — Industrial arbitration in Great Britain. (Oxford, 1929).
- BENGY (DE). — La conciliation et l'arbitrage obligatoire des conflits du travail en Australie et en Nouvelle-Zélande. (Thèse, Paris, 1937).

- COLOMB J. — La sanction de la convention collective et de l'arbitrage obligatoire. (Thèse, Lyon, 1937).
- DULIAS O. — L'arbitrage obligatoire dans les conflits collectifs du travail. (Thèse, Paris, 1938).
- DUCKSOO CHANG. — British methods of industrial peace. (New-York, 1936).
- GLEIZES P. — Les Astreintes, étude de jurisprudence. (Thèse, Montpellier, 1935).
- KATZ P. — L'arbitrage obligatoire et l'exécution des sentences arbitrales. (Thèse, Paris, 1938).
- LAROQUE P. — Des rapports entre patrons et ouvriers. (Paris, F. Aulier, 1938).
- MACKENSIE (Sir William). — The industrial court practice and procedure. (Londres, 1923).
- MOUTON J. — Nature juridique de la sentence arbitrale en droit privé et dans les conflits collectifs du travail. (Thèse, Paris, 1938).
- PECOUT H. et PECOUT F. — Le contentieux du conflit collectif de travail. (Librairie du Recueil Sirey, Paris, 1938).
- PETIT R. — Les conventions collectives du travail. (Thèse, Paris, 1938).
- PELISSOU M. — L'arbitrage obligatoire dans les conflits entre patrons et ouvriers. (Thèse, Toulouse, 1938).
- PIC P. — Traité élémentaire de législation industrielle. (Paris, Rousseau, 1933).
- RAYNAUD B. — Le contrat collectif en France. (Paris, Rousseau et Cie, 1921).
- RAYNAUD B. — Cours de législation ouvrière et sociale. (1930).
- ROBERT J. — Traité de l'arbitrage civil et commercial en droit interne. (Paris, Sirey, 1937).
- THUVENY. — L'arbitrage obligatoire dans les conflits collectifs du travail et son introduction en France. (Alger, 1937).
-

ABRÉVIATIONS

B.I.T.	Bureau International du Travail.
C.S.A.	Cour Supérieure d'Arbitrage.
Cass. Req.	Cour de Cassation, Chambre des Requêtes.
Cass. Soc.	Cour de Cassation, Chambre Sociale.
Ch. Dép.	Chambre des Députés.
C. Trav.	Code du Travail.
C.G.T.	Confédération Générale du Travail.
C.G.P.F.	Confédération Générale du Patronat Français.
<i>D. O.</i>	<i>Revue de Droit Ouvrier.</i>
<i>D. S.</i>	<i>Revue de Droit Social.</i>
<i>D. P.</i>	<i>Dalloz Périodique.</i>
<i>D. H.</i>	<i>Dalloz Hebdomadaire.</i>
<i>Gaz. Pal.</i>	<i>Gazette du Palais.</i>
<i>Gaz. Trib.</i>	<i>Gazette des Tribunaux.</i>
<i>J. O.</i>	<i>Journal Officiel.</i>
<i>Q. Prud'h.</i>	<i>Revue des Questions Prud'homales.</i>
Sén.	Sénat.
S.	Sirey.

TABLE DES MATIÈRES

	N ^{os} des Pages
INTRODUCTION	7
TITRE PREMIER. — <i>L'exécution de la sentence arbitrale</i>	11
CHAPITRE I. — Evolution des textes avant la loi de 1936	13
CHAPITRE II. — La loi du 31 décembre 1936	17
Section I. — Climat dans lequel fut élaborée la loi de 1936	18
Section II. — La notion de sentence arbitrale obligatoire.	20
Section III. — La sentence arbitrale a-t-elle besoin de l'exequatur pour être exécutoire ?	23
Section IV. — Les juridictions compétentes pour connaître de l'exécution des obligations découlant de la sen- tence arbitrale	28
Section V. — L'arbitre peut-il faire suivre sa sentence de la formule exécutoire ?	32
CHAPITRE III. — La loi du 4 mars 1938	35
Section I. — La sentence est obligatoire	38
1. — Date des effets de la sentence	38
2. — Notification de la sentence	39
3. — Interprétation de la sentence	41
4. — Exécution par équivalent	43
Section 2. — La sentence a force exécutoire	45
1. — Formalités préliminaires à l'exécution forcée ..	45
2. — Modalités de l'exécution forcée	51
Qui peut exécuter ?	51
Quand peut-on exécuter ?	53
Comment peut-on exécuter ?	54
TITRE DEUXIEME. — <i>Les sanctions sociales en cas d'inexécution des sentences arbitrales</i>	59
CHAPITRE I. — Définition jurisprudentielle de l'inexécution d'une sentence arbitrale	61
CHAPITRE II. — Le problème de la sanction et sa solution législative	66
Section 1. — Le problème de la sanction	66

Section 2. — Droit positif	68
1. — Législation antérieure au décret-loi du 12 novembre 1938	69
2. — Le décret du 12 novembre 1938	74
a) date d'application du décret	75
b) les astreintes	76
c) les déchéances patronales et ouvrières	85
TITRE TROISIEME. — <i>Etude de droit comparé</i>	87
CHAPITRE I. — Législation reconnaissant aux sentences arbitrales des effets de droit privé	89
CHAPITRE II. — Législation reconnaissant aux sentences arbitrales des effets de droit public	103
CONCLUSION	111
BIBLIOGRAPHIE	115
ABREVIATIONS	117
TABLE DES MATIERES	119

Vu et permis d'imprimer :
Aix-en-Provence, le 17 Octobre 1940.
Le Recteur d'Académie,
E. GAU.

Vu, le *Président de Thèse,*
B. RAYNAUD.

Vu, le *Doyen,*
B. RAYNAUD.

